AU CŒUR D'UNE JEUNESSE RÉVOLTÉE

Du mouvement CPE à la lutte contre la LRU,
Une jeunesse en quête d'avenir

Evelyne PERRIN
Avec la collaboration de **Kamel TAFER**

Remerciements
Kamel TAFER (SUD-Etudiant),
qui m'a aidée à recomposer l'ouvrage
Tous les lycéens, les étudiants, les enseignants, les BIATOSS,
Qui m'ont donné leur témoignage et témoigné peur confiance

INTRODUCTION

La France a connu, sous des gouvernements de droite, plusieurs mobilisations successives d'étudiants et de lycéens entre le printemps 2006 et le printemps 2008, peu après la spectaculaire révolte des banlieues en novembre 2005. Ces mouvements se sont poursuivis et élargis aux enseignants-chercheurs au printemps 2009.

Il s'est d'abord agi de la lutte contre le CPE (« Contrat Première Embauche ») introduit au début de l'année 2006 par le gouvernement de Dominique de Villepin, et créant une période d'essai de deux ans pour les jeunes de moins de 26 ans. Ce mouvement fut l'un des plus massifs qu'ait connu la France au regard des différentes mobilisations étudiantes et lycéennes précédentes; il s'est soldé par le recul du gouvernement et le retrait du CPE.

A l'automne 2007, la Loi de Réforme des Universités (LRU), qui introduisait le secteur privé dans les conseils d'administration des universités et en favorisait une privatisation rampante sous couvert d'autonomie, a suscité un mouvement très large de rejet de la part des étudiants ; mais cette mobilisation, pourtant longue et importante, n'a pas suffi à faire retirer la loi incriminée. Ce n'est que lorsque sont parus les décrets d'application de la loi LRU qu'au début de l'année 2009 les enseignants-chercheurs et universitaires sont entrés dans un mouvement massif et prolongé d'opposition et de grève.

Enfin, au printemps 2008, l'annonce de sévères suppressions de postes dans les lycées et la menace d'une remise en cause du baccalauréat comme diplôme national ont déclenché un mouvement de révolte lycéenne très important, là aussi sans succès.

La commune intensité et détermination de ces mouvements, confrontée à la divergence de leurs résultats, suscite des questions : pourquoi, lors du CPE, les étudiants, partis d'une poignée de militants, ont-ils réussi à entraîner avec eux de nombreux camarades d'études et les lycéens, puis de larges couches de la population, des enseignants et parents d'élèves aux salariés, jusqu'à amener dans la rue des millions de citoyens ? Pourquoi ce succès n'a-t-il pu se reproduire contre la loi LRU, qui pourtant remettait en question la mission éducative fondamentale de l'université en la laissant aux prises avec les intérêts des entreprises ? Et pourquoi les lycéens ont-ils été laissés aussi seuls dans leur lutte contre les suppressions de postes – un combat en quelque sorte pour compte d'autrui ?

Nous reviendrons ici sur les principales caractéristiques de ces différents mouvements, en nous appuyant sur des enquêtes approfondies, par entretiens semi-directifs, avec plus d'une centaine d'étudiants et lycéens impliqués dans ces luttes, et avec des enseignants et chercheurs. Nous chercherons à en montrer les motivations, le déroulement, les analyses produites, la part d'utopie et les propositions alternatives lorsqu'elles ont existé. Nous en tirerons des leçons sur la façon dont se forment des générations militantes ou politiques, forgées dans ces périodes d'affrontement avec le pouvoir et avec les institutions.

De ces mouvements, aussi divers qu'ils aient été et en dépit de la différence de leurs résultats, se dégagent de forts points communs :

Tout d'abord, la condition sociale de nombreux étudiants issus des couches populaires et même moyennes reste excessivement précaire : arrivés à l'université avec la démocratisation de la scolarisation et de l'enseignement supérieur, ces derniers ont beaucoup de difficultés économiques et sont contraints de travailler parallèlement à leurs études, ce qui handicape leurs chances de succès. La condition étudiante est pour une bonne moitié des jeunes concernés une gageure. Ils sont donc très tôt confrontés aux emplois précaires, aux stages non ou peu rémunérés, à l'alternance du chômage et de l'emploi, alors même que le revenu de solidarité active (RSA) – tout comme le RMI qui l'a précédé – est interdit aux jeunes de moins de 25 ans, sauf conditions particulières très restrictives.

Ensuite, les jeunes qui fréquentent l'université aujourd'hui en France sont loin d'être sereins. Ils sont inquiets et pessimistes quant à leur avenir, et à la place que leur réserve la société. Quand plus de 70 % des embauches se font en CDD, d'une durée moyenne d'un mois et demi, ils peuvent être fondés à redouter la précarité qui semble leur lot commun – même si elle frappe moins les plus diplômés – à leur arrivée sur le marché du travail. Cette précarité est aggravée pour les jeunes issus des classes populaires, qui échouent massivement en DEUG, au début de leur cursus universitaire, et sont très peu représentés dans leur ensemble à l'université (moins encore que dans les années 60 !). Quant aux jeunes dits « issus de l'immigration », de nombreuses études ont montré les discriminations auxquelles ils se heurtaient sur le marché du travail[1] et l'importance du chômage qui les frappe.
Ensuite, l'université française fait l'objet de réformes tendant à instaurer une autonomie et une concurrence entre les universités, et visant à dégager un petit nombre d'universités d'excellence, en désignant les autres comme des universités de seconde zone, privées à terme de moyens et de reconnaissance. Or ce sont dans ces universités délaissées que se concentrent les étudiants issus des milieux populaires.
Quand, en 2008, le gouvernement Fillon annonce de drastiques suppressions de postes dans les lycées, aboutissant à la suppression de filières entières, c'est encore un régime d' « école à deux vitesses » qui se dessine, les suppressions de postes affectant davantage les lycées situés en zone populaire, et tendant à aggraver leurs difficultés.
Il n'est donc pas étonnant que d'un mouvement à l'autre, de la lutte contre le CPE à celles contre la loi LRU et contre les suppressions de postes dans les lycées, le même constat soit fait de la volonté du gouvernement de séparer l'élite étudiante du tout venant, d'une part, et de forcer les jeunes à accepter des emplois de plus en plus précaires, en leur enlevant une partie des garanties essentielles du droit du travail. On peut même avancer qu'avec la mise en œuvre de l'autonomie des universités et la désignation de pôles d'excellence qui appliqueront une sélection renforcée, ce sont des « surnuméraires » sur le marché du travail que le reste des universités sera appelé à fabriquer. Les jeunes, lycéens ou étudiants, se sentent désignés comme la cible des mesures du gouvernement, et comme condamnés à la précarité. C'est toute la société qui à travers ces mesures leur dénie le droit à des études équitables et de qualité, et plus tard, à un emploi convenable et stable, bref, à un avenir.
Ainsi, d'un mouvement à l'autre, court la même condamnation de la précarité comme horizon obligé, et le rejet d'une université et d'une école à deux vitesses. Même si les révoltes déclenchées en Grèce en décembre 2008 après le meurtre d'un jeune par la police attestent d' un niveau très élevé de protestation sociale due aux conditions désastreuses d'entrée dans la vie active des jeunes Grecs, la même colère anime en France les jeunes, révoltés par le cynisme dont fait preuve le gouvernement à leur égard. Ces mouvements sont en quête de reconnaissance et d'équité et expriment un désir d'avenir.
En même temps, ils expriment une subjectivité de la jeunesse actuelle qui n'est pas entendue ni prise en compte par les partis politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, et ne trouve pas de terrain d'expression au sein des institutions. Or se forgent dans la lutte des générations de militants, ou au moins de citoyens « conscientisés », sensibilisés à la politique, d'où il résulte un décalage croissant entre les jeunes générations et la classe politique dans son ensemble.[2]
Aussi, que seul le mouvement contre le CPE ait abouti au retrait du projet initial – sans supprimer pour autant une précarité attestée – , et que les mouvements lycéen du printemps 2008 et étudiant de l'automne 2007 contre la LRU, repris à la rentrée 2008 et prolongés par le mouvement enseignant, n'aient obtenu aucune satisfaction, ne devrait pas laisser croire que le

---

[1] Cf. Evelyne PERRIN, *Jeunes Maghrébins de France, la place refusée,* Paris, L'Harmattan, 2008.
[2] Nous faisons allusion ici aux partis politiques institutionnalisés, tandis que la LCR capte une partie non négligeable des mécontents en refusant le jeu politique classique. Cf. à ce sujet Evelyne PERRIN, « *Vers la fin des partis ? Crise et renouveau du politique* », à paraître.

désir des étudiants et des lycéens d’en découdre est éteint. La révolte couve, et peut exploser à tout moment, tant est vive l’inquiétude quant à l’emploi, tant est ressentie la dénégation de sa place dans la société, tant l’avenir paraît bouché ou au moins incertain.
La recherche menée est restituée dans cet ouvrage en plusieurs chapitres. Le premier est centré sur la condition précaire d’une grande partie des étudiants et sur le déclassement qui les menace. Le deuxième chapitre aborde la mobilisation contre le CPE, la lutte la plus importante de cette jeune génération, non sans lien avec sa condition sociale largement précaire. Le troisième et quatrième chapitres sont axés respectivement sur les luttes étudiantes, contre la LRU en 2007-2008, et lycéennes en 2008. Nous terminons par l’examen du mouvement des enseignants-chercheurs contre les décrets d’application de la loi LRU, donnant lieu à une lutte historique, mais décalée par rapport aux mobilisations étudiantes et lycéennes précédentes.

Méthodologie

Nous avons réalisé une enquête de terrain participante et militante, en menant des entretiens semi-directifs avec des étudiants et lycéens de la région Ile de France, appartenant ou non à des organisations syndicales et politiques. Le travail d'enquête au cœur de cette jeunesse révoltée a duré plusieurs années, permettant de suivre une certaine génération, qui a souvent mené les luttes successives. Nous nous sommes également appuyés sur des archives militantes (appels, tracts, brochures, déclarations des coordinations étudiantes) et journalistiques (articles de journaux, reportages télévisés).

L'enquête sur le mouvement contre le CPE a été menée auprès d'étudiants engagés pendant le mouvement, les derniers entretiens se déroulant lorsque celui-ci s'achevait, à la fin du printemps 2006. Il en a été de même avec l'enquête sur le mouvement contre la LRU, où les entretiens se sont déroulés durant l'automne 2007, pendant la première phase du mouvement, puis durant l'automne-hiver 2008 et le printemps 2009.
L'enquête s'est complétée au printemps 2009 par plusieurs entretiens avec les enseignants mobilisés contre les décrets d'application de la LRU. Les entretiens menés auprès des lycéens, moins nombreux, sont insérés dans l'enquête à titre d'illustration sur les relations entre le mouvement étudiant et le mouvement lycéen.
Comme on l'a précisé, la composition de l'échantillon a privilégié les étudiants les plus militants ou, s'agissant des non syndiqués, les plus engagés dans le mouvement. Il en résulte un biais, mais l'objectif était de rendre compte au plus près des motivations des étudiants ayant mené le mouvement, des formes de mobilisation, et des apprentissages politiques effectués à cette occasion.
Soixante entretiens ont été effectués avec les étudiants engagés dans le mouvement contre le CPE. Le nombre d'entretiens sur le mouvement contre la LRU a été plus restreint et a concerné tant des étudiants que des enseignants-chercheurs et dans une moindre mesure des IATOSS ou des doctorants. Un certain nombre des étudiants interrogés sur le mouvement contre la LRU avaient pris une part active au mouvement contre le CPE.
L'enquête reposant essentiellement sur des entretiens semi-directifs, le guide d'entretien était assez lâche ; il portait sur l'engagement des étudiants dans la mobilisation, leurs motifs d'engagement, les formes prises par leur engagement, les relations nouées avec d'autres étudiants, avec des salariés, les leçons tirées du mouvement, les apprentissages politiques et militants effectués.

I. LA CONDITION ÉTUDIANTE ET SES DIFFICULTÉS

Pour les étudiants, le CPE est « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car ce mouvement est l'expression d'un mécontentement très profond qui va au-delà du rejet d'une mesure particulière. C'est toute la condition étudiante, l'incertitude de l'avenir, l'assignation à la précarité qui sont en toile de fond derrière l'explosion de colère générée par le CPE, nouvelle institutionnalisation de la précarité.

Déclassement :
Trois ans après la fin de leurs études, ce sont 33,3 % des diplômés d'un second cycle universitaire qui s'estiment déclassés, contre 24,3 % de ceux issus des grandes écoles ou d'un troisième cycle universitaire, selon Jean-François Giret, Emmanuelle Nauze-Fichet et Magda Tomasini[3].
Parallèlement, la probabilité d'accéder à un emploi stable diminue fortement au cours des vingt dernières années : entre 1983 et 2008, la part des jeunes sortis de l'école depuis moins de cinq ans occupant un emploi stable (CDI) passe de 58 % à 49 %, tandis que celle des titulaires d'un contrat précaire passe de 12 à 30 %, celle des chômeurs restant supérieure à 20 % sur toute la période.
Le salaire relatif des 26-30 ans n'a cessé de baisser des années 70 aux années 2000, et l'écart avec le salaire relatif des seniors de s'accroître, jusqu'à atteindre 40 %. Comme le note Romuald Bodin[4], « les chances objectives d'ascension professionnelle apparaissent singulièrement diminuées pour les jeunes générations. Plus exposés au chômage et moins bien payés que les générations antérieures, plus durablement maintenus dans des postes de reconnaissance médiocre, les nouveaux diplômés semblent en fait bien plus jouer le rôle d'une variable d'ajustement aux transformations économiques du pays que celui d'une force de renouvellement. »
Le taux de chômage des 15-24 ans est en 2006 de 23,1 % selon l'INSEE, alors qu'il ne dépasse pas 9,5 % pour la population active totale. C'est un record européen.

1. Massification et ségrégation sociale

L'université française a à la fois connu une massification sans précédent, corollaire d'une dépréciation des diplômes, et une relative stabilité des différenciations sociales.

Massification scolaire, tout d'abord :
Les effectifs de l'enseignement supérieur sont passés de 310 000 en 1960 à plus de 2, 28 millions à la rentrée 2005[5]. Après la hausse des taux de scolarisation due à l'allongement de la scolarité obligatoire dans les années 60, se produit entre 1985 et 1995 une seconde explosion scolaire, avec la mise en place des baccalauréats professionnels et la fixation de l'objectif de

---

[3] Jean-François GIRET, Emmanuelle NAUZE-FICHET et Magda TOMASINI, « Le déclassement des jeunes sur le marché du travail », in *Données Sociales- La société française*, Paris, INSEE, 2006, pp. 307-314.
[4] Romuald BODIN, « Les conditions de la révolte », in Bertrand GEAY (dir.), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir, avril 2009, pp. 21-42.
[5] *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche (RERS)*, Ministère de l'Education Nationale, DEPP, ed. 2007.

80 % d'une génération au bac[6]. Ainsi de 1960 à 2000, en quarante ans, le nombre d'étudiants est multiplié par 4,6.
On est ainsi passé de 5 % d'une génération d'élèves arrivant au baccalauréat en 1950 à 63 % en 1998, même si ce taux stagne depuis le milieu des années 1990, pour atteindre 78 % en 2007.
Toutefois, comme le montrent Stéphane Beaud[7] et Vanessa Pinto, « les espoirs des premiers « enfants de la démocratisation » ont été remis en cause par deux phénomènes. D'une part, à partir du milieu des années 1970, l'étendue des chances objectives de promotion se réduit à cause de la crise économique, intériorisée progressivement par les familles. D'autre part, la multiplication du nombre de diplômés et leur diversification sociale accrue engendrent la dévalorisation des titres. »
Vanessa Pinto poursuit : « L'ensemble des générations les plus récentes a vu ses conditions d'emploi et de travail se dégrader : pour un niveau de diplôme et une ancienneté sur le marché du travail donnés, le niveau de la catégorie socio-professionnelle d'embauche n'a pas cessé de s'abaisser depuis 1975, et comme l'atteste l'analyse des taux d'emplois stables par cohortes de sortants, chaque gén,ération occupe moins d'emplois stables que la précédente. »[8]

Maintien d'une forte ségrégation sociale :
Au même rythme que la démocratisation scolaire, s'est opérée et renforcée une partition entre l'université et les grandes écoles. « Les classes préparatoires, ce supérieur du secondaire, se multiplient, accueillant aujourd'hui 75 000 élèves contre 28 000 en 1968 ; les écoles d'ingénieurs et celles de commerce s'étendent (186 000 étudiants en 2005) ; des filières sélectives apparaissent (Dauphine) ou se renforcent (Sciences Po). Les meilleurs lycéens – ils appartiennent souvent aux milieux favorisés – désertent les universités qui se démocratisent[9]. »
Un des points avancés par plusieurs auteurs est le déplacement des inégalités à des niveaux plus élevés de scolarité : à la fermeture de l'accès au baccalauréat s'est substituée, pour les jeunes les moins dotés socialement, une « élimination différée », selon l'expression alors utilisée à propos du secondaire par F. Oeuvrard.[10]Ainsi, si le taux d'élèves arrivant au baccalauréat a beaucoup progressé, l'essentiel de cette progression est dû à la création des baccalauréats technologiques et professionnels, moins valorisants, dans lesquels on retrouve très majoritairement les élèves issus de milieux populaires. Le pourcentage d'enfants d'ouvriers obtenant un bac d'enseignement général était de 11 % dans les années 60 et celui d'enfants de cadres 56 %, il est passé respectivement à 22 % et 72 %. « Le curseur a bougé, le niveau de formation des jeunes s'est globalement élevé de façon indéniable, mais la sélection sociale par le savoir et la formation continue à être conforme à celle qui résulte des inégalités sociales d'origine. »[11]
Sur le plan des inégalités sociales de trajectoires scolaires et universitaires, le bilan est mitigé : l'enseignement supérieur connaît une diversification croissante de ses filières qui reproduit les hiérarchies sociales, au point que Pierre Merle peut parler de « démocratisation

[6] Vanessa PINTO, « Démocratisation » et « professionnalisation » de l'enseignement supérieur, in *Mouvements,* N° 55-56, septembre-décembre 2008.
[7] Stéphane BEAUD, *80 % au bac…et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire.* Paris, La Découverte, 2002.
[8] Vanessa PINTO, article cité, et C. FORGEOT, J. GAUTIÉ, « Chômage des jeunes et processus de déclassement », in *Economie et Statistique,* N° 304-305, 1997.
[9] Antoine PROST, Préface de l'ouvrage de Jean-Philippe LEGOIS, Alain MONCHABLON, Robi MORDER (coord.) , *Cent ans de mouvements étudiants,* Paris, Syllepse, 2007.
[10] F. OEUVRARD, « Démocratisation ou élimination différée ? », in *Actes de la Recherche en Sciences sociales,* N° 30, nov. 1979.
[11] José TOVAR, « Education : crise systémique et perspectives », in *Savoir/Agir,* N° 7, Mars 2009, pp. 117-128.

ségrégative[12] ».Ce sont en effet majoritairement les filières les moins nobles qui se sont ouvertes aux bacheliers d'origine populaire. Les étudiants de parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale représentent 51 % des étudiants dans les classes préparatoires aux grandes écoles, 43 % dans les disciplines médicales et 36 % en droit, contre 5 à 8 % pour les étudiants enfants d'ouvriers. En 2006, ces derniers ne représentent que 4 % des étudiants en doctorat, contre 38 % pour ceux de parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale[13].
Les enfants d'ouvriers, qui ne représentaient que 0,8 % des étudiants en 1959 et 6,9 % en 1982, en représentaient 13,2 % en 1993 ; mais ils comptaient pour 13 % en première année et seulement 5 % en troisième cycle.
Les conditions sociales et donc matérielles de vie pèsent plus dans le déroulement des études que les différences culturelles.

Un sous-financement chronique :
Les universités françaises, comme le rappelle la brochure sur la LRU publiée en septembre 2007 par SUD-Etudiant, sont le parent pauvre de l'Education nationale, avec une dépense publique de 6 800 euros par étudiant-e, contre 9 000 en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. En 2005, un-e étudiant-e effectuant une année dans une université publique coûtait en moyenne à la collectivité 7 210 euros, contre 10 890 en IUT et 13 560 en classe préparatoire aux grandes écoles. Depuis 1960, la dépense pour l'enseignement supérieur a cru de 3,2 % par an en moyenne, mais face au doublement des effectifs, la dépense moyenne par étudiant-e n'a augmenté au total que de 29 %, atteignant 8 940 euros en 2005.
Comme le note encore Romuald Bodin, « L'université française est l'une des plus mal dotées parmi tout un ensemble de pays de niveau de vie équivalent. Ainsi en 2003, un étudiant coûtait en France 7 890 euros à l'Etat, contre 8 546 en Allemagne, 8 746 au Royaume Uni, 9909 aux Pays-Bas, 10 330 au Danemark et 11 847 en Suède. »

2. Revenus insuffisants et salariat étudiant

Il y a en fait peu d'étudiants pauvres, voire très pauvres. Comme l'indique le rapport de l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE), si les étudiants sont rarement très pauvres, c'est parce que les pauvres deviennent rarement étudiants, obligés qu'ils ont alors de s'insérer très rapidement sur le marché du travail pour vivre. Ainsi en 1997 n'y avait-il que 10 % d'étudiants dont le père ne gagnait pas plus de 5 000 francs. Cette pauvreté semble augmenter, puisque 200 000 étudiants (10 %) sont aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, mais se développe aussi la précarité de plus en plus généralisée du monde étudiant, comme l'atteste le développement du salariat étudiant. Ainsi 48 % des étudiants travaillent en année scolaire, et 75% au total l'été, selon l'enquête réalisée par l'OVE en 2000, contre 37 % en 1997. Si 29 % des étudiants travaillent de façon irrégulière (mois de 6 mois, et à mi-temps), 19 % travaillent de façon régulière, et 30 % dans des emplois sans lien avec leurs études.
En 2000, le revenu moyen déclaré par les actifs est de 514 euros, soit environ un demi SMIC, mais la moitié des étudiants ont touché moins de 263 euros. Les bourses et allocations

[12] Pierre MERLE, « Le concept de démocratisation d'une institution scolaire : une typologie et sa mise à l'épreuve », in *Population*, N° 1, janvier-février 2000.
[13] Vanessa PINTO, op. cité.

représentaient alors 27 % des ressources de l'ensemble des étudiants, et les aides des parents seulement 30%. Beaucoup d'étudiants sont donc socialement défavorisés au départ, même si comme le soulignent de nombreuses études, il n'y a pas d'étudiant moyen, mais une extrême différenciation et hétérogénéité selon le milieu sociale et la filière d'études. En effet, lorsque l'activité rémunérée est concurrente des études, les probabilités de réussite totale diminuent de 29 % . Et les étudiants mettent en avant le problème des ressources comme la première préoccupation lors de l'enquête de l'OVE de 2000, au lieu de celui des enseignements en 1997.
En 2006, selon l'UNEF qui publie le « panier étudiant » listant l'évolution des dépenses et des aides des jeunes, le pouvoir d'achat des étudiants continue à baisser. Leurs dépenses (frais d'inscription, restaurant universitaire, logement…) augmentent de 3,7 %, alors que les aides (allocation logement, bourses..) qui leur sont accordées, n'ont été revalorisées que de 2,2 %. Le budget d'un étudiant moyen (ce qui n'a pas grand sens compte tenu des disparités entre étudiants) s'élèverait selon l'UNEF à 1 160 euros par mois à Paris et 843 euros en province. La période de la rentrée est jugée la plus critique, compte tenu des dépenses à engager.
Quant aux bourses, elles sont de faible montant et parcimonieusemeent accordées. Si le budget des bourses de l'enseignement supérieur avait beaucoup augmenté entre 1995 et 2001, il est resté stable – à hauteur de 1,3 milliard d'euros annuel – depuis 2001. En 2005[14], 522 000 étudiants en ont bénéficié, sous la forme soit d'exonération des droits d'inscription et des frais d'adhésion à la sécurité sociale étudiante, soit sous foorme d'allocations, varaint de 1335 euros à 3 607 euros par an.
Le double statut des étudiants salariés, considéré comme provisoire, les pousse à accepter des « jobs » d'étudiants caractérisés par une grande précarité, des salaires de misère et souvent des conditions de travail très dures, qui seraient jugés inacceptables pour des emplois définitifs : c'est le cas des emplois à temps partiel et aux cadences infernales offerts par la restauration rapide (Pizza Hut, Mc Donald's, Quick…), où des grèves dures ont éclaté dans les années 2000-2004, mais sous l'impulsion précisément des salariés non étudiants.
Un autre handicap pèse sur les étudiants qui recherchent une activité rémunérée : les stages non rémunérés se sont considérablement développés, jusqu'à représenter la majorité des offres de ce type, au prétexte de former les étudiants à leur futur métier, alors qu'ils sont proposés à des étudiants déjà avancés dans leurs études. C'est en réalité dans la plupart des cas un véritable travail salarié qui est fourni par l'étudiant dans le cadre de stages à répétition, mais non rémunéré et non soumis au droit du travail car non considérés comme un véritable contrat de travail. Il s'agit là d'un détournement de la finalité des stages professionnels, d'autant que selon l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), seuls 8 % des jeunes diplômés seraient recrutés à la suite d'un stage. Le mouvement « Génération Précaire » a pu estimer à 800 000 emplois le nombre d'emplois déguisés fournis par les stagiaires en une année[15]. Le stage est devenu un emploi précaire et a-typique de plus, dont abusent les employeurs[16]. Ce système encourage le dumping social en défaveur d'un salarié, qui coûtera toujours plus cher qu'un stagiaire.
Enfin, il faut souligner l'importance de la discrimination ethnique dans l'accès à l'emploi des jeunes, même diplômés[17]. L'enquête du CEREQ, « Génération 1992 » et « Génération 1998 » sur les secondes générations montre une pénalité systématique dans l'insertion sur le marché

---

[14] Selon une étude du Ministère de l'Education Nationale, « Les boursiers de l'enseignement supérieur en 2005 », 2006.
[15] *« Sois stage et tais-toi ! Pour en finir avec l'exploitation des stagiaires»,* Collectif Génération Précaire, Paris, La Découverte, 2006.
[16] Chaque année, le groupe EDHEC (Ecole supérieure de Commerce et de Management) diffuse plus de 6 000 offres de stages à ses 2 200 étudiants. Certains de ces stages se déroulent sur une année ou plus et correspondent en fait à des emplois camouflés. In « *Sois stage et tais-toi !* », op. cité, p. 106.
[17] Cf. Evelyne PERRIN, "*Jeunes Maghrébins de France, la place refusée",* Paris, L'Harmattan, octobre 2008.

du travail, à diplôme égal, pour les jeunes descendants de l'immigration maghrébine, avec des taux de chômage de l'ordre de 19 % cinq ans après la sortie du système scolaire, pour la cohorte de 1998[18].

Il devient enfin de plus en plus difficile de faire des études tout en travaillant compte tenu des réformes introduites dans le fonctionnement de l'année universitaire avec la semestrialisation, qui étend démesurément les périodes d'examen aux dépens de celles d'enseignement et des vacances. Durant les périodes d'examens, en effet, mieux vaut être étudiant à plein temps. La suppression de la session de septembre dans la plupart des universités réduit aussi les chances des étudiants salariés, qui profitaient de l'été pour rattraper leur retard.

3. A quel prix se loger ?

Le logement constitue le premier poste de dépenses des étudiants : il représente entre 50 et 60 % de leur budget. Ainsi à Paris les loyers ont augmenté de 4 % en 2006/2007, mais l'aide au logement moyenne n'a été revalorisée que de 1,7 %. Un étudiant parisien doit s'acquitter d'un loyer d'environ 650 euros par mois, alors que l'aide de la CAF ne s'élève qu'à environ 150 euros.

46 % des étudiants habitent chez leurs parents. Mais ce taux est plus élevé concernant les étudiants d'origine populaire, ce qui ne saurait surprendre : Les enfants d'ouvriers et d'employés ne décohabitent que dans 48 et 49 % des cas, tandis que les enfants de cadres et de chefs d'entreprises sont 56 % à le faire. Les étudiants d'origine populaire qui vivent chez leurs parents sont aussi ceux qui sont astreints aux plus longs trajets pour aller sur le lieu de leurs études.

La solution des cités universitaires serait la meilleure pour ces derniers, mais l'offre est notoirement insuffisante. Alors qu'on comptait déjà 100 000 chambres en résidences universitaires en 1958 pour 200 000 étudiants, on en compte 150 000 aujourd'hui pour 2 millions d'étudiants. Ainsi les cités U parisiennes accueillent moins de 10 % des demandeurs. Les redevances en chambre universitaire se sont rapprochées des prix du marché. Les allocations logement ne compensent pas la très forte hausse des prix de l'immobilier dans les grandes agglomérations. De plus, lorsque les étudiants perçoivent une allocation logement, son montant moyen tend à augmenter avec le revenu des parents.

De ce décalage flagrant entre les besoins de logement des étudiants d'une part, la rareté des offres en cité universitaire et la flambée des prix de l'immobilier d'autre part est né le mouvement « Jeudi Noir », qui manifeste contre les offres de location aux prix les plus exorbitants dans le secteur privé, réclame la construction de cités universitaires ou la réquisition des logements vides pour le logement étudiant.

4. Le coût des études

Le coût des études, bien que très variable d'une filière à l'autre de l'université et entre les universités et les grandes écoles, n'a cessé d'augmenter en vingt ans. En 1980, la carte d'étudiant coûtait 100 francs, sécurité sociale comprise. En 2000, elle atteignait 2 000 francs, et les dépassait dans de nombreuses universités[19]. En 2005/2006, les droits de scolarité étaient

---

[18] Roxane SILBERMAN, Irène FOURNIER, « Les secondes générations sur le marché du travail en France : une pénalité ethnique ancrée dans le temps. Contribution à la théorie de l'assimilation segmentée. », in *Revue Française de Sociologie*, 47-2, 2006, pp. 243-292.

[19] Emmanuel LYASSE, « La précarité en milieu étudiant », in *« Précarité, Points de vue du mouvement social »*, Evelyne PERRIN (coord.), AC !, APEIS, MNCP, Paris, Syllepse, 2000.

de 150 euros par an en première, deuxième et troisième année de licence, mais de 190 euros en master, et 290 euros en doctorat, auxquels il fallait ajouter environ 180 euros de sécurité sociale obligatoire, et de 65 à 260 euros de mutuelle étudiante éventuellement. Dans les grandes écoles, caractérisées par de fortes disparités, l'inscription annuelle dans une école publique d'ingénieur est d'environ 600 euros, mais elle peut aller jusqu'à 8 000 euros dans une grande école privée de commerce.
Le ticket de restaurant universitaire a connu lui aussi une hausse ininterrompue, jusqu'à se rapprocher du prix d'un repas dans le secteur privé, et l'offre de restaurants universitaires a beaucoup décru. La probabilité de sauter ou de réduire un repas concerne ainsi un étudiant sur deux.
L'un des aspects les plus dangereux de la réforme de l'université engagée par la loi LRU est la forte probabilité d'une hausse conséquente des droits d'inscription, qui pourront être librement fixés par les universités, les plus prestigieuses n'hésitant pas à s'appuyer sur leur réputation pour trier les étudiants les plus fortunés. La LRU, en les mettant les universités en concurrence et en les obligeant à se financer de plus en plus hors financements publics, ne pourra que concourir à une augmentation significative des droits d'inscription. C'est ce qui s'est passé dans les pays européens qui ont appliqué les premiers ce type de réforme, comme la Grande Bretagne, où les étudiants finissent leurs études avec une dette moyenne de 35 000 euros, ou l'Italie, où l'inscription en lettre passerait de 1800 à 8000 euros.
Et de fait, l'été 2010, l'UNEF rend public un rapport accablant sur les frais d'inscription illégaux réclamés par 26 universités. Celles-ci réclament des frais supplémentaires à l'entrée de certains masters, ou forcent les étudiants à s'inscrire en même temps à des diplômes universitaires (DU) dont les droits sont libres et peuvent dépasser 1000 euros. Valérie Pécresse se voit contrainte d'annoncer qu'elle va exiger de la part de « six à sept universités » de se mettre en conformité avec la loi, reconnaissant elle-même par là les effets d'une loi qu'elle a fait voter, la LRU, et qui pousse les universités à rechercher de nouveaux moyens financiers par elles-mêmes !

5. Le syndicalisme étudiant et ses revendications

L'UNEF a longtemps été le seul ou le principal syndicat étudiant. Il a été fondé en 1907. Dès 1946, l'UNEF adopta la « Charte de Grenoble », qui qualifiait l'étudiant de « jeune travailleur intellectuel » méritant un salaire assurant son indépendance matérielle. Cette revendication ne connut jamais le moindre début d'application. En 2002, le Ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche, Luc Ferry, déclarait : « Le principe d'un salaire étudiant doit être rejeté, car il serait porteur d'injustice pour les autres membres de la même classe d'âge. »
Aujourd'hui, l'UNEF décline cette revendication sous la forme moins radicale d' une « allocation d'autonomie », ce qui se traduit essentiellement pour elle, en pratique, par la revendication d'une augmentation substantielle des bourses sur critère social. L'allocation d'autonomie, telle qu'elle est conçue aujourd'hui par la majorité de l'UNEF, devrait être universelle (accordée à toute personne en contrepartie d'un projet de formation) et individualisée, c'est-à-dire ne tenant compte que de la situation propre de l'étudiant, et non plus de celle de ses parents.
L'UNEF porte également la revendication d'une démocratisation de l'enseignement supérieur grâce à la suppression de la division universités/grandes écoles, la multiplication des cours en petits groupes, une plus grande interdisciplinarité des cursus pour permettre des changements de filières.

L'UNEF, considérée comme représentative, est le syndicat qui promeut la négociation. Lors de la loi LRU, après avoir obtenu avec les autres organisations étudiantes l'absence de sélection à l'entrée en master 1 et le contrôle national des frais d'inscription, elle a jugé, le 8 novembre 2007, le texte de loi « équilibré ». En effet, elle ne souhaite pas se laisser déborder par des organisations jugées plus radicales. Elle a ensuite dénoncé un « budget en trompe l'œil » en appelant à prendre part au mouvement contre la loi, animé par SUD-Etudiant et la FSE.

Depuis quelques années, on a vu apparaître des syndicats étudiants plus radicaux, comme SUD-Etudiant (et son corollaire SUD-Lycéens) et la FSE (Fédération Syndicale Etudiante). SUD-Etudiant est né de la mobilisation d'octobre-novembre 1995 contre le Plan Juppé de réforme des régimes spéciaux de retraite, et a été fondé par des courants issus principalement de l'UNEF-ID, de l'UNEF-SE, des JCR-LCR et d'Alternative Libertaire, à partir d'un constat d'échec des tentatives de s'organiser au sein de l'UNEF. Pour SUD-Etudiant, pour qui l'étudiant est un travailleur en formation, la revendication centrale est celle d'un salaire social étudiant, donnant à l'étudiant le statut de jeune travailleur.

La Fédération Syndicale Etudiante, créée en 2001 par des militants de l'UNEF-SE refusant la réunification de l'UNEF, défend un syndicalisme de luttes qui refuse la cogestion et propose un programme « mouvementiste » et internationaliste. Comme SUD-Etudiant, ils prennent une part importante aux coordinations créées lors des mobilisations étudiantes, notamment lors du CPE.

La CNT (Confédération Nationale du Travail), anarcho-syndicaliste, ne se présente pas aux élections mais milite activement dans certaines universités et pendant les mobilisations.

La Confédération Etudiante est une organisation plus récente et a été créée en 2003 suite à la scission d'une partie des militants regroupés au sein de la « tendance syndicale » de l'UNEF, et a une grande proximité politique avec la CFDT avec laquelle elle a établi un contrat d'association. A la droite de l'UNEF, elle prône un syndicalisme de négociation et de conciliation recourant en dernière option à la mobilisation.

Enfin, l'UNI, organisation à la fois étudiante et enseignante, se déclarant « antimarxiste », après avoir expurgé des militants d'extrême droite, est très proche du RPR puis de l'UMP, et défend les réformes gouvernementales.

6. Les mobilisations antérieures au CPE

Les mobilisations étudiantes jalonnent l'histoire récente[20], de la lutte contre la réforme Devaquet en 1986 à celle contre le CIP en 1994, jusqu'à la lutte historique contre le CPE en 2006.

Déjà en 1973, alors qu'entre en vigueur la « loi Debré » réformant les sursis militaires, un grand mouvement initié dans les IUT, dont les élèves viennent de recevoir leur feuille de route, s'étend à tout le secondaire, y compris aux lycées et collèges techniques[21]. Dans les universités, les étudiants mobilisent au même moment contre l'introduction du DEUG, les deux réformes étant dénoncées comme un dispositif commun sélectif. Du 22 mars au 10 avril, la grève est générale et 500 000 manifestent dans 300 villes. Le mouvement est animé par une coordination nationale lycéenne dont le bureau est à majorité Ligue Communiste. Un

[20] Jean-Philippe LEGOIS, Alain MONCHABLON, Robi MORDER (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants,* Paris, Syllepse, 2007.

[21] CF. Robi MORDER, « La grève lycéenne contre la loi Debré, une mobilisation de la jeunesse contre toutes les casernes », in *Autrement,* « Autopsie du service militaire 1965-2001 », 2002. Voir aussi Gérard VINCENT, *Le peuple lycéen,* Paris, Gallimard, 1974 et Michel FIELD, *L'école est dans la rue,* Paris, Grasset, 1973.

« intercollectif » réunit la nouvelle coordination de l'enseignement technique initiée par Lutte Ouvrière, et les coordinations lycéenne et étudiante. Une vaste manifestation est co-organisée le 8 avril avec les organisations syndicales de salariés. Malgré l'ampleur du mouvement, sursis et DEUG sont retouchés, mais pas supprimés.
Le projet de réforme Devaquet après la victoire législative de la droite en 1986 consiste déjà en une autonomie accrue des universités par la variation des diplômes et des droits d'inscription et la possibilité de sélection à l'entrée à l'université. Elle provoque une mobilisation sans précédent des étudiants et des lycéens[22]. C'est la première grève générale étudiante depuis 1976, et elle entraîne une « déferlante » lycéenne ; partie de Caen et de Villetaneuse, la grève s'étend avec la mise sur pied de comités de mobilisation unitaires. Les manifestations des 4 et 5 décembre sont sans équivalent depuis mai 1968.La mort de Malek Oussekine suite à un tabassage policier dans la nuit du 5 au 6 décembre oblige le gouvernement Chirac à retirer intégralement le projet de réforme le 8 décembre 1986 et à accepter la démission de Devaquet. Le 10 décembre, une manifestation de 300 000 personnes réunissant toutes les forces syndicales et politiques de gauche célèbre le retrait de projet de loi et rend hommage à Malek Oussekine aux cris de « Plus jamais ça ! ».
En 1994, sous le gouvernement Balladur, est créé un « contrat d'insertion professionnelle » (C.I.P.) dans le but affiché de « favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés » dans un contexte de crise de l'emploi. Il est voté au parlement dans le cadre de la « loi quinquennale pour l'emploi » fin 1993, et entre en vigueur le 24 février 1994. Il permet d'embaucher des jeunes, titulaires du baccalauréat, d'un brevet professionnel ou de technicien, ou tout jeune diplômé de niveau bac + 2, en les payant 80 % du SMIC. La réaction étudiante est immédiate, surtout de la part des jeunes d'origine populaire étudiants en IUT, qui perçoivent le CIP comme une machine à précariser et sous-payer la jeunesse. Le mouvement prend une grande ampleur, et conduit finalement Edouard Balladur à retirer le texte définitivement le 30 mars. La mémoire de cette victoire restera longtemps vivace au sein de la jeunesse, mais aussi du côté du gouvernement qui a dû reculer.
Ensuite viennent des années de forte mobilisation lycéenne : 2003 contre la mise en place du LMD. 2005 contre la réforme Fillon du lycée. 2008 contre la réforme Darcos du lycée. Il y a une forte continuité entre ces mouvements. Beaucoup des lycéens engagés dans la lutte contre le LMD se retrouveront, devenus étudiants, dans la lutte contre le CPE en 2006.

La lutte contre le LMD

La réforme du LMD (Licence-Master-Doctorat), prise par décret du 8 avril 2002, a débuté en réalité en 1998 avec l'application à la France des orientations européennes issues du Processus de Bologne sur la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur. Le but est essentiellement d'harmoniser les cycles universitaires en Europe, afin de faciliter la mobilité des étudiants.
Toutefois, la mise en œuvre du LMD, dans un contexte d'austérité budgétaire, a suscité de vives inquiétudes et des réactions de la communauté universitaire, enseignants, étudiants et lycéens, car elle mettait fin au cadre national des diplômes en instaurant des inégalités entre universités et entre étudiants, tandis qu'elle tendait à mettre en place une sélection nouvelle à l'entrée en master, et une augmentation des frais d'inscription.
Même s'il a commencé dès la rentrée 2002, le mouvement contre le LMD a surtout culminé en novembre-décembre 2003 avec plus de dix facultés en grève , une trentaine mobilisées, et 30 000 étudiants dans la rue le 27 novembre. Les étudiants et lycéens demandaient une multiplication des bourses de mobilité, une réglementation nationale tant du contenu des

[22] Cf. « Mobilisations étudiantes, automne 1986 », in *Politix,* N° 1, hiver 1988. Voir aussi Patrick BOUMARD, Rémi HESS, Georges LAPASSADE, *L'Université en transe,* Paris, Syros, 1987.

diplômes que des modalités d'examens, la non sélection à bac + 3, et pas de dévalorisation du DEUG et de la maîtrise.

La lutte contre la réforme Fillon

En 2005 François Fillon, alors Ministre de l'Education Nationale, présente un projet de réforme du lycée. Ce projet prévoit de faire disparaître les filières dans les lycées, de renforcer l'orientation et la sélection sociale, tout en s'attaquant à l'enseignement des arts, des sciences économiques, de l'histoire et de l'EPS au collège et au lycée. Les lycéens déclenchent un mouvement important, qui fait descendre dans la rue, en février, 100 000 lycéens. En mars, alors que les manifestations montrent un essoufflement, les lycéens appellent à une grève illimitée avec blocage des lycées, ne se satisfaisant pas de la journée d'action du 17 mars appelée par la FIDL et l'UNL. Les étudiants rejoignent le mouvement en dénonçant également la réforme du LMD. La mobilisation lycéenne oblige Fillon à renoncer à la suppression du baccalauréat comme diplôme national.

CHAPITRE II . LA MOBILISATION DE 2006 CONTRE LE CPE

1. Le contrat « Nouvelles Embauches » ou l'institutionnalisation de la précarité

C'est après la révolte des banlieues de novembre 2005, et avec l'objectif affiché de répondre au malaise social des jeunes de ces quartiers, qu'est concoctée la « loi sur l'égalité des chances », destinée à offrir un parcours professionnel précaire aux jeunes peu qualifiés issus des classes populaires. Ce projet est confié au jeune ministre-délégué à l'Egalité des chances issu lui-même de la population maghrébine, Azouz Begag.
Lorsque le gouvernement de Dominique de Villepin annonce le 16 janvier 2006 son intention de créer un nouveau type de contrat pour les jeunes de moins de 26 ans, le « Contrat Première Embauche », qui sous le prétexte de favoriser l'entrée des jeunes dans l'emploi[23] instaure une période de consolidation de deux ans (succédant à une période d'essai équivalente à celle du CDI), pendant la quelle l'employeur peut mettre fin au contrat sans justifier d'aucun motif, il ne se doute pas que cette mesure va susciter l'un des plus forts mouvements d'opposition au gouvernement que la droite ait connu depuis plusieurs années.
L'un des principaux dispositifs de la loi sur l' « égalité des chances » est en effet la création de ce nouveau type de contrat précaire, en vue de faciliter l'embauche de jeunes peu qualifiés. Le « ***Contrat Première Embauche*** », ou C.P.E., destiné aux jeunes de moins de 26 ans dans toutes les entreprises de plus de vingt salariés (et même lorsqu'il ne s'agit pas d'une première embauche pour le jeune), s'inspire du « ***Contrat Nouvelles Embauches*** », ou C.N.E., créé par ordonnance le 2 août 2005 et destiné aux entreprises de moins de vingt salariés. Les deux contrats reposent sur le même principe : l'employeur dispose d'une période d'essai de deux ans, pendant laquelle il peut se séparer de son salarié sans avoir à en justifier le motif.
C'est évidemment une clause sans précédent dans le droit du travail français. La Cour de Cassation considèrera que les périodes d'essai supérieures à quelques jours pour les ouvriers, un mois pour les employés, deux mois pour les techniciens, trois mois pour les cadres et six mois pour les cadres supérieurs sont abusives et contraires aux conventions internationales. De fait, le CNE sera finalement condamné par l'Organisation Internationale du Travail. Mais entre-temps, son homologue le CPE aura suscité l'une des plus fortes mobilisations sociales que la France ait connue depuis l'après-guerre.
C'est curieusement le CPE plus que le CNE créé antérieurement – même si les deux contrats seront dénoncés de pair dans le mouvement[24] – qui va susciter la colère. La réaction des jeunes et notamment des plus qualifiés d'entre eux, les étudiants – alors même que le CPE ne leur était pas principalement destiné – va être immédiate et au départ largement spontanée : il s'agit de leur assigner sur le marché du travail une place dominée par l'arbitraire patronal ; l'employeur pourra en effet se débarrasser d'eux au moindre prétexte, syndicalisation, refus d'heures supplémentaires non payées ou de travail dangereux…, sans recours possible de leur

---

[23] Le taux de chômage des jeunes en France est en effet important : 23 % chez les jeunes actifs de moins de 25 ans. La précarité est aussi en hausse : seuls 58 % des 15-29 ans sont en CDI, contre 75 % des 30-49 ans, et les jeunes mettent entre huit et onze ans avant de trouver un emploi stable.
[24] En fait, les syndicats dits représentatifs ne dénoncent que très mollement le CNE, créé par ordonnance en plein mois d'août 2006, se réservant de préparer une manifestation pour l'emploi à la rentrée d'automne. Ils seront très vite supplantés par les organisations étudiantes les plus radicales, SUD-Etudiant et FSE. L'UNEF, se joignant tout d'abord à elles dans la dénonciation du CNE, n'en exigera pas réellement la suppression lorsque le mouvement sera sur le point de vaincre.

part. Par contre, si le salarié rompt un CPE avant la fin des deux ans de période de consolidation, il n'est pas éligible au chômage.
Pour passer en force, le gouvernement prévoit un timing serré : il décrète l'urgence sur le vote de la loi afin qu'elle soit votée pendant la période d'examens et de vacances universitaires de février. Le CPE est adopté par recours à l'article 49.3 de la Constitution dans la nuit du jeudi au vendredi 10 février 2006, le texte l'instaurant étant examiné à partir du 23 février au sénat. Mais il est pris de vitesse par la mobilisation.

2. Un démarrage extrêmement laborieux

Comme le note Bertrand Geay, c'est d'abord la suppression de la moitié des postes ouverts au concours de STAPS qui déclenche un premier mouvement à Poitiers.
De fait, le mouvement va mettre plus d'un mois à démarrer. Ce sont quelques poignées de jeunes militants de SUD-Etudiant, de la FSE (Fédération Syndicale Etudiante, d'extrême gauche), des JCR, et dans une moindre mesure de l'UNEF qui vont pendant tout le mois de janvier et jusqu'aux vacances de février tenter de mobiliser les étudiants, avec les plus grandes difficultés. Tous les témoignages concordent à ce sujet : ces militants très isolés et très minoritaires ont cru le combat perdu, et ce, malgré un intense travail d'explication par tracts, resté longtemps sans succès.
Ce n'est qu'à la rentrée des vacances de février qu'un frémissement est observé. Les étudiants commencent à s'intéresser à la question, à comprendre que sous le prétexte fallacieux de faciliter leur entrée dans la vie active, c'est un passeport pour la précarité qu'on leur prépare. Les AG commencent à attirer du monde, l'information et les idées s'échangent, la conscience de la menace se fait progressivement, l'inquiétude et bientôt la colère gagnent.
Bien sûr, comme à l'accoutumée, ce sont les facultés de lettres qui sont les plus mobilisées, celles de sciences, droit et médecine ne suivront qu'avec beaucoup de retard.
C'est donc de tout petits noyaux militants que l'initiative est partie, que l'information a été faite, que la prise de conscience s'est effectuée. Il faut d'autant plus saluer le courage de ces militants de la première heure, qui ont alerté leurs collègues sur la menace, et persévéré dans leurs efforts malgré le découragement qui les gagnait.
La mobilisation va commencer à prendre une ampleur nationale avec l'appel issu d'une réunion nationale des organisations syndicales, associatives et politiques progressistes au siège de l'UNEF. A partir de cet appel, les premières mobilisations (assemblées générales, rassemblements…) se dérouleront dans tout l'Hexagone.
Au fur et à mesure que l'information est passée, le caractère scandaleusement cynique de la mesure est apparu. Non seulement la plupart des étudiants, sauf ceux issus des familles les plus fortunées, vivent déjà dans une précarité certaine ; plus de la moitié doivent travailler tout en étudiant, ce qui handicape lourdement leurs chances de réussite. Mais le CPE présentait des innovations sans précédent dans la précarité : pendant non plus quelques mois, mais deux longues années, les jeunes de moins de 26 ans étaient soumis au chantage de l'employeur à la rupture de la période d'essai, que ce dernier n'avait plus à justifier comme c'est le cas d'un licenciement. Ils étaient donc livrés aux patrons sans pouvoir réclamer leurs droits, refuser des heures supplémentaires ou un travail dangereux, se syndiquer, etc… Quelle plus grande précarité que de ne pas savoir si l'on aura encore son emploi le lendemain ? Comment faire des projets d'avenir, louer un logement, prendre un crédit ?
Ainsi au fur et à mesure que le travail d'explication s'est fait, le projet est apparu pour ce qu'il était : une formidable attaque contre les droits de tous les jeunes, un très lourd handicap dans le début de leur vie active.
De plus, le fait que ce projet soit concocté pour les seuls jeunes de moins de 26 ans est apparu comme une franche et ouverte discrimination. Certes, en août 2005 et par ordonnance, le

même gouvernement de Villepin avait imposé le CNE (« Contrat Nouvelle Embauche »), à la période d'essai de deux ans également, offert à toutes les entreprises de moins de 20 salariés, et ceci sans susciter de réelle opposition des syndicats, pris à dépourvu et incapables d'organiser de mobilisation en plein mois d'août. Mais cette mesure – depuis condamnée par l'Organisation Internationale du Travail, par la jurisprudence prud'homale et abolie avec la loi de modernisation du marché du travail du 12 juin 2008 - s'appliquait à tous les salariés des petites entreprises. Là, avec le CPE, il s'agissait bel et bien d'une attaque contre les jeunes.
Le déclenchement du mouvement contre le CPE, extrêmement laborieux, a donc été essentiellement le fait de jeunes soit militants JCR ou JCR, soit syndiqués à SUD ou dans certaines facs à la FSE, mais aussi plus rarement à l'UNEF.
A Censier, Laetitia, devenue depuis présidente de l'UNEF, et Camille, JCR, témoignent de leur isolement au début du mouvement :
« C'était super dur au début ; on faisait des AG de 20 et on se disait qu'on n'y arriverait pas. La tendance de droite de l'UNEF ne voulait pas la grève et a pourri l'AG. On a créé le premier comité de grève avec des non organisés, on a fait des affiches géantes, et on a eu 200 personnes à l'AG, qui a décidé de barrages filtrants. L'AG suivante était de 700 et a voté le blocage. On a bloqué le samedi, ce fut très dur, on se faisait insulter, puis on a été rejoints. Des gens contre le blocage venaient en AG et changeaient d'avis, ce fut la force du mouvement que les gens discutent et évoluent. On avait rarement autant entendu parler politique. » (Camille)
« On a diffusé des tracts un mois et demi avant le blocage, sans succès. Il y avait une méfiance à l'égard de l'UNEF, surtout de la majorité TRS qui était contre le blocage. » (Laetitia)
L'évolution des opinions s'est faite largement à la faveur des barrages filtrants, où étaient données force explications, et en AG :
« Comme beaucoup d'étudiants, au départ, j'étais contre le blocage, que je percevais comme une atteinte à la liberté. Quelques jours plus tard, je suis allé m'inscrire aux commissions et j'ai tout de suite participé aux blocages, car c'était là qu'il fallait gagner, non pas contraindre, mais convaincre. Là, j'ai beaucoup appris. Des gens qui étaient à fond contre le blocage ont changé d'avis. » (Cyril)
A Tolbiac, le mouvement a aussi mis un mois à démarrer, et a été lancé par SUD, la FSE et la CNT, qui ont organisé ensemble de premières AG avec des non organisés :
« On a mis un mois à ce que le mouvement parte. On était 15-20 militants. On a tenu deux AG de 300, et le 13 février, une AG de 600 a voté la grève ; on a vidé les amphis et bloqué. Le comité de mobilisation regroupait une palette assez large, allant de l'UNEF et du PS aux anars de la CNT, à SUD, aux JCR et à la FSE. » (Laurent, SUD et JCR)
« Les premières réunions n'ont pas pris. Les gens disaient du CPE « C'est mieux que rien ». On a créé une commission d'analyse de la LEC pour intégrer les gens les moins avancés, on a expliqué que le CPE dérogeait aux conventions de l'OIT. Ça a permis d'élargir, l'idée est passée que la loi était mauvaise, même si l'idée de blocage ne passait pas. » (Oussam)
« Je me suis engagé dès le début, avant même le démarrage, car j'étais déjà alerté par la gravité de la LEC. J'ai participé à la première AG de Tolbiac à 50. Après une AG à 80, on a voté la fin des cours, des barrages et le blocage. Je suis monté dans les étages pour faire sortir les gens. Après, j'ai participé aux blocages et aux AG avec mes camarades de la FSE et de SUD. Mais je n'ai pas réussi à faire bouger ceux qui étaient contre le blocage, et qui refusaient la discussion. » (Borhane, FSE)
A l'annexe Sainte-Hippolyte, fac de droit plus à droite, ce fut plus violent :
« J'ai été la première à mettre ma fac en grève pendant un mois, ce qui pour une fac de droit n'est pas mal. J'ai aussi pris part à la grève à Tolbiac, distribué des tracts sous la neige quand personne n'y croyait. Au début, on a tenu une table dans le hall, on a pris le code du travail et

le code civil et on a fait un tract très juridique : c'était la seule façon de toucher les gens. Notre journal « Carrément Presse Etudiante » est devenu une source d'information pour les étudiants deux à trois fois par semaine. On ne dormait pas. A Sainte-Hippolyte, c'était violent en AG, on se faisait taper dessus par les anti-grève. L'UNEF ne voulait pas qu'on bloque. On a réuni 1500 étudiants sur 3000 en amphi et la grève a été votée à l'unanimité, le blocage à 600. Le surlendemain, on a voté à bulletins secrets le blocage partiel les jours de manif ou d'AG, soit 4 jours sur 5. » (Laure, JCR)
Jussieu, par sa taille, était une fac plus difficile à faire bouger :
« Tout début janvier, on a fait les premières réunions sur le CPE aux JCR au niveau national et local sur Jussieu, et on a poussé à une réunion intersyndicale sur Paris VI, assez tendue car il y avait des enjeux de rapports de force. On n'était pas optimiste. Lors des premières interventions dans les amphis, il y avait peu d'écho. Jussieu est la plus grosse fac de Paris, c'est une grosse machine. Le 6 février, on a fait une AG à 150, organisée avec la CGT, et la moitié de salariés. La direction de l'UNEF ne voulait pas parler du CNE, elle a tout de suite été minoritaire car les salariés ont parlé du développement des contrats précaires. L'AG suivante, ça commençait à prendre, le 7 février on était allés en manif avec une banderole. On a continué la bagarre avec l'UNEF, à organiser des tables, à diffuser des tracts, à intervenir dans les amphis. Le 23 février, on a fait un barrage filtrant après une AG solide à 400, et on a décidé de bloquer le lundi 27, où on était 1200 en AG. Ce fut un blocage de cinq semaines. Mais on a emporté le morceau dans une grande passivité, on était 150 à 200 à tenir le blocage tous les matins. On s'est battus avec les vigiles, les CRS sont venus une fois à la porte. On a été une minorité décidée. » (Antoine)
A Nanterre, le démarrage du mouvement fut plus unitaire :
« On a commencé à mobiliser tout de suite, dès le 17 janvier, entre personnes engagées politiquement et syndicalement, même si ce fut très difficile car on était en pleins partiels. Ensuite, le mouvement était conduit par un peu tout le monde, avec beaucoup de militants JCR, LO, PS… Ils se sont retrouvés à l'UNEF qui a été très présente, et qui collait à ce qui se dégageant des AG avec les non organisés. » (Laurent, UNEF)
« Avant les vacances de février, on a lancé une intersyndicale et fait un tract intersyndical du Collectif Stop CPE.. A la tribune en AG, ça a explosé et l'UNEF s'est fait éjecter. On a fait des barrages filtrants pendant deux semaines, puis on a bloqué deux jours toute la fac, qui a alors été fermée, et s'est vidée. Le noyau dur de 2 à 300 personnes est resté mobilisé, mais s'est retrouvé isolé. » (Antoine, SUD)
A Paris VIII, l'UNEF a été à l'initiative du mouvement :
« Le premier tract a été celui de l'UNEF fin janvier. Ça a démarré en une semaine, car on était en retard, et beaucoup d'étudiants étaient déjà allés à des AG sur d'autres facs ; il y avait une attente, y compris des profs et des personnels, qui étaient avec nous. Au bout de deux semaines, le blocage a été voté à 500 pour les jours de manifs. Le noyau militant regroupait une centaine de personnes et était complètement mélangé, il y avait des débats entre nous, mais l'ampleur du mouvement a obligé l'UNEF à compter sur l'ensemble des forces. » (Sarah)
On voit par ces exemples que le rôle de l'UNEF peut être très variable, d'initiateur du mouvement à obstacle, selon les différentes tendances en présence. Dans de nombreux cas, l'UNEF a essayé de s'opposer aux blocages, et a rejoint le mouvement lorsqu'il avait pris, pour essayer d'en prendre le leadership, avec plus ou moins de succès.
En effet, après quelques semaines de mise en mouvement, la question du contrôle de l'animation politique de la mobilisation naissante est rapidement posée, dès le mois de février, autour de deux stratégies : le maintien du collectif national des organisations de jeunesse, ou la constitution d'une coordination nationale étudiante (CNE), puis lycéenne. In fine, la CNE va être le lieu de prise de décision des orientations de la lutte anti-CPE, non sans tensions

avec les organisations de jeunesse. C'est donc une direction du mouvement fondée sur un fonctionnement démocratique (délégués élus en AG et le plus souvent mandatés, rotation des responsabilités, révocation…) qui prévaut, à l'opposé d'un fonctionnement classique, institutionnalisé, vertical et bureaucratique.

Lucie, l'exemple d'une prise de conscience politique à la faveur du mouvement

Ma famille est d'extrême-gauche, mais moi, j'étais contre la politique comme beaucoup de gens de mon âge. On se dit souvent a-politique et on préfère bosser dans les associations ; Je pense que l'UNEF a eu un rôle important, car c'est à force de voir les tables de l'UNEF, les gens dans les amphis, que j'ai commencé à m'intéresser, car c'était comme si la fac se réveillait. Je ne connaissais pas beaucoup de monde. Ils ont fait un blocage semi-filtrant qui appelait à une AG. J'ai du faire une ou deux AG avant le blocage, la deuxième, c'était sur le CPE-CNE, c'était super-ciblé. Le blocage a été voté. J'étais avec un copain de gauche, mais pas très mobilisé, on a voté contre le blocage. Le blocage a été voté à une grande majorité pour le lundi suivant à 6H du matin, et on y est allés. J'étais là contre le CPE, mais je n'avais pas envie d'extrapoler : les gens de la LCR et du PC qui disaient "il faut renverser le gouvernement", je les prenais pour des barges. Je trouvais délirant de vouloir changer le monde.
Dans le blocage, on a rencontré de plus en plus de gens, du argumenter pour le blocage, c'était super-jouissif, et plus ça allait, plus on y passait nos journées. Au fur et à mesure, je me suis intéressée à la LEC, que j'ai trouvée révoltante, car j'ai toujours été super-sensible au social (je voulais être éducatrice spécialisée). Plus ç a allait, plus on avait une vision globale de la société et plus on avait l'impression d'avoir de la force. Des amis m'ont dit : "Lucie, tu deviens anti-capitaliste !". La politique n'était plus un tabou. On pouvait en discuter, car ça nous touchait, ça nous semblait abordable.
On était les petites mains, les connards qui restaient à la fac pour bloquer. J'étais avec des gens qui étaient dans mon cas, pour qui c'était le premier mouvement, en ébullition, se posant plein de questions. Au fur et à mesure, j'ai trouvé le blocage complètement légitime. J'ai toujours eu des idées plus à gauche que le PS, mais je me disais du PS comme ma mère. J'étais allée à des conférences d'ATTAC à Jussieu. Après, je me sentais électron libre, et mon discours était vraiment anarchiste. Au début, pour moi, les anars étaient ceux qui voulaient foutre le bordel. A la fin du mouvement, j'ai rencontré Sébastien et des amis à lui, qui faisaient le Canard de Jussieu, et je me suis sentie très bien avec eux. A partir de là, je me suis identifiée libertaire. Après, un mois après le mouvement, on est allés à une manif anti-nucléaire à Cherbourg, on s'est retrouvé dans la tente de Scalp, ils nous ont accueillis, payé du thé et des clopes. Je me suis rendu compte que ces mecs si calmes, super humanistes, des crèmes, étaient prêts à une guerre civile pour renverser le capitalisme. Ça a été une découverte.
Aujourd'hui, je suis libertaire. Je ne sais pas si je peux me définir comme militante, mais je participe aux AG, j'écris des tracts, je lis les journaux tous les jours. Ce qui a changé pour moi, c'est qu'avant, si j'étais aussi anti-politique, c'est que regarder les infos ou lire les journaux me déprimait, me faisait même pleurer ; je voulais me protéger, je préférais donner aux associations. Ce qui m'a beaucoup apporté dans le mouvement, c'est de voir que des orgas, même l'UNEF, même si je me méfie d'eux, les JCR… C'est un peu comme quelqu'un qui devient croyant et se dit : "C'est comme ça, mais ça peut changer". Ça m'a soulagée. » (Lucie, 22 ans, Jussieu)

3. Quand la mayonnaise prend : l'extension de la lutte aux lycéens et aux salariés, avec un large soutien populaire et politique

Au début du mois de mars, la mobilisation initiée par les étudiants prend de plus en plus d'ampleur en s'étendant aux sites universitaires traditionnellement peu mobilisés, et en faisant la jonction avec les lycéens, tout en commençant à avoir l'appui des organisations syndicales interprofessionnelles. Le soutien politique et populaire s'en suit, qui fait de la lutte anti-CPE la révolte de toute une population, toutes générations confondues, contre un contrat de travail indigne. En effet, les conditions scandaleuses au regard du droit du travail qui caractérisent le CPE sont perçues non seulement comme une attaque discriminatoire contre la jeunesse, mais comme une atteinte, à terme, contre les droits de tous les salariés, comme l'avait fait le précédent du CNE à l'été 2005. On trouve dans les cortèges, ouverts et animés par des bataillons de lycéens extrêmement combatifs et exubérants, dont beaucoup issus des lycées de banlieue, autant de parents, grands-parents et enseignants que de jeunes. Dès lors, les grandes journées de manifestation nationale qui se succèdent mobilisent des parties toujours croissantes de la population, pour atteindre plusieurs millions de personnes.

La revendication principale et consensuelle reste le retrait du CPE. Mais dans les slogans, qui vont de « Contrat Précaire Extrême » à « Contrat Première Exploitation », le CNE apparaît régulièrement, les manifestants demandant le retrait à la fois du CPE et du CNE, et assez souvent de la LEC, cette fameuse loi sur l'Egalité des Chances (LEC) qui prévoit – et instaurera – l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales des parents des élèves absentéistes. Sans doute est-ce les jeunes les plus mobilisés et les plus radicaux qui mettent en avant le rejet de toute la LEC. Ils avancent aussi des propositions alternatives comme la hausse du montant des bourses, la construction de logements étudiants, etc… autant d'éléments peu perçus et relayés par les médias en dehors des coulisses du mouvement étudiant.

Ce qui domine dans les expressions du mouvement, c'est la révolte contre un contrat discriminatoire, et plus largement contre un avenir précaire, c'est la revendication exprimée par la jeunesse scolarisée d'une place correcte sur le marché du travail et dans la société, qui lui est refusée.

Les médias jouent certes un rôle important dans le relais apporté à la mobilisation, contribuant dès le début à la faire connaître, mais aussi à porter la question du CPE dans le débat public. Le revers de cette médiatisation sera la simplification de la mobilisation de la jeunesse et sa réduction à un refus du seul CPE.

4. De nouvelles formes d'organisation

De nouvelles formes de lutte

Le mouvement contre le CPE, s'il a fini par mobiliser des millions de gens dans des manifestations monstres, mais assez classiques, a fait ressurgir des formes d'action plus radicales ou innovantes : blocages prolongés des semaines durant de facs et lycées avec occupation, souvent jour et nuit, puis sur les dernières semaines, blocages d'autoroutes, de gares SNCF, qui en se déployant dans l'espace urbain ont manifesté un renouvellement assez profond des formes d'expression. Plus le mouvement a avancé dans le temps, plus de

nouvelles formes de lutte ont été inventées, jusqu'aux manifestations libres, tels des vols de moineaux, jouant dans les rues de Paris au chat et à la souris avec la police.
Comme le souligne Alain Bertho[25], « les manifestations étudiantes de 2006 semblent entrer dans une nouvelle phase qui contraste avec les cortèges syndicaux toujours encadrés et mis en scène : flux désordonné des cortèges étudiants, densité discontinue, mots d'ordres discontinus (avec longs passages silencieux), groupes incontrôlés et finalement encadrement policier de la manifestation « protégée par la police ». […] Le blocage […] devient un enjeu politique en soi au cours des semaines. Mais il prend progressivement une autre dimension : celle du blocage des voies de communication. C'est la forme spontanée d'action des lycéens après blocage d'un lycée. C'est une forme adoptée dès le début dans certaines régions (Rennes, Poitiers) et fin mars dans toute la France par le mouvement étudiant et lycéen en lieu et place des « manifs » traditionnelles. Ce faisant, la ville n'est plus le lieu neutre de la mise en spectacle mais l'enjeu de l'action. On bloque la ville comme les ouvriers bloquaient leur usine. Le blocage est peut-être le point de jonction de ce que le fordisme avait disjoint. Les casseurs ont disparu et le rapport avec la police retrouve une certaine clarté. »
« On a mis en place de nouvelles manières de militer, plus surprenantes, par exemple quand on bloque la gare de l'Est, puis la gare du Nord ou Saint-Lazare. On a mis en place des trucs à côté de la manif en cortège, par portables, comme des vols de moineaux. On se retrouve dans quelque chose de différent où chacun décide, reprend le pouvoir sur sa mobilisation. » (William, Censier)
« Lors du blocage de la gare du Nord, les flics nous serraient, les syndicalistes de SUD-Rail nous ont indiqué une autre issue, on a fait une grande course jusqu'aux quais, où on avait une impression de liberté, comme si le monde était à nous… » (Marie II, Censier)
« J''ai participé à une manif historique, la nuit de la promulgation de la loi, nous étions à la Bastille, on jouait à cache cache avec les CRS à 10 000 avec des slogans de la LCR. Ça a duré 7 heures. C'était pas que des jeunes, il y avait des papas et des grands-mères criant des slogans avec nous. C'était une manif spontanée. On est arrivés Place de la Concorde, on s'est organisés en chaînes, tout le monde est allé à l'Assemblée Nationale ; les grilles ont cédé. Les CRS sont arrivés et ont encerclé la manif. C'était génial. Ce n'était peut-être pas la révolution, mais cela en avait le goût !… » (Laure, annexe Saint-Hippolyte de Tolbiac)

Auto-organisation et démocratie directe

Un des traits marquants du mouvement fut son auto-organisation, et sa prise de distance vis-à-vis des organisations syndicales et politiques. S'il fut lancé, et souvent fortement animé dans ses débuts, par des militants de syndicats comme SUD et dans une moindre mesure l'UNEF et de la LCR ou JCR, très rapidement les non syndiqués et les non organisés prirent une place importante dans les actions de blocage et d'occupation et dans les commissions de travail. Ce qui est retenu par les étudiants engagés dans le mouvement, c'est un formidable bouillonnement sans hiérarchie et rejetant la main mise des organisations syndicales étudiantes ou des partis politiques.
« On a fait plusieurs commissions, on a organisé des débats. A partir de ce moment-là, il y a eu une élévation du niveau de conscience de ce qu'était la loi. C'était une démocratie active, tout le monde intervenait, même pour la première fois, l'idée était : « Exprimez-vous ! ». Des gens ont commencé à prendre la parole. Ce qui est positif, c'est qu'on vit alors une autre forme de démocratie, organisée par les gens eux-mêmes. On a retourné des AG par des débats. Ce qui prouve que pour la démocratie, il est nécessaire de débattre. » (Laurent, Tolbiac)

[25] Alain BERTHO, op. cité, pp. 102-103.

« On a fonctionné entre étudiants, profs, personnels, sur l'absence d'autorité, l'absence de groupe constitué donnant des directives. Ça s'est fait par relais interindividuels. On n'a pas arrêté de bosser. L'Université était vivante. Il y a eu quelque chose de possible qui a permis des réalisations pratiques. Là-dedans, il y a une dimension utopique. Le fait que le discours politique puisse circuler a provoqué quelque chose de non prévu. Ça donne encore aujourd'hui des militants au travail, dans les CUAL, RESF… » (Pierre, professeur à Censier)
« En deux mois, j'ai beaucoup grandi. Ce qui était formidable, c'est qu'on militait à plein temps ;on n'était pas pénalisés ; on allait dans les AG des autres facs. » (William, Censier)
« Je suis allée à la fac, elle était bloquée, j'étais ravie : c'est super, il y a un mouvement, les étudiants se rebellent ! Le mouvement du CPE, c'était contre le CPE, mais il y avait autre chose de plus global, une énergie, les étudiants avaient envie de dire non à cette société. » (Marie II, Censier)

Les rapports aux partis : méfiance, distance, adhésion

Même si beaucoup des initiateurs du mouvement étaient encartés, aux JCR notamment, le rapport des jeunes animateurs de ce mouvement aux partis politiques est loin d'être univoque et évident. Si certains pensent que le parti politique est une forme d'organisation nécessaire et le débouché incontournable des mobilisations, une majorité expriment méfiance et prise de distance vis-à-vis des organisations politiques. Si l'on songe qu'il s'agit de ceux-là même qui ont lancé et organisé la lutte contre le CPE, et donc des plus conscients et politisés, ce recul atteste de la crise que traverse la forme parti chez les jeunes générations. Au travers du mouvement, la méfiance des non organisés vis-à-vis des partis, comme des syndicats, a été la règle, même si elle s'est peu à peu estompée. Dans plusieurs cas, un rude combat a été mené par les étudiants qui n'étaient ni syndiqués ni encartés pour avoir accès aux tribunes et être mandatés aux Coordinations nationales, malgré l'omniprésence des organisations, et en particulier de l'UNEF. Il en est résulté une amertume vis-à-vis de celle-ci. Pire encore, même chez les étudiants les plus engagés, en règle générale peu ont rejoint syndicats et partis à la fin du mouvement. Il en résulte que beaucoup des animateurs du mouvement restent en contact avec partis et syndicats sans adhérer. Et des membres de partis comme les JCR n'hésitent pas à souligner les défauts de cette organisation. Enfin, beaucoup avaient mis leurs espoirs dans les Collectifs unitaires anti-libéraux qui fleurissaient en 2006 avec la perspective d'une candidature commune aux élections présidentielles, et ont été d'autant plus déçus de son échec.
« Je suis aux JCR, mais j'ai quelques divergences de temps en temps ; ainsi, les Collectifs unitaires anti-libéraux, pour eux, ce n'est pas prioritaire. Pour moi, c'est quelque chose d'important. Il y a aussi chez les JCR une tendance à penser qu'ils sont les meilleurs, or, il y a peut-être les idées des autres. J'ai été très déçue par l'absence de candidature unitaire aux présidentielles : il fallait une rupture claire et nette avec le PS. Ça aurait été une grande avancée ; » (Lise, Jussieu, JCR)
« La lutte des classes, c'est comme une bagnole, la vapeur la fait marcher, mais il faut des pistons. La vapeur, c'est la masse, les pistons, c'est le parti. Dans le mouvement contre le CPE, le sentiment anti-organisation s'est cristallisé contre les partis. Pourtant, ils ont un rôle important. L'organisation, c'est un atout. » (Christakis, Censier, JCR)
« A la fac de Marne-la-Vallée, c'était l'UNEF qui organisait le mouvement, avec SUD, un noyau de 15 personnes, assez élitiste, mais il n'y a pas eu de manipulation des gens de l'UNEF. Je suis engagé à la JC depuis avril 2006, ce que je voulais faire depuis longtemps. Il est venu énormément de monde à la JC après le mouvement. Quand on aura besoin d'eux, on aura une génération qui sera capable de se lever. La candidature anti-libérale qu'on nous avait promis comme le maillon fort d'un mouvement social, au dernier moment, on nous enlève ça

pour des batailles entre organisations. Quand on est jeune, on ne comprend pas que l'on puisse casser ça… » (Robin, IUT de Marne-la-Vallée)
« J'ai rencontré les JCR dans la tendance d'extrême-gauche de l'UNEF ; là, je me sens bien. La JCR essaie d'avoir une autonomie de pensée. Ce n'est pas un mouvement institutionnel. Les fonctions, ça me fait un peu peur. Il commence à y avoir une crise des institutions, les gens commencent à douter. Les organisations syndicales avaient une mauvaise image car on dénonçait la tendance de droite de l'UNEF, ça a profité aux JC, aux JCR, et surtout au Collectif anti-libéral, qui a beaucoup grossi. Quelques uns sont entrés aux JCR à la fin du mouvement, mais beaucoup se sont mis à militer avec nous tout en restant dehors. C'est pas grave s'ils ne s'organisent pas. Des gens nous rejoignent après avoir fréquenté le Collectif anti-libéral. » (Camille, Censier, JCR)
Une majorité se déclare réticent ou franchement hostile vis-à-vis des partis politiques, mais sans pour autant récuser l'importance de la politique, bien au contraire. Ils pensent qu'il faut, que l'on peut faire de la politique en-dehors des partis, soit à un niveau local, soit dans des activités autres que partisanes. Ils expriment une grande soif de faire de la politique autrement. C'est pourquoi beaucoup ont cru en les Collectifs unitaires, ou en la campagne atypique de Bové, et sont d'autant plus déçus de leur explosion.
« J'ai quitté les JCR à la fin du mouvement. J'étais en désaccord avec la candidature de Besancenot, et j'avais fait la campagne de Bové. Avec la mobilisation contre le CPE, je me suis dit que la LCR devait changer d'attitude, car là, on faisait de la politique autrement. » (Ben, Tolbiac)
« Je suis tenté par une organisation politique , car il faut donner une continuité politique à des convictions. La campagne Bové, c'était l'idée d'une campagne collective. Je constate l'absence de perspective politique à gauche. Je ne peux pas aller à la LCR, car ce n'est pas démocratique, et un certain nombre de thématiques ne me correspondent pas. » (Oussam, Tolbiac)
« Je ne suis pas dans une organisation politique, car je n'ai pas envie de militer comme ça, le syndicalisme me convient mieux. Je ne suis pas d'accord idéologiquement avec des partis forts, et avec ceux qui étaient présents dans la mobilisation. Pas d'accord non plus avec le mode d'organisation de la LCR, son délire d'avant-garde révolutionnaire, son côté hiérarchique, et c'est excessivement simpliste. Je ne me pose pas la question du débouché politique. Je pense que c'est la lutte, syndicale ou pas, qui nous fera avancer. » (Anouk, SUD-Etudiant)
« En première année, j'avais envie de m'investir, mais là, je n'y crois plus. Les Collectifs unitaires, c'était une démarche nouvelle, il y avait une dynamique, mais les enjeux politiques ont été plus forts. Pour les partis politiques, les intérêts partisans sont plus forts que les intérêts des gens. Là, je n'y crois vraiment plus, ils se sont totalement décrédibilisés, surtout le PC et la LCR. » (Guillaume, Sorbonne)
« Le parti, pour moi, c'est trop total, un pouvoir trop centralisé. L'action politique, pour moi, c'est agir d'un point de vue plus local. Le cinéma, c'est aussi un moyen politique important. » (Cyril, Censier)
« Les partis se centrent trop sur l'appareil. Le vote n'est plus l'exercice de la démocratie, c'est un foutage de gueule. Je vois l'engagement politique comme quelque chose de noble et sain, ce devrait être un pan de l'activité de chacun, nécessaire à la vie en société. Je me sens engagé politiquement sans être dans un parti. Les partis, j'en pense beaucoup de mal ; ils reposent trop sur des stratégies politiciennes, acquérir le pouvoir, mettre en place tel ou tel. » (Emmanuel, Jussieu)
« Pendant deux mois, on a fait de la politique tout seuls. Aujourd'hui, il faut trouver des formes d'organisation politique nouvelles, un peu libertaires dans la forme. La structure de parti politique est aliénante et finit par primer. L'idéal serait la mise en place d'une

organisation la plus ouverte possible sur un mode libertaire, capable de faire le joint entre les revendications, un mouvement qui permettrait à toutes les personnes présentes dans les luttes de trouver un endroit pour échanger et mutualiser les expériences. » (William, Censier)
Et Hakim, réalisateur, de conclure :
« On sort très vite du social pour entrer dans le politique. Mais le réseau affinitaire n'est pas assez fort pour être une force politique, on reste dans la privatisation de la vie : notre vie politique se jouerait ainsi sur le mode de la vie privée. Mais où est la vie publique ? Dans ce mouvement, ce qui a été fort pour moi, c'est que ça développait une analyse transversale et l'union entre les personnes était réellement politique. C'était la seule fois de ma vie. Ce fut une expérience assez unique, mais j'espère qu'elle ne le restera pas. » (Hakim, cinéaste)

La **jouissance de l'agir commun**

Plusieurs des protagonistes du mouvement soulignent son formidable côté jouissif, le bonheur qu'il leur a procuré, ainsi que le sentiment de puissance, et de communauté de destin. Les frontières tombaient, chacun se parlait, les discussions ouvraient le champ des horizons, une solidarité chaleureuse unissait les grévistes.
« Pendant les jours de blocage, on a vécu collectivement, la centaine à Censier, il y avait quelque chose : ce n'était pas quelque chose dans le futur, mais dès maintenant construire des formes collectives. Pendant trois mois, on a eu l'impression d'appartenir à une communauté démocratique où la critique était possible. Pour la première fois, la fac était un lieu agréable où les gens se parlaient. C'est ça, pour moi, la politique, avec des objectifs qu'on peut appliquer ici et maintenant. On a eu l'expérience d'entrer dans l'histoire, de pouvoir changer le destin. C'est pourquoi c'était si jouissif, car il y avait du plaisir ; » (Cyril, Censier et ENS)
« Un mouvement comme ça, ça fait grandir. Les masques tombent. Après, on s'est dit que c'était un des moments les plus heureux de notre vie, car on avait un souci pour l'autre. Quand les CRS nous poursuivaient, on se touchait. C'était très fort, il y avait une dimension corporelle, presque sexuelle. » (Linda, Tolbiac)
« On s'était approprié l'espace de l'université, avec des banderoles, des hamacs. C'était jouissif comme moment : on sort de la routine, les barrières tombent, c'est tout beau, il y a une notion d'esthétique dans les rapports entre les gens quel que soit le niveau. Il en reste le plaisir d'avoir lutté. C'est une vague hallucinante qui emporte tout. J'ai eu un grand plaisir à aller à la rencontre des gens, discuter… » (Emmanuel, Jussieu)

Les excès des « totos »

Beaucoup d'étudiants engagés dans le mouvement, notamment ceux qui étaient adhérents à la LCR ou aux JCR, se plaignent du rôle pour eux désastreux joué par les étudiants autonomes, appelés les « totos ». En effet, ceux-ci ont, du dire de ces animateurs, « pourri » de nombreuses AG en s'opposant à toute forme d'organisation ou de préparation préalable, et même à l'existence de tribunes pour les prises de parole. Au nom de l'auto-organisation, ils en sont venus souvent à s'opposer au fonctionnement des AG, même le plus démocratique, en récusant la présence de toute organisation politique ou syndicale, l'existence de tout leadership.
Quant aux revendications, ils se sont distingués en ne se ralliant pas au mot d'ordre contre le CPE et pour le CDI pour tous, mais en affirmant « Ni CPE, ni CDI », ou « CDI=STO ». Si cette critique peut apparaître très radicale, il n'en reste pas moins qu'ils exprimaient une critique du travail qui peut être entendue. Mais ils voulaient aller plus loin que la seule

dénonciation du CPE, et ils revendiquaient l'abolition du salariat. Ils sont toutefois restés très isolés, même si cette critique du salariat et du travail a été présente dans de nombreux débats.

Un autonome face à ses doutes : Sébastien

Sébastien venait d'arriver à Paris lors du CPE, et alternait des cours à Jussieu et à l'annexe Javelot. Il avait déjà participé au mouvement Fillon à Nantes, fréquenté un peu la LCR, puis grâce à la lecture de livres, s'est tourné vers les libertaires, et est entré à l'OCL, l'Organisation Communiste libertaire ; mais il se décrit comme farouchement opposé aux organisations :

« On n'est pas une organisation à l'OCL, on est contre les organisations, on est plus porté par l'autonomie des mouvements. Une fois à Jussieu, j'ai vu qu'il y avait une section CNT, je les ai rencontrés en novembre-décembre, et ai participé dès janvier aux premiers tracts sur Jussieu, contre le CPE et l'institutionnalisation de la précarité, avant même que le mouvement ne démarre. On était 3-4 copains, on a commencé à rencontrer les autres orgas, JCR, UNEF, SUD ; mais au bout d'une semaine, cela ne nous intéressait pas, ce rapport hiérarchique, organisé, prêchant la bonne parole dans les amphis. On a voulu développer autre chose : on rentrait dans les TD, on expliquait le CPE, et on invitait les gens à s'exprimer, sans prêcher . Au fur et à mesure, on a formé un noyau de 20 personnes où tout le monde était impliqué.

Très vite, parallèlement, il y a eu Rennes et d'autres facs en grève, les orgas, l'UNEF ont déployé leur rouleau compresseur, et paf !, ça a éclaté avec de grosses AG. On a eu l'impression d'être dépassés, on a participé à deux ou trois tribunes en AG, mais ça ne nous plaisait pas ; on a commencé à développer notre propre structure, plus autonome ; on se réunissait une ou deux fois par semaine, et on a lancé un journal, Le Canard de Jussieu, dont on a sorti trois numéros pendant le mouvement à 1500 exemplaires, et un dernier numéro en juin 2006. On était une dizaine, mais ça a brassé jusqu'à 30 personnes.

On ne voulait pas rester bloqués sur le CPE, on voulait élargir, c'était notre axe d'intervention en AG. A Jussieu, c'était très organisé par les JCR et l'UNEF, ils se réunissaient en comité de grève avant, à 30 ou 40, la parole était fermée, ils se la partageaient, même s'ils ne s'aimaient pas. Très vite, je me suis trouvé dans une posture que je regrette. On n'arrivait pas à avancer. Au plus fort du mouvement, je n'allais plus à la fac, car les AG m'emmerdaient. Je me suis retrouvé dans un noyau de gens, y compris d'autres facs ou non étudiants, qui n'en pouvaient plus de la forme structurée des AG, car elles étaient confisquées, et les gens acceptaient ce fonctionnement. Je me suis retrouvé un peu partout, à impulser des manifs sauvages, l'occupation de la Sorbonne, mais sans ancrage, je regrette un peu. On passait pour la bande de totos de Paris. On se retrouvait tous les soirs devant la Sorbonne pour partir en manif sauvage. Maintenant, je pense que ça servait à rien, car je n'étais nulle part. Petit à petit, je me rendais compte de notre isolement. Au moment de l'occupation de l'EHESS,, je m'en suis plus rendu compte, j'ai commencé à lâcher et à retourner sur ma fac. Des copains venus à l'EHESS m'ont dit "C'est n'importe quoi". J'ai fait deux nuits sur trois, les gens qui venaient ne revenaient plus. Car petit à petit, je ne savais plus ce qui se passait dans les facs.

On a développé une critique du travail, "CPE=CDI=STO", "Travail, précaire ou garanti, non merci !", même si aujourd'hui je trouve ça ridicule. La critique du travail doit se faire dans le mouvement, en rapport avec la réalité, et pas en planant au-dessus sans que les gens nous comprennent. On était la tendance "Ni CPE, ni CDI" ; deux mois avant, ce n'était pas ma position, mais à la fin, c'était "On s'en fout du CPE, le problème, c'est le capitalisme". On en arrivait à critiquer le mouvement social comme intégré au système. Mais je ne partage pas cette position aujourd'hui ; on était absorbé dans l'illusion, il fallait tout le temps être le plus radical.

Quand le blocage a été levé, on s'est retrouvés à une cinquantaine de personnes, pas organisées, qui avaient vécu un truc super intense, s'étaient éclatées, avaient réfléchi, on s'est retrouvés en l'air. En août, on s'est revus pour poursuivre le journal, mais on a coincé sur le

positionnement politique. Certains comme moi voulaient qu'on prenne des positions politiques claires, et d'autres non , même si le dénominateur commun était la méfiance à l'égard de l'UNEF ou des partis. On ne peut pas devenir une organisation, mais comment s'organiser ? On a éclaté en octobre-novembre. On n'a pas réussi à trouver de forme d'organisation, c'est la question centrale.

5. Le paroxysme de l'affrontement au pouvoir

Le 7 mars, la journée d'action mobilise plus de 700 000 manifestants dans 160 villes.
Dans le week-end des 11 et 12 mars, la Sorbonne, symbole fort du mouvement de mai 68, est occupée.
Le 28 mars, la journée d'action voit descendre dans la rue entre un et trois millions de manifestants (selon la source policière ou syndicale). Comme le note Jérôme Camus, « c'est surtout le thème de la crise politique qui se renforce : de façon unanime, les journaux décrivent un Premier ministre inflexible et de plus en plus esseulé par la stratégie de compromis proposée par le ministre de l'Intérieur. Les regards se tournent alors vers le chef de l'Etat, à qui Dominique de Villepin demande une promulgation rapide de la loi. Le 31 mars, Jacques Chirac déclare dans une allocution télévisée qu'il va promulguer la loi. Quatre jours plus tard, la mobilisation atteint le même niveau que celle du 28 mars. »
Comme le relève Jérôme Camus[26], mi-mars 2006, le nombre d'articles consacrés au conflit du CPE s'envole. « Alors que, jusqu'au 12 mars, les articles publiés chaque semaine par *Le Figaro, Le Monde* et *Libération* demeurent stables autour d'une trentaine, après cette date leur nombre augmente régulièrement pour atteindre 120 entre le 20 et le 26 mars, et croît encore pour atteindre son niveau maximum (154) au cours de la semaine du 3 au 9 avril. C'est que le mouvement semble de plus en plus de nature à déstabiliser le gouvernement et plus particulièrement son premier Ministre. »

6. Derrière le rejet du CPE, quelles revendications ?

Le mouvement du CPE a entraîné des milliers de jeunes, étudiants et lycéens, dans des blocages, des occupations de leurs facs et de leurs lycées, des manifestations, pendant lesquelles la parole s'est libérée, la prise de conscience politique s'est faite en accéléré, des échanges intenses ont eu lieu. Par moments, c'était le climat de mai 68 qui ressurgissait, et pas seulement dans la Sorbonne occupée brièvement, mais symbole fort. Tous les protagonistes de ce mouvement reconnaissent « avoir grandi » pendant le mouvement, avoir appris ou compris beaucoup de choses, avoir multiplié les connaissances, avoir tissé des liens durables…
Les AG étaient un bouillonnement, elles étaient longues (souvent 5H), chargées, laborieuses car les pro-blocage s'y exprimaient autant que les anti-blocage, ce qui pouvait être épuisant, mais le souci de démocratie était partagé de tous – malgré les fréquentes obstructions des « totos » ou autonomes, qui contestaient jusqu'à l'existence d'une tribune.
Dans ces AG, ou parallèlement dans les commissions de travail, un long travail d'explication du CPE et de la LEC (loi pour l'égalité des chances) fut mené, trop long au dire de certains des animateurs du mouvement, qui regrettent de ne pas avoir consacré plus de temps à explorer des alternatives contre la précarité.
Avec le recul, ce qui frappe en effet à propos de cette mobilisation, énorme par son ampleur et sa durée, c'est la difficulté de l'expression de sa dimension utopique – pourtant présente - , le caractère fugace et dispersé des revendications, l'absence fréquente d'alternative construite. Comme si, dans le feu de l'action, obligés de tenir des barrages du petit matin au soir,

[26] Jérôme CAMUS, « Heurs et malheurs médiatiques », in Bertrand GEAY, op. cité, pp. 131-150.

d'occuper les facs jour et nuit, les étudiants même les plus actifs n'avaient pas pu dégager du temps pour réfléchir, donner forme à leurs désirs, élaborer des contre-propositions et des revendications alternatives.

Le mot d'ordre général était : « Non au CPE », ou encore « Non au CPE, oui au CDI ». Mais encore ? Dans les cortèges, la dénonciation du CPE comme « Contrat extrêmement précaire » l'emportait sur l'expression de revendications, et lorsque revendications il y avait, elles étaient contradictoires. Ainsi, si le mot d'ordre « Non au CPE, oui au CDI » était dominant, on pouvait voir des pancartes « Ni CPE, ni CDI ! », tenues essentiellement par des autonomes ou libertaires opposés au travail et partisans du revenu d'existence.

Du dire même des animateurs du mouvement, il fut difficile d'organiser en AG des discussions sur le fond concernant la précarité et les moyens de la contrer, même si tout le monde la dénonçait. Les alternatives n'ont été mises en débat que rarement, qu'il s'agisse de la sécurité sociale professionnelle, pourtant avancée par la CGT et Solidaires dans leurs Congrès et plate-formes revendicatives à la même époque, ou qu'il s'agisse du revenu garanti, universel, ou d'existence, avancé par des économistes comme Carlo Vercellone, par Toni Négri, ou par des associations de chômeurs et de lutte contre le chômage et la précarité comme AC ! (Agir ensemble contre le chômage) ou l'APEIS, ou encore le MNCP (Mouvement National des Chômeurs et des Précaires), qui revendiquent un revenu garanti au SMIC ou proche pour tous, avec ou sans emploi. Peu d'AG ont abordé ces questions. Lorsqu'elles étaient abordées, c'était la revendication centrale de l'UNEF pour une allocation d'autonomie, ou celle du salaire social étudiant de Solidaires, qui étaient débattues.

Interrogés sur cette difficulté à discuter de contre-propositions, les animateurs du mouvement font état de la pression continuelle dans laquelle ils se trouvaient pour défendre la poursuite du mouvement contre les « anti-bloqueurs », qui prenaient d'assaut les AG pour faire voter la levée des barrages. Des heures et des heures de débat étaient consacrées à cet affrontement, d'autant que dans la plupart des AG, une surenchère démocratique donnait largement la parole aux anti-bloqueurs.

Avec le recul, c'est un regret qu'expriment les étudiants les plus mobilisés de n'avoir pas su ou pu dégager suffisamment de temps pour réfléchir collectivement aux alternatives. Certes, l'unanimité – au moins celle des étudiants en grève - se faisait sans mal contre la précarité existante et celle aggravée que générerait le CPE, mais le temps n'était pas trouvé pour dessiner des perspectives unificatrices pour un autre futur, une autre société.

Une autre explication est que les discussions dépassaient largement le cadre du CPE et de la précarité, pour toucher la question des sans-papiers et de la loi CESEDA, le rejet du libéralisme :

« La discussion sur les alternatives a fait partie de la politisation et de la généralisation de la question à celle des banlieues, de la réforme universitaire, des sans-papiers, de la loi CESEDA. C'était beaucoup plus politique que des revendications économiques, c'était le rejet du libéralisme. On a investi sur l'éducation que l'on veut, la fac que l'on veut, une éducation qui ne soit pas en lien avec les entreprises, avoir un bagage large et pas des licences professionnelles. On ne veut pas d'emplois précaires, mais un CDI pour tous. Sur la question du travail, il y a eu des débats, sur le salaire-étudiant, l'allocation d'autonomie. » (Marie, Censier, Collectif P3)

« Nos revendications, c'était un CDI pour tous, transformation de tous les emplois en CNE en CDI, augmentation des salaires. Que chacun ait un revenu ou un salaire. Et la RTT. C'est le programme des CUAL (Collectifs Unitaires Anti-Libéraux). » (Camille, Censier, JCR)

« On a commencé avec la plate-forme de la Coordination Nationale de Toulouse : retrait du CPE, du CNE, de la LEC, un CDI pour tous, reconnaissance des diplômes et retour aux diplômes nationaux, augmentation des places au CAPES, abrogation des lois Fillon sur les lycées et sur les retraites. On a eu beaucoup de débats : est-ce qu'on ouvre les revendications

jusqu’à un mouvement de masse ? On a enchaîné sur la loi CESEDA. J’ai participé à la rédaction des 125 propositions des CUAL [Collectifs Unitaires Anti-Libéraux] sur l’enseignement, la recherche et la culture ; c’est une base, mais on ne peut pas s’en contenter. C’est un travail sur les modes de pensée qui est à faire : quelle valeur travail ? On n’a pas eu de réflexion critique sur le travail comme aliénation, on n’a pas remis en cause la place du travail. On demandait un travail stable. On ne voulait pas être renvoyés à mai 68 ; on ne voulait pas renier cet héritage, mais être dans quelque chose de post-soixante-huitard. On ne pouvait pas faire la même chose. Il y avait autre chose dans le mouvement, sur le désir, l’image du travail, qui a affleuré sans trouver de mots. C’était : « Plus tard, quoi et comment ? » (William, Censier)

« Le mouvement a commencé contre le CPE, mais à un moment il a fallu développer les autres points de la régression, le CNE, la LEC, l’apprentissage à partir de 14 ans. Certains remettaient en cause le CDI, mais en majorité, la revendication était « le CDI pour tous ». Au même moment, il y a eu des travaux universitaires sur l’allocation universelle. Ce qui a émergé alors, c’est l’idée d’un salaire social, comme pour les retraites. Il fallait montrer dans les AG aux réticents qu’il existe un Plan B. L’UNEF, c’est plutôt l’allocation d’autonomie ou une revalorisation des bourses. » (Sabina, Tolbiac)

« Il y avait beaucoup de débats, ça allait au-delà du CPE : le CDI pour tous, un revenu, ça nous paraissait logique, c’est un droit. Encore aujourd’hui, sur les facs, il faut faire une sensibilisation à la condition humaine dans le travail. » (Marie II, Censier)

« « La plate-forme de revendications était très large : retrait de la réforme Fillon, régularisation des sans-papiers et abrogation de la loi CESEDA. Je ne me rappelle pas du revenu garanti. On luttait contre la précarité, mais contre un nouveau type de contrat précaire. C’était très difficile de faire des contre-propositions, de faire un groupe de réflexion, beaucoup pensaient qu’il fallait occuper le terrain tout le temps, battre le pavé, aller à la Sorbonne… » (Emmanuel, Jussieu)

« L’analyse de la précarité a été faite quand on est arrivés à 80 facs bloquées. On s’est dit : il faut faire le lien avec les salariés, avec le CNE et la LEC. On a posé la question de la condition étudiante : plus d’un étudiant sur deux travaille, les bourses sont injustes et insuffisantes. Les contre-propositions, au niveau des Coordinations nationales, c’était un CDI pour tous, l’augmentation des postes au CAPES, la rémunération des stages à 80 % du SMIC[27]. On allait plus loin, avec l’allocation d’autonomie de l’UNEF, le salaire social de SUD, Lutte Ouvrière a apporté l’augmentation du SMIC, on a intégré toutes les revendications de la FSE. » (Oussam, Tolbiac)

Malgré cette effervescence et ces revendications, certains des animateurs du mouvement reconnaissent que l’étude d’alternatives à la précarité n’a pas été suffisamment poussée :

« On n’a pas eu le temps d’arriver à des propositions. C’était surtout un ras l’bol général : on ne nous proposait pas d’avenir. Nos études ne menaient à rien. Il n’y avait pas que le CPE. » (Laure, Saint-Hippolyte, JCR)

« Il n’y a pas eu de contre-proposition réelle. On a rencontré les intermittents du spectacle. La seule revendication, c’était la régularisation des sans-papiers. La défaite principale n’est ni sur le CNE, ni sur la LEC, elle est que l’on n’a pas été capables d’avancer des propositions alternatives (même si Rennes II a voté le salaire étudiant). On a passé trop de temps à expliquer la LEC, et pas fait de commission sur les alternatives ; » (Anouk, Sorbonne, SUD-Etudiant)

Comme le notent les auteurs de l’ouvrage de Bertrand Geay, même lors du CPE la presse ne fit que peu de place à la revendication initiale d’ouvrir des postes aux concours d’accès à la

[27] Au même moment Génération Précaire, qui regroupe des stagiaires en lutte, réclamait le paiement correct des stages et leur assimilation à des contrats de travail.

fonction publique, qui avait pourtant servi de précurseur au mouvement : « En retraçant l'évolution du traitement médiatique de la mobilisation en même temps que les luttes qui ont traversé le groupe mobilisé, on peut en effet comprendre comment la question de l' « authenticité » de la jeunesse en action a pu constituer un instrument de sa reconnaissance tout en contribuant à occulter une part des enjeux du conflit. Et saisir du même coup comment la même mobilisation locale a pu trouver un écho médiatique exceptionnel et demeurer dans l'incapacité de faire entendre les revendications dépassant le seul enjeu du CPE, en particulier les revendications relatives aux postes aux concours de l'enseignement, partagées par la majorité des universités mobilisées et qui s'exprimaient ici [à Poitiers] de façon encore plus marquée. [28]» Ainsi cette revendication fut-elle gommée et absolument pas satisfaite malgré le succès du mouvement.

Néanmoins, malgré ses limites, le mouvement contre le CPE a été un moment fondateur de la conscience de la nécessité d'une alternative globale contre le système dominant, et de l'engagement politique de nombreux étudiants. Dans son bouillonnement se sont échangés et élaborés arguments et contre-projets à la société néo-libérale, et le rêve d'une société plus juste, plus égalitaire et où le travail serait libéré de l'exploitation capitaliste. Ainsi, de nombreux étudiants qui mèneront à la rentrée 2007 et dans les années suivantes la lutte contre la LRU se sont rencontrés, formés, organisés pendant le mouvement du CPE. Bref, ce ne fut pas un moment sans lendemain, il a laissé des traces durables et importantes, et a sédimenté pour la suite, comme l'étudie brillamment Stathis Kouvélakis[29] en faisant une analyse chronologique des différents mouvements sociaux en France depuis novembre-décembre 1995 :

« Les mouvements de la jeunesse étudiante et lycéenne [- du mouvement contre le CIP en 1994 à la lutte contre le CPE au printemps 2006 -] diffèrent des mouvements antérieurs, ceux des années euphoriques du capitalisme keynésien parce qu'ils expriment les contradictions de la nouvelle période. Contradictions suscitées, d'une part, par la restructuration néo-libérale de l'enseignement, mécanisme clef de la reproduction sociale, soumis à un double mouvement de massification et de différenciation interne accrue menées sous le signe de la marchandisation ; contradictions qui sont, d'autre part, propres à la fraction la plus jeune de la force de travail, cible prioritaire – avec les femmes – (tout particulièrement en France) des politiques néo-libérales mises en œuvre dans le marché du travail, synonymes d'expansion de l'emploi précaire (« flexible ») et sous-payé. A chaque reprise, la question de la jonction entre ces mouvements et la mobilisation des travailleurs s'est posé, de façon plus ou moins avancée et, surtout, plus ou moins « organique ». […] Le mouvement contre le CPE a donné la forme la plus aboutie à cette jonction, en s'engageant dans la construction d'une lutte commune menée sur le terrain du contrat de travail. [|…] Inédites depuis les années 1970, cette convergence et cette rencontre marquent le passage à une *configuration offensive* des luttes sociales, et cela malgré le caractère défensif des revendications du mouvement anti-CPE. […] La portée de la *victoire* arrachée par les jeunes et les travailleurs n'en devient que plus décisive. Premier succès d'ampleur du mouvement social depuis décembre 1995, elle ne suffit certes pas, à elle seule, à annuler les effets de longues années de contre-réformes libérales. Elle a pourtant un parfum de revanche sur le mouvement avorté du printemps 2003, dont l'issue donna un avantage décisif (et une assurance non dissimulée) à un gouvernement menant avec acharnement le remodelage néolibéral de la société française. La confiance a désormais changé de côté, et cela seul pourrait suffire en tant qu'acquis du mouvement. Sans forcer le trait, on peut toutefois y voir davantage, la confirmation d'une entrée dans un cycle ascendant et soutenu de mobilisations. »

---

[28] Jérôme CAMUS, « Heurs et malheurs médiatiques », in Bertrand GEAY, op. cité, p. 132.

[29] Stathis KOUVÉLAKIS, *« La France en révolte ; luttes sociales et cycles politiques »,* Paris, Textuel, 2007.

7. La défaite du gouvernement et le reflux du mouvement

di 5 avril 2006

yndicale exige qu’une loi abrogeant le CPE soit votée avant les vacances entaires.

RATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES D¹ETUDIANTS, DE LYCEENS ET DE IES

CE, UNL, FIDL, CFDT, CFE CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

nidables mobilisations unitaires de ces deux derniers mois, le succès encore plus nt des arrêts de travail, grèves et manifestations du 4 avril, avec plus de 3 millions de tants, le développement du mouvement dans les universités et les lycées, confirment la nce profonde de la gravité de la situation par les salariés, les étudiants, les lycéens. Rien nment pas les man¦uvres gouvernementales n¹entame la détermination croissante à e retrait du CPE, revendication commune depuis le début de la crise.

anisations syndicales d’étudiants, de lycéens et de salariés rappellent qu’elles avaient, le, demandé au Président de la République de ne pas promulguer la loi et d¹éviter tout e en force.

noncent l’imbroglio créé par les décisions des pouvoirs publics et prennent acte des s parlementaires. Elles exigent des réponses claires et rapides.

if des organisations syndicales n¹est pas de négocier des aménagements au CPE mais r son abrogation.

ppellent que, pour permettre l’ouverture de discussions ou de négociations sur l’emploi et tion des jeunes, la précarité et le chômage, l¹hypothèque du CPE doit être, très ent, levée. Ce qui passe par le vote, avant les vacances parlementaires (le 17 avril) i abrogeant le CPE.

ourd¹hui et avant le 10 avril, elles appellent leurs organisations locales à rencontrer dans es députés et les sénateurs pour exiger le retrait du CPE et à rendre publiques les s. L’intersyndicale affirme son soutien aux mobilisations étudiantes et lycéennes et, ent, à la journée d¹action du 11 avril. Afin de maintenir et développer partout la pression, nisations appellent leurs structures locales à donner la plus grande visibilité à leur e.

s 12 organisations, la mobilisation n’est ni suspendue ni abrogée. Elles nnent de rester en contact permanent et de se retrouver en intersyndicale le 10 06. Elles se déclarent prêtes, faute d’une décision rapide de retrait du CPE, à d’un nouveau temps fort de mobilisations, sans exclure aucun moyen d’action.
5 avril 2006

Lorsque la mobilisation s’enracine dans la durée et amène dans la rue des millions de personnes à plusieurs reprises, le sort du CPE est scellé. Le gouvernement doit reculer. Mais il ne le fait que contraint et forcé, et s’efforce de sauver la mise, en annonçant tout d’abord une mise à l’étude du CPE pour lui apporter des correctifs ou des améliorations. Toutefois, le statu

quo n'est pas tenable. Mais on assiste alors à une rare palinodie : alors que Dominique de Villepin s'apprête à retirer la mesure, le président de la République, ne voulant pas s'avouer vaincu, publie le décret du CPE au journal officiel, tout en déclarant qu'il ne sera pas appliqué… ! On atteint ainsi le summum du ridicule. Mais il reste que le pouvoir a du reculer en rase campagne et a subi une cuisante défaite, même si le reste de la LECsera publié.
C'est précisément cette publication de la LEC qui entretient une poursuite du mouvement, même beaucoup plus faible, dans un certain nombre de facultés et de lycées, les étudiants et les jeunes demandant le retrait des autres dispositions de la loi d'Egalité des Chances, comme l'apprentissage dès 14 ans et le travail de nuit dès 15 ans.
Ainsi, le mouvement a-t-il du mal à mourir, et un certain nombre de sites universitaires restent bloqués ou perturbés, mais en vain. La mobilisation populaire s'est éteinte, suite aux cris de victoire et aux appels immédiats à la levée des blocages et à l'arrêt des manifestations de la part de l'UNEF notamment. Seuls les plus résolus demeurent mobilisés. La répression aura raison d'eux.

8. Avec le mouvement des banlieues, l'impossible connexion

Alors que le mouvement contre le CPE s'est déclenché deux mois après celui des banlieues, c'est un fait que la connexion entre les protagonistes de ces deux révoltes ne s'est pas faite, et bien souvent n'a même pas été tentée. N'était-ce pourtant pas le même gouvernement qui était visé par les deux mouvements ? Et ne s'agissait-il pas dans les deux cas de la jeunesse urbaine ?
Or, c'est bien de cette jonction que le gouvernement avait peur, ce qui explique qu'il ait manipulé certains jeunes des banlieues populaires avec l'aide des forces de police pour attquer des manifestants vers la fin du mouvement, afin de casser le mouvement et de diviser ses composantes entre classes moyennes et prolétaires.
A l'évidence, la jeunesse n'est pas une classe sociale, et si elle semble souvent partager certaines aspirations et certains modes de consommation, elle n'a rien d'homogène. Tout sépare même les jeunes étudiants et les jeunes des classes populaires des banlieues pauvres, et notamment ceux que l'on dit encore « issus de l'immigration », même si leurs parents ou grands-parents sont venus en France il y a deux ou trois générations.
La révolte des banlieues, par sa violence et son caractère en actes, non ou peu mis en paroles, a surpris et décontenancé tous les observateurs et toute la classe politique, ainsi que les syndicats dans leur grande majorité. Bien peu de voix se sont élevées pour prendre la défense de ceux que l'on a qualifiés d' « émeutiers », plutôt que de rebelles. Leur mode d'expression majoritaire, le feu, était jugé illégitime[30], et leur mouvement avec. Très peu d'entre eux se sont exprimé sur les raisons de leur colère, qui était pourtant évidente : la stigmatisation au plus haut niveau de l'Etat, après le décès – électrocutés dans un transformateur - de deux jeunes pourchassés sans raison valable par la police.
Il n'est donc pas très étonnant que les étudiants, venant à se révolter peu après la révolte des banlieues, n'aient pas réussi – sauf exceptions - à établir des ponts, des liens, avec leurs prédécesseurs. Tout les séparait : le milieu social, souvent la géographie, plus souvent encore la couleur de peau ou la dite « origine », jusqu'à l'habillement, et l'imaginaire… Et les étudiants issus eux-mêmes de ces couches du prolétariat - dont un certain nombre avaient pris

[30] Voir à ce sujet l'analyse très éclairante de Denis MERKLEN, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », in *Mouvements,* N° 43, janvier-février 2006, pp. 131-137, et Véronique LE GOAZIOU, Laurent MUCCHIELLI, « *Quand les banlieues brûlent* », Paris, La Découverte, 2006 et Collectif, « *Banlieues, lendemains de révolte* », Paris, La Dispute, 2006

part aux émeutes - ont pour beaucoup boudé le mouvement du CPE, privilégiant leurs études dans lesquelles ils voyaient la seule voie possible d'ascension sociale compte tenu des discriminations rencontrées.
Pourtant, les étudiants mobilisés contre le CPE ont parfois tenté de faire une jonction avec ceux de la révolte des banlieues. Certains sont allés en banlieue à la rencontre des jeunes des cités, sans grand succès, leur démarche étant alors perçue comme paternaliste. Ceci d'autant plus qu'ils ne s'étaient guère manifesté en solidarité lors des émeutes de novembre 2005.
Il est bien évident que la jonction entre les manifestants contre le CPE et les « jeunes de banlieue » était la hantise du gouvernement, qui a tout fait pour empêcher la connection de se faire. La principale manifestation de cette volonté de tout faire pour opposer les deux catégories de jeunes fut le rôle joué par la police, notamment quand des policiers déguisés en jeunes avec capuches et joggings – ce qui est attesté par de nombreux témoins – ont participé ou incité aux heurts entre jeunes et manifestants et à la « dépouille » violente de ces derniers lors des manifestations et surtout sur l'Esplanade des Invalides à la fin de la manifestation du 23 mars 2006.
Cette stratégie de division a réussi, car elle n'avait qu'à surfer sur les préjugés des manifestants à l'égard des « jeunes de banlieue » et inversement, sur leur distance symbolique et imaginaire, sur l'absence de liens tissés au préalable. Elle a donné lieu dans la presse à tout un discours sur « le racisme anti-blanc », et conduit certains supposés intellectuels à tenter une pétition contre ce phénomène.

« Les deux jonctions ont été loupées, celle avec les salariés, et celle avec les jeunes du mouvement de novembre 2005. Il aurait fallu que cette lutte contre la précarité embraye sur les salariés et sur les jeunes des quartiers populaires pour faire un bloc et aller plus loin. Après la révolte de novembre, on a fait une conférence de presse à l'Assemblée Nationale pour dire que la violence de ces jeunes était une réaction de désespoir due à ce que la gouvernement avait fait. On a commencé à rencontrer les gens d'ACLEFEU[31], d'A Toutes les Victimes, les Indigènes de la République dans les cortèges, mais les jonctions n'ont pas été faites. Peut-être parce que l'organisation dans les banlieues était en germe. Cela a montré qu'il y avait un travail à faire. Aux Invalides, les provocations policières ont été très importantes. » (William, étudiant à Censier)
« On a vu des jeunes sortir de la manif et mettre des brassards de flics après avoir volé des portables. Des gens avec des casiers judiciaires ont été embauchés (par la police) pour casser la gueule aux lycéens. On avait peur des jeunes avec capuches qui se sont fait exclure des cortèges, et même tabasser violemment par le service d'ordre de la CGT et de l'UNSA. Cette division a été exploitée. Après, sur les facs, on a essayé de lutter contre cette division. Il y a aussi une incompréhension, une barrière culturelle entre les Parisiens perçus comme bien au chaud, et ceux qui galèrent en banlieue. Pour les étudiants, c'est mal de casser. C'est une différence de classe. Pourtant, le mouvement CPE n'était pas petit-bourgeois, beaucoup d'étudiants travaillent. » (Laure, Tolbiac)
« A Censier, on a créé une commission banlieue, avec des étudiants originaires de banlieue, pour parler du mouvement de novembre comme un mouvement ultra-légitime. Les gens de la commission ont diffé en banlieue. On a décidé d'ouvrir nos services d'ordre aux jeunes de banlieue pas encore organisés mais révoltés. » (Marie, Censier)
Malgré ces efforts, le courant est mal passé, et des liens réels et durables n'ont pas pu s'instaurer :

[31] ACLEFEU (Association … pour la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, Ensemble, Unis) a été créée à Clichy-sous-Bois aussitôt après le décès électrocutés des deux jeunes. Elle a organisé en 2006 une tournée des quartiers populaires et élaboré avec les gens rencontrés des Cahiers de doléances, remises à l'Assemblée Nationale.

« Les liens sont restés ténus avec les jeunes de banlieue, ils avaient une grosse méfiance vis-à-vis de ceux qui vivent à Paris. Cette méfiance s'est développée pendant des années, c'est dur à rattraper. Les jeunes qui remontaient les côtés des manifs n'imaginaient même pas qu'on puisse être dans la même m… qu'eux. » (Camille, Censier)
« On a tenté de reprendre contact avec le MIB[32], mais cela n'a pas abouti. On est allés differ dans un centre commercial de grande banlieue, mais cela n'a pas créé de liens. Sur le mouvement, il y a eu des moments effrayants, où j'avais du mal à identifier ce qui se passait, des jeunes avec des barres à mine qui ne cognaient même pas les flics ; c'est triste. Le sentiment d'exclusion est tel que ces jeunes ne peuvent adhérer à rien d'extérieur. Malgré tout, avec ACLEFEU, il y a eu une rencontre. » (Emmanuel, Jussieu)
« Le point d'achoppement, c'est le racisme : quand il y avait un *renoi* avec une casquette, les étudiants avaient peur…Des jeunes de banlieue se voyant refusés dans les cortèges ont mal réagi. Le gouvernement avait une peur : la jonction entre les jeunes de banlieue et les étudiants. Il faudrait une nouvelle organisation qui regroupe les gens, c'est cela qu'il faut aujourd'hui. » (Laurent, Tolbiac)
« Les médias ont voulu opposer les jeunes de la Sorbonne et les méchants Noirs[33]. Or, il y avait des lycées de banlieue en grève, mais le fait qu'on n'en parle pas, c'est signifiant. J'avais proposé de faire des manifs allant vers les quartiers populaires de banlieue, car cette loi[34] visait ces jeunes qui avaient un double handicap ; mais cela n'a pas été mis en œuvre. Des facs de quartiers populaires comme Villetaneuse, Paris VIII, ont fait des cortèges énormes, un lycée comme le lycée Utrillo de Stains aussi ; je suis allé faire débrayer des lycées à Montreuil. Cette opposition est d'autant plus factice que les lycées professionnels ont débrayé très vite. Mais 3/5 des étudiants de Villetaneuse sont boursiers, Paris VIII compte beaucoup d'étudiants de classe populaire et n'a jamais été bloquée, sauf quand les ATOS se sont mis en grève. Certains étudiants sans papiers jouaient gros et ne pouvaient se permettre de faire grève, mais ils étaient présents en manifs, aux AG.
Même dans nos propres rangs, certains étudiants nous disaient à propos des jeunes de banlieue : « ils n'ont rien de commun avec nous » ! Est-on un groupe social, ou bien fait-on partie d'un nouveau prolétariat ? Malheureusement, la condition précaire ne crée pas une identité ; plus on est précaire, plus on a le nez dans le guidon. » (Oussam, Tolbiac)
« A Tolbiac, il y avait un petit groupe d'étudiants de banlieue, mais ils étaient contre le blocage. Les jeunes des milieux populaires travaillent à côté, et le militantisme n'est pas évident pour eux. Cela se ressent au sein de nos structures syndicales, où il y a beaucoup d'enfants d'enseignants, de fonctionnaires. En DEUG, on a des jeunes des couches populaires et des quartiers défavorisés, mais plus on monte en niveau d'études, moins il y en a, et plus ils sont dépolitisés. » (Sabina, Tolbiac)
Mohamed, militant du MIB, explique le point de vue des jeunes de milieux populaires de banlieue :
« Les étudiants parisiens parlaient de la banlieue comme d'un zoo. D'où l'importance de créer des liens entre ces deux groupes. Quand je suis allé à l'université – ce qui était super dur pour moi, car les étudiants dégageaient une espèce de décontraction dans l'air du temps qui me mettait mal à l'aise - , dans les AG le discours était toujours le même : "Comment créer des liens, comment aller en banlieue ? Comment y aller en toute sécurité ?", comme si c'était un

---

[32] Mouvement de l'Immigration et des Banlieues, créé dans les années 80, suite aux bavures policières restées impunies, et dans la foulée du mouvement contre la double peine.

[33] Suite aux incidents des Invalides, un article est paru dans Le Monde, et un appel de quelques personnalités a été lancé, contre le « racisme anti-blanc » !

[34] La LEC (Loi sur l'Egalité des Chances) comportait plusieurs volets, dont le CPE, l'apprentissage à partir de 14 ans, le travail de nuit à partir de 15 ans, la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants à problèmes…

monde à part. J'ai entendu des étudiants parler des jeunes de banlieue comme de gens incultes. Il y a eu tout ce baratin sur le racisme anti-blanc, les étudiants avaient peur de ça. Ce genre de question m'exaspérait. J'avais envie de prendre la parole, mais je n'ai pas pu. Un groupe d'étudiants est parti à Clichy-sous-Bois, mais ils se sont fait agresser. Je leur disais que cela nécessitait du temps. Le problème, c'est des personnes qui viennent en donneurs de leçons, ça, dans les quartiers, on ne supporte plus, on a tellement été arnaqués par les politiciens de gauche…
En banlieue, pendant le CPE, c'était les rafles massives de la police dans les gares. Or, personne n'a réagi, aucun syndicat étudiant n'en a parlé. Il y a eu des rafles en gare de Saint-Denis, des cortèges de CRS chopaient des groupes de jeunes. Il y a des lycéens qui ont essayé de bloquer leur lycée et ont été gazés sans que personne n'en parle. Ça tue toute envie de se battre. Ça aurait pu être des militants, mais ça les a tués dans l'œuf. Ils se sont dit : "Paris, c'est pas pour nous !". Cette ségrégation est réelle, cette barrière se crée inconsciemment dans les têtes. Des gamins ont reçu des grenades lacrymogènes, les syndicats étudiants n'ont pas réagi. Je n'ai pas vu d'exemple réussi de contact entre les jeunes de banlieue et les étudiants. Sur un mouvement pareil, aucun lien n'a été créé. Beaucoup de jeunes de banlieue qui avaient participé au mouvement CPE sont repartis dégoûtés par les rafles dans les gares, l'accueil des services d'ordre, ou le fait que les médias ne parlaient pas d'eux, sauf pour dire qu'ils n'en avaient rien à faire du CPE ; et beaucoup d'étudiants ont gobé ça. Les étudiants ont une autocritique à faire, plus que les jeunes de banlieue : qui a les moyens de lire des livres, de s'éduquer ? Ça laisse un sentiment amer. Moi, j'en sors déçu, frustré. A un moment donné, j'ai du faire un bilan. Il y a eu ces à-priori de classe qui sont revenus en force. La plus grande partie des jeunes de banlieue sont de couches populaires. La lutte des classes n'est pas morte. » (Mohamed, du MIB)
Dès lors, le fossé entre les catégories de jeunes, pourtant visés par la même mesure, devait se prêter à toutes les manipulations et récupérations, jusqu'à devenir caricatural. Le paroxysme fut atteint dans les violences qui ont conclu la manifestation du 23 mars aux Invalides, où de très nombreux manifestants se sont fait agresser violemment, détrousser et rouer de coups par ce qui semblait être des jeunes de banlieue encagoulés – mais dont une partie attestée était constituée de provocateurs issus de la police ou enrôlés par elle.
Comme le soulève Alain Bertho[35], « Qui sont-ils ? Casseurs, délinquants, jeunes désocialisés, "n'ayant rien à voir avec la manifestation" assurent d'une même voix les organisations qui se veulent responsables. De cette caractérisation sécuritaire, voire policière d'une tension certes sérieuse, mais d'une tension au sein même de la jeunesse populaire, découle une situation surréaliste : le 28 mars, la manifestation géante à Paris défile sous la protection de la police. Et lors de la dispersion, les forces de police collaborent avec les services d'ordre syndicaux auxquels le ministère de l'Intérieur de l'époque ne manque pas de rendre hommage ! Quoi de plus facile, dans ces conditions, d'opposer novembre 2005 et mars 2006, la "violence des banlieues" et le rassemblement syndical, voire les jeunes les plus précarisés et la jeunesse étudiante ? Or les choses n'étaient pas jouées au départ. »
Redonnons la parole à Mohamed, du MIB :
« Un jour de manifestation, pas très loin de la Sorbonne, on a eu une confrontation avec la police, un ami, Kamel, a été arrêté, fouillé, puis relâché. Vers la fin, il y a eu un grand feu devant la Sorbonne. A ce moment-là, j'ai vu le fossé entre les militants d'extrême–gauche et les jeunes de banlieue. Je balançais des pierres comme tout le monde. J'étais avec de jeunes anars et on a voulu mettre une voiture en travers pour se protéger des grenades lacrymogènes. Un homme – que j'ai reconnu quelques jours après dans un cortège de la LCR – m'a pointé du doigt : "Lui, c'est un policier, attrapez-le !". On a été entourés, moi et quelques amis, et on

[35] Alain BERTHO, *Nous autres, nous-mêmes. Ethnographie politique du présent,* Paris, Les éditions du Croquant, mars 2008, p. 101.

a failli se faire taper. Si des mecs d'extrême-gauche sont capables de faire ça, il y a un problème. Un autre jour, à Nation, j'avais perdu Kamel, Thomas et Fabien. Je leur avais dit de faire attention à la CGT, car j'avais eu vent d'une entente entre la CGT et la police. Or, ils ont été tabassés par des mecs de la CGT, Thomas a eu une omoplate cassée, Kamel une plaie ouverte au crâne, Samir des hématomes. C'était la fin de la manif, tout le SO de la CGT s'est lâché sur un groupe de jeunes, maghrébins ou black, et les a roués de coups par terre , personne ne bougeait autour. A la fin, les mecs de la CGT ont dit : "On l'envoie à la police ou on le jette ?". Ils l'ont jeté et sont partis se défouler ailleurs.
Aux Invalides, je ne nie pas que des jeunes aient fait des conneries. Mais cataloguer toute une catégorie de personnes sur des critères de faciès ou d'habillement, là, ça va loin…Dans plusieurs manifs, les cortèges d'étudiants au milieu et les jeunes de banlieue à droite et à gauche étaient séparés par des rangées de SO et de l'UNSA Police, et les étudiants au milieu avaient la peur sur le visage. Or, 95 % des jeunes de banlieue n'étaient pas là pour agresser ou dépouiller. Mais l'accueil qu'ils ont reçu en a retourné plus d'un. »
Comme se le demande Alain Bertho, ce divorce aurait-il pu être évité ? « Les casseurs et les arracheurs de portables des défilés parisiens ne sont pas de nature différente des lycéens [de banlieue] qui, devant leur établissement, participent à leur façon au mouvement et incendient des voitures. La différence est une différence de situation. Dans leur quartier, dans leur ville ils [ces lycéens de banlieue] peuvent entraîner le mouvement sur le terrain de leurs formes de lutte et de leurs contentieux, notamment avec la police. À Paris, en terrain inconnu, et en présence d'un fort cortège classiquement syndical, l'altérité se tend jusqu'à l'affrontement. »[36]

Ce qu'il faut néanmoins souligner, c'est que des milliers de lycéens de banlieue populaire, y compris des lycéens de lycées professionnels, et de toutes origines ethniques, ont massivement participé aux manifestations et souvent constitué le gros des cortèges, qui étaient très mixtes. Ainsi ne faut-il pas en conclure à une coupure radicale entre étudiants et « jeunes de banlieue », ces derniers ayant été une composante essentielle du mouvement. C'est sans-doute avec les jeunes des classes populaires déscolarisés ou au chômage, ou en emploi précaire, que le fossé a été le plus fort. En effet, pour ces jeunes peu ou non qualifiés, pour beaucoup victimes de discriminations massives sur le marché du travail, l'enjeu était plus de trouver un emploi, même en CPE, que de contester une précarité à laquelle ils s'étaient largement résignés.

[36] Alain BERTHO, op. cité, p. 102.

9. Les acquis de cette lutte : Une génération militante, prête à rebondir

Le mouvement contre le CPE a été non seulement victorieux, obtenant l'un des premiers reculs d'un gouvernement et d'une droite dure ayant résisté jusque là à toutes les mobilisations sociales. Mais il a été avant tout un événement fondateur, dont les germes alors semés ont donné depuis des pousses vigoureuses. Pour toute une génération, étudiante et lycéenne, le mouvement du CPE a été un formidable accélérateur d'apprentissage politique. Il a remué les consciences jusqu'au plus profond, a constitué une expérience existentielle incomparable, et laissé des traces durables.

De même que le mouvement du CPE avait été précédé par les mobilisations contre la réforme Fillon et la mise en place du LMD, ce mouvement a préparé toute une génération à la résistance en lui donnant pour la suite une capacité à rebondir lors de prochaines attaques, comme on le verra à l'automne 2007 et au printemps 2009 contre la LRU.

Il semble ainsi que d'année en année, chaque génération étudiante et lycéenne en France fasse ses premières armes contre l'une des réformes incessantes du gouvernement soit pour s'attaquer au libre accès à l'enseignement supérieur, à l'égalité des universités, soit pour renforcer la précarité et la flexibilité pour les nouveaux entrants sur le marché du travail.

Chaque mouvement sédimente en quelque sorte, ou dépose dans la conscience de la jeunesse son apport critique et de révolte contre le système économique libéral, sa prise de conscience de l'injustice de ce système. A chaque assaut des tenants de ce système, le niveau de conscience part de plus haut, et le mouvement de révolte prend plus vite, comme on le verra avec la lutte contre la loi LRU.

« Le CPE a permis à une nouvelle conscience politique d'émerger. Pour beaucoup de gens, c'est la première expérience politique, c'est la première victoire depuis 95, montrant que dans l'unité, on peut gagner. Pour toute une génération, ça a été une expérience. » (Yoan, lycée de Vaulx le Pénil)

« L'atmosphère n'est plus la même, la fac est beaucoup plus politisée, en tout cas sur Tolbiac. Oui, il y a eu une prise de conscience. Ce qui a changé avec le mouvement du CPE, c'est que les gens se sont rendu compte qu'il fallait être unis pour combattre, c'est une victoire de ce mouvement. »(Laure, Tolbiac)

« Dans les différentes échéances, manifs, initiatives, on a plus de gens, on a 30 % des gens avec nous, ça change les choses. Ces jeunes n'oublieront pas. L'impact est sur le moyen terme et le long terme. Ils auront appris quelque chose. » (Xavier, Nanterre)

« Le CPE, ça m'a apporté une envie de militer, de lutter. Ce mouvement a été très important dans sa capacité à montrer aux jeunes que résister, c'est possible. Il reste quelque chose, une fois qu'on a vécu un mouvement comme ça, on ne peut qu'avoir un regard critique sur les choses, car on sait que c'est possible. » (Marie II, Censier)

« Pour beaucoup de jeunes, c'était leur premier gros mouvement, et comme on a gagné, ça donne confiance ; C'est très important qu'on ait ce bagage là aujourd'hui. Il y a eu une politisation, c'est une génération qui baigne dans la politique, même s'ils ne sont pas dans des organisations, ils restent sensibilisés. » (Marie, Censier)

La lutte contre le CPE a pris d'autant plus d'ampleur que la génération militante qui l'a portée s'était connue et forgée au cours des mouvements précédents contre la réforme LMD en 2003 et Fillon en 2005. La mobilisation de 2006 constitue en ce sens le moment de maturité militante de toute cette génération, dans un contexte social favorable pour entraîner de larges pans de la population. Au-delà de ce mouvement, des acquis demeurent. On ne tardera pas à s'en rendre compte les années suivantes.

CHAPITRE III. LA LUTTE CONTRE LA LRU À L'AUTOMNE 2007

0. Avant la LRU, le LMD

Avant même la LRU, et déjà l'annonçant, la réforme du LMD (Licence, Master, Doctorat) en 2002 en a anticipé plusieurs aspects en s'inscrivant dans une harmonisation européenne des rythmes et des titres universitaires de logique compétitive et néolibérale. Si la réforme a d'abord été présentée – et dans un premier temps largement acceptée – sous le jour attrayant d'un moyen de faciliter les échanges interuniversitaires et mobilités étudiantes au sein de l'espace européen, on n'a pas vu tout de suite à quel point elle se fondait sur une logique concurrentielle.
Le LMD est en effet directement issu des préconisations du rapport d'Attali de 1998[37], suite à une mission confiée par un ministre socialiste, Claude Allègre. Ce rapport préconisait la restructuration de l'espace universitaire français autour de pôles d'excellence, qui émergeront à la faveur d'un processus d'évaluation mené dans chaque département universitaire et dans chaque établissement d'enseignement supérieur. Ces pôles réapparaîtront en 2004 sous les traits des PRES (pôles de recherche et d'enseignement supérieur).
Pour reprendre ici l'analyse très acérée de Frédéric Neyrat dans l'ouvrage précité[38], « en apparence, le LMD différencie trois niveaux de titres, mais en réalité, c'est une partition qu'il opère entre les études conduisant à la licence et celles qui lui sont postérieures. L'idée était déjà présente dans le rapport Attali qui évoquait, derrière le 3/5/8, la « distinction centrale » entre ces « deux » niveaux de qualification. Une distinction fondée sur la différence de nature des enseignements, mais aussi sur une rupture entre le « L » et le « M ». […] Nouveau premier cycle universitaire, ou devrait-on dire dernière étape du cycle secondaire, la « nouvelle » licence n'est pas conçue comme devant déboucher systématiquement sur le master. » Le principe d'entrée automatique en master pour les détenteurs d'une licence « compatible » est lui-même en passe d'être remis en cause. Si dans la LRU le gouvernement ne va pas jusqu'à introduire la sélection à l'entrée en deuxième année de master, c'est essentiellement pour des raisons tactiques, qui permettent à l'UNEF de ne pas rejoindre le « front du refus » constitué de vingt-cinq organisations. Ainsi que poursuit Frédéric Neyrat, « lorsqu'on conjugue maintenant les effets de dissociation des cycles et de redéfinition de la carte des formations à l'échelle territoriale liés au LMD et à la mise en place des PRES, la nouvelle configuration de l'espace français d'enseignement supérieur se dessine clairement : d'un côté quelques pôles d'excellence, plus particulièrement centrés sur les masters et les doctorats, développant des relations internationales poussées ; de l'autre, toutes les universités de « rang moyen », réduites au rang de « collèges universitaires » (annexes des lycées ?), puisque spécialisées dans le « L », formant des étudiants dont beaucoup n'iront pas au-delà de ce niveau. »

1. La LRU, une loi très complexe

[37] « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur », rapport de la commission présidée par Jacques ATTALI, mai 1998.
[38] Frédéric NEYRAT, « Le « LMD » en France : loin de l'utopie de l'*universitas* médiévale, les effets d'une réforme économique libérale », in Christophe CHARLE et Charles SOULIÉ, op. cité, pp. 145-172.

La mise en place de la LRU en France en août 2007 ne peut se comprendre sans rappeler qu'elle prend place dans un processus européen de privatisation de l'université qui est le processus de Bologne, initié en 1998 par la déclaration de Paris entre quatre gouvernements européens de 'gauche' (France, Grande Bretagne, Italie et Allemagne), et entréiné par la déclaration de Bologne du 2 août 1999. Cette déclaration affirme la nécessité de donner une entière autonomie aux universités en diminuant leur financement public et en les amenant à recourir à d'autres moyens de financement (droits d'inscription, financements d'entreprises et de fondations privées, legs et donations). Cette autonomie des universités qui renforce considérablement le pouvoir d'un président sur la carrière des enseignants-chercheurs va de pair avec une précarisation systématique du monde universitaire.

Dans ses attendus, la loi relative aux « Libertés et responsabilités des universités » (LRU) d'août 2007 se propose d' « offrir aux universités une autonomie réelle, la capacité de mieux répartir les missions que la Nation leur confie ».
Comme le souligne Christophe Charle dans un article du N° spécial de la revue *Mouvements* consacré à l'université à l'automne 2008[39], « la LRU s'inscrit dans une politique universitaire européenne qui s'est mise en place depuis une quinzaine d'années à la croisée de plusieurs courants de pensée : - les préconisations de l'OCDE qui appliquent la théorie du capital humain. L'enseignement supérieur est considéré comme un investissement dont il faut assurer la meilleure rentabilité pour atténuer les charges publiques en faisant basculer le financement en partie de l'Etat vers les "usagers" ou, les clients. […] ; - la théorie de l'économie du savoir […] ; - la vision française et européenne du "modèle américain" […]. Mais il faut relier aussi la LRU à une autre perspective plus spécifiquement européenne, celle qu'on appelle le "processus de Bologne" », visant à harmoniser le fonctionnement des universités européennes pour faciliter la libre circulation des étudiants et des enseignants, avec le choix du système des deux cycles. La stratégie de Lisbonne, adoptée en 2000, a repris ces objectifs pour appuyer le projet d'une Europe compétitive fondée sur l' »économie du savoir ». Comme poursuit Christophe Charle, « loin de donner un supplément d'âme culturelle et civique à l'Europe, c'est plutôt l'enseignement supérieur qui se trouve soumis aux principes généraux, économiques, voire économicistes de l'Europe des Six initiale : marché ouvert, concurrence, compétitivité, efficacité. »
Comme l'écrit Annie Vinokur[40], « la réforme en cours des universités publiques en Europe a deux objectifs affichés : (i) les contraindre à répondre rapidement et à moindre frais aux besoins fluctuants de l'économie en personnel compétent et en savoirs valorisables, (ii) les faire entrer dans la compétition de l'industrie mondialisée de l'enseignement supérieur. La stratégie adoptée consiste à déléguer aux université publiques une capacité décisionnaire accrue tout en renforçant leur pilotage et leur contrôle par les pouvoirs politiques et économiques. Cette stratégie relève du Nouveau management public (NMP), doctrine qui emprunte aux *think tanks* néolibéraux la figure du *client*, et à la pratique privée de la *pension governance* celle de l' *actionnaire.* »
La LRU d'août 2007 rapproche les universités françaises de leurs homologues étrangères en leur accordant un pouvoir nettement élargi dans les domaines financier (recherche de ressources extrabudgétaires dans les activités commerciales et les financements philanthropiques), juridique (embauches hors statut de la fonction publique, possibilité de fusions d'établissements et de création de filiales, partenariats public-privé, etc.) et gestionnaire (allocation interne des ressources financières, immobilières et humaines). Certes, pour l'instant, les diplômes nationaux sont maintenus et la sélection des étudiants exclue en

[39] Christophe CHARLE, « La loi LRU dans une perspective européenne », in *Mouvements*, N° 55-56 de septembre-décembre 2008, pp. 94-101.
[40] Annie VINOKUR, « Vous avez dit « autonomie » ? », in *Mouvements*, op.cité, pp. 72-81.

principe, pour un temps. Mais le contrôle de qualité national des recrutements semble promis à disparaître en même temps que les statuts. Les membres des agences nationales (ANR, AERES) sont nommés par le gouvernement. Face au président élu, les conseils ont très peu de pouvoir.

La mise en concurrence des universités

Un des principaux objectifs et effets de la LRU est de mettre en concurrence les universités en rompant avec le principe d'égalité de traitement de la part des pouvoirs publics et d'égalité de résultats (son taux de réussites, de publications…) et les moyens qui lui seront alloués adaptés en conséquence.
Dès lors que la stratégie de Lisbonne est de créer un « marché éducatif européen » compétitif , les diplômes européens devenant comparables par le système des ECTS (European Transfer Credit System), la valeur de l'enseignement supérieur en Europe peut être à l'avenir calculée, comparée et échangée avec les mêmes unités. L'enjeu de chaque université sera d'être bien classée dans cette compétition, pour attirer les meilleurs étudiants et être mieux dotée en fonds publics, mais aussi en subsides privés.
Il est évident que la mise en œuvre de la LRU ne pourra que se traduire par une profonde inégalité entre les universités et par le rabaissement au rang de collèges universitaires d'un grand nombre d'entre elles, incapables de soutenir la compétition et progressivement privées de fonds publics suffisants, tout en étant incapables d'attirer des subventions privées, quand elles ne seront pas fermées .
Un autre aspect de la mise en place de la LRU sera d'établir une hiérarchie entre les savoirs et les filières universitaires, au détriment des sciences humaines et sociales et au bénéfice de l'économie, des sciences de la gestion et du droit. « Dans les pays européens qui ont adopté avant nous le NPM et privilégient comme nous les objectifs de compétition internationale, on note la disparition de pans entiers de la recherche et de l'enseignement insuffisamment « efficaces » au regard des objectifs retenus, une extraversion linguistique et culturelle, et le déclin de la recherche fondamentale. [41]»
La brochure extrêmement précise élaborée par SUD-Etudiant en septembre 2007 pour expliquer la LRU énumère les reculs par rapport aux principes fondateurs de l'université française :

- autonomie à la fois de la direction de l'université vis-à-vis des étudiants et des personnels, et autonomie de l'université par rapport à l'Etat
- mise en concurrence des universités entre elles, via les PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur)
- réduction considérable de la représentation des étudiants, des personnels et enseignants chercheurs dans un conseil d'administration restreint, mais entrée en force de personnalités extérieures, notamment du monde économique et des entreprises
- désengagement financier de l'Etat et développement du financement privé par la création de fondations universitaires et partenariales ; augmentation à terme des frais d'inscription pour compenser le retrait de l'Etat
- compression des dépenses salariales, mais transformation des universités en agents immobiliers suite à la cession du parc immobilier par l'Etat
- possibilité pour le président de créer et fermer des filières en fonction des besoins économiques

---

[41] Annie Vinokur, op. cité, et ARESER, Christophe CHARLE, Charles SOULIÉ , *Les ravages de la "modernisation » universitaire en Europe,* Paris, Syllepse, 2007.

- possibilité pour le président de recruter des agents contractuels ou de recourir à des entreprises de sous-traitance

L'objectif profond de la réforme

C'est bien d'un alignement sur les normes de fonctionnement des universités privées anglo-saxonnes dont il s'agit à terme. La LRU se situe dans le prolongement des réformes antérieures du LMD et dans la suite logique du rapport Hetzel, commandé suite à la mobilisation contre le CPE et remis à l'automne 2006 au gouvernement. Ce rapport, au nom d'une volonté de réduire l'échec scolaire et de développer l'égalité des chances, propose la mise en place d'une sélection des étudiants à l'entrée à l'université. Il préconise également une professionnalisation accrue des études, afin d'aider les étudiants à trouver leur voie. Sous couvert de répondre à la précarité et au chômage des jeunes, il tend à une marchandisation de l'enseignement supérieur et de l'éducation en général, avec la volonté d'adapter les formations aux besoins à court terme du marché du travail, conclut la brochure de SUD-Etudiant.
On peut faire l'hypothèse que cette réforme correspond à un changement profond du rôle de l'université et de son articulation au marché du travail. Alors que dans les années 50 à 70 l'université recrutait les enfants de la bourgeoisie et les formait pour leur procurer un métier dans les classes moyennes voire supérieures, la démocratisation scolaire et la massification universitaire des années 80-90 ont entraîné un changement de la composition sociale des étudiants, avec plus d'étudiants issus des couches moyennes, voire populaires, ainsi qu'une forte dévalorisation des diplômes, qui convenait bien au patronat. Mais l'université formait encore les couches moyennes du salariat, appelées à encadrer et gérer les entreprises du secteur public et du secteur privé, les grandes écoles formant, elles, les cadres véritablement dirigeants.
Avec la réforme actuelle, l'université change de fonction. La séparation demeure ou s'accroît entre universités et grandes écoles, ces dernières formant toujours les cadres dirigeants ; mais une tranche d'universités d'excellence triées sur le volet est destinée à former les cadres des entreprises privées et ceux d'un secteur public en voie de privatisation, cadres à la mobilité internationale croissante. Le reste de l'université est voué à former les surnuméraires sur le marché du travail, diplômés de seconde zone destinés aux emplois précaires et dévalorisés, ou issus des formations professionnalisantes. Ainsi déjà à Nanterre, il y a une licence de gestion de clientèle de banque financée par la BNP....
La multiplication de ces licences et filières étroitement professionnalisantes formera des cadres moyens ou subalternes des entreprises qui verront leurs compétences rapidement dépassées ou remises en cause et devront se reconvertir ou se former à nouveau pour les besoins du marché. Cette dévaluation des diplômes professionnalisants ira de pair avec une précarisation accrue.
C'est donc une réforme qui va profondément à l'encontre du slogan qui la justifie, le renforcement de l'économie de la connaissance, au nom de la compétition internationale, et qui instaure un gâchis colossal des compétences de la jeunesse, en lui barrant l'avenir, sauf pour une minorité capable de répondre aux critères de plus en plus sélectifs des universités d'excellence. Toutefois, au regard des conséquences de cette logique dans un pays comme le Royaume Uni qui fut le premier à appliquer la réforme et est donc très avancé dans ses effets, on peut se demander si cette réforme ne va pas entraîner des effets pervers pour le bon fonctionnement même du capitalisme. En effet, comme le remarque Pierre Cours-Salies, de l'Université Paris VIII, en Angleterre les études supérieures sont devenues si chères qu'une

pénurie de diplômés s'est installée, qui conduit les entreprises à recruter des diplômés étrangers !

2. Un démarrage très rapide de la mobilisation

Le mouvement de contestation de la LRU va démarrer très vite dès la rentrée universitaire de l'automne 2007, à la différence du mouvement contre le CPE qui avait nécessité un mois et demi de sensibilisation et d'information des étudiants. C'est que l'on ne part pas de rien, et que les réseaux, les équipes syndicales et militantes constitués dans la lutte contre le CPE sont à pied d'œuvre et se mettent aussitôt en mouvement. Ainsi, la mobilisation prend très vite.
Malgré le caractère sibyllin de la LRU, les étudiants, dont beaucoup ont été formés par le mouvement précédent contre le CPE, comprennent assez vite ses dangers, en termes de risque d'augmentation des droits d'inscription, mais surtout en termes de concurrence accrue des universités et de perte de l'équivalence nationale des diplômes. Certes, comme à l'accoutumée, les étudiants de sciences humaines sont-ils plus mobilisés qu'en sciences dures. Mais la popularisation des dangers de la LRU se fait vite, et le mouvement démarre dans de nombreuses facultés de région parisienne et de province, avec des blocages et occupations, et des manifestations rapidement importantes.

« Sur Paris-VIII, ça a commencé très tôt, il y a eu une première réunion d'information en octobre , une AG intersyndicale, SUD a été très actif, avec aussi l'UEC, un noyau de militants assez ouvert s'est constitué très vite. On a eu une AG de 2500 étudiants dans le bâtiment C. On a voté la grève avec blocage sans difficultés, mais on avait très peu de monde pour tenir les blocages. Certains profs du département de science politique et de philo se sont mis en grève, et ont fait des ateliers alternatifs sur l'université, son rôle, le savoir. Il y a eu une bonne collaboration. Mais les profs des autres départements ont tenu cours et examens.
Il y avait eu l'année précédente lors de la fermeture du département d'anthropologie l'occupation d'un amphi pendant deux mois, et là s'était constitué un premier noyau de militants ne ressemblant ni à des militants de SUD, ni de l'UNEF, mais à des totos sans en être, quelques situ, beaucoup de gens ayant lu Deleuze, Spinoza, et ce sont ces gens-là que l'on va retrouver pendant le mouvement de 2007 contre la LRU. Il en est tout de suite sorti une capacité à l'auto-organisation, que tout le monde ait la parole et que les choses ne soient pas aux mains de quatre ou cinq personnes pseudo-élues. Pendant la grève des cheminots, ceux qui occupaient la fac avaient le bâtiment C pour eux, et c'était assez jovial, ça faisait soixante-huitard, on fumait des joints, on était une soixantaine divisés en plusieurs groupes mais en fait très liés. Il s'est constitué l'UFR 0 avec une approche transdisciplinaire, ouverte, d'université évadée. Il y a eu tout un apprentissage collectif, une socialisation, ce noyau s'est soudé dans des cadres qui n'étaient même plus ceux de la mobilisation, à partir de discussions sur l'autogestion, sur ce qui est profitable pour un mouvement, sur le rôle de l'université… Ça a posé des bases communes entre les gens, par la discussion mais aussi par la fête, par des liens d'amitié ou d'amour relevant de l'intime. Ces gens avaient un habitus leur permettant d'intervenir en AG, de militer. Cela a créé par la suite, une fois le mouvement retombé, un clivage entre ce noyau constitué et les militants de l'UNEF ou de la TUUD. » (Sarah, Paris-VIII)
En même temps, les étudiants qui ont porté en vain et seuls une lutte contre la loi LRU à la rentrée 2007 se sentaient un peu floués d'avoir à soutenir des professeurs en grève en février 2009 alors que ceux-ci les avaient insultés en décembre 2007.
« Sur Nanterre, la première grande AG (1500 personnes) a eu lieu tout de suite après le lancement de la grève des enseignants-chercheurs le 2 février 2009. Mais tout de suite on a

senti que les profs avaient une attitude de profs, et que l'on restait des étudiants pour eux. C'est pourquoi on a discuté de faire des AG étudiantes à côté des AG unitaires enseignants-étudiants. Puis rapidement, les étudiants s'essoufflant à venir à deux AG par semaine, on n'a plus fait que des AG d'étudiants. Une de nos batailles, avec SUD, la CNT et les non syndiqués, fut de ne pas se focaliser uniquement sur les décrets, mais de mettre en évidence la LRU comme socle commun de ces réformes – ce que refusait l'UNEF, qui avait tué le mouvement de 2007- . Lors de la première Coordination Nationale Etudiante de Rennes, l'abrogation de la LRU a été mise en avant dans l'Appel. Mais la mobilisation des profs restait déterminante pour avoir une réelle mobilisation des étudiants. A part des initiatives isolées, il n'y a pas eu vraiment de tentative de jonction avec des salariés, bien qu'il y ait eu une grève à la Poste à Nanterre au même moment. On a bloqué les rails trois quarts d'heure à la gare Montparnasse après une manifestation qui se terminait aux Invalides, mais ce fut mal perçu par certains voyageurs. » (Salvo, Paris X, Vague Européenne)
Le mouvement étudiant de l'automne 2007 est en effet resté limité aux étudiants, et seuls de rares enseignants se sont joints au mouvement ou l'ont appuyé. Or les étudiants n'ont pas ménagé leur peine pour entraîner les enseignants dans la lutte contre la LRU ? mais sans succès.
« A Paris I, certains profs étaient plutôt favorables au mouvement contre la LRU, et nous disaient : « Oui, vous avez raison, mais il ne faut pas bloquer la fac. » Ils avaient fait quelques AG entre eux pour savoir s'ils faisaient quelque chose avec nous, mais pas le blocage. Ils avaient une relation condescendante et paternaliste avec nous, sans grande proposition. Beaucoup d'enseignants nous traitaient de fascistes rouges. Beaucoup espéraient en fait tirer bénéfice de la LRU, car la Sorbonne fait partie de l'élite. A Paris I, il y a beaucoup de mandarins, ça a renforcé le clivage, et les personnels n'étaient pas trop prêts à bouger. Aujourd'hui (janvier-février 2009), ce sont eux qui sont en tête, car ce sont eux qui risquent le plus.
Le mouvement est parti très vite, très spontanément, peut-être trop vite sans une période d'explication assez large; on s'est inspirés des leçons du CPE pour organiser les AG. Les étudiants ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire, mais le problème de la LRU restait universitaire et ne mobilisait pas les autres secteurs professionnels. C'est cela qui fait que l'on a perdu, car les étudiants seuls – même si la majorité sont salariés – ne pouvaient pas gagner. On a essayé de faire des actions communes avec les cheminots qui étaient en grève, c'était le secteur auquel on pouvait se raccrocher, et il est venu des cheminots aux AG, on a eu des liens politiques et syndicaux. Mais le mouvement contre la LRU a commencé à retomber lorsque les cheminots ont lâché – sous la pression de Bernard Thibault - , alors les étudiants se sont retrouvés beaucoup plus isolés.
L'UNEF n'était pas contre la LRU et voulait transformer le mouvement en d'obscures petites revendications, car à la base ils ne voulaient pas que ça parte (alors que lors du CPE ils étaient dans la mobilisation, car il y avait l'élection présidentielle un an après et ils sont très proches du PS où ils font ensuite carrière). Cette mobilisation a été lancée par SUD-Etudiant et la FSE, mais elle a entraîné pas mal de gens de tout bord, du PC, de la LCR, libertaires, et non syndiqués. Les médias, sauf exception, n'ont pas suivi. L'UNEF a son porte-parole qui se pose comme le représentant du mouvement. Je voulais qu'on désigne deux porte-paroles à la Coordination nationale et j'étais contre le roulement, afin qu'ils soient identifiables , mais ce n'est pas passé.
On a subi une répression très forte. A plusieurs reprises, le président de Paris I a appelé les CRS pour nous déloger, des gens ont été tabassés, placés en garde à vue. La présidence faisait des communiqués mensongers en nous accusant de bloquer cagoulés avec des barres de fer. Ils ont organisé un vote par Internet sur la reprise des cours, qui a eu lieu sur Tolbiac occupé, ils ont prétendu avoir eu 76 % de votes contre le blocage, mais nous n'avons pas reconnu ce

vote. Le pic le plus aigu des tentatives de casser la grève fut quand le président a envoyé des mails surtout aux étudiants d'économie et gestion pour venir se rassembler pour reprendre les cours. Ce jour-là, les activistes du RAID – ex-GUD – ont chargé les blocages avec des cutters. Mais les blocages ont tenu, on les a repoussés. Alors le président et sa clique sont allés frapper les bloqueurs, ce qui a scandalisé quelques profs.
Là les profs commencent à bouger depuis novembre, car la LRU commence à se faire ressentir avec le décret sur le statut des enseignants-chercheurs. Des profs qui en 2007-2008 nous traitaient de fascistes proposent la rétention des notes ; nous, on soutient, même si ce n'est pas la manière la plus maline de se mettre les étudiants dans la poche. Ce qui serait bien, ce serait des AG communes. A SUD-Etudiant, nous avons rédigé un tract commun avec les enseignants de l'UNSA et de la CGT, qui a été envoyé à tous les personnels, les profs et les étudiants. L'UNEF a tout d'abord refusé de s'y joindre, le SNESUP aussi, mais quand l'UNSA et la CGT l'ont signé, le SNESUP a suivi, puis l'UNEF, puis même le SGEN-CFDT, le plus à droite. A SUD-Etudiant, on défend une stratégie très unitaire, amis en restant fermes sur les positions à prendre. La mobilisation des étudiants, aujourd'hui – février 2009 – commence ; si le mouvement des profs tient, les étudiants partiront en mouvement, mais il faudra faire des animations pour qu'ils ne restent pas chez eux, avec des débats, des conférences. » (Laurent, Paris I)

3. Le peu de soutien syndical et populaire

La grande différence entre le mouvement contre le CPE et celui de l'automne 2007 contre la LRU est l'absence quasi-totale de soutien des syndicats et de la population dans le second.
Une première raison tient à la complexité de la loi, qui est sibylline, difficile à expliquer, et aux effets encore incertains.
Une seconde tient au fait que le principal syndicat étudiant, très proche du PS, l'UNEF, n'est pas hostile à la réforme, et ne suivra le mouvement que contraint et forcé, et du bout des lèvres, sifflant la fin de la grève dès que le gouvernement lui a cédé des concessions mineures
Une troisième raison est que lorsque le mouvement étudiant contre la LRU bat son plein, il n'est pas suivi ou accompagné par une lutte des enseignants contre cette réforme, dont on leur a fait miroiter certains avantages (plus d'autonomie, plus de moyens dans certaines universités plus prestigieuses…), mais dont ils ne voient pas encore clairement les dangers .
« Les profs, du début à la fin [du mouvement étudiant de l'automne 2007], on ne les a pas vus, sauf la minorité qui avaient bougé contre le CPE. Ils se disent : « Ça donnera plus d'argent, c'est moi qui en bénéficierai ! » Le SNESUP n'a pas bougé. Les profs ont commencé à esquisser quelque chose très tard, début décembre, quand le mouvement étudiant était mort, avec toutes les pressions faites sur eux pour les partiels. » (Otman, Paris-VII)
Enfin, pour les salariés et le gros de la population, la loi de réforme des universités reste un enjeu lointain, sans lien direct apparent avec leur situation sociale, voire de caractère corporatiste, et que sauf exceptions, la remise en cause de l'université libre, égalitaire et gratuite que signifie la LRU, même si elle peut concerner leurs enfants, n'est pas spontanément perçue par eux comme un danger facile à cerner. Seules seront tentées (et parfois réussies) des convergences avec les cheminots alors en grève. Le contre-coup sera que la fin de la grève des cheminots (fortement imposée par la CGT) signera la fin du mouvement étudiant contre la LRU à quelques semaines près.
«Le mouvement est retombé très vite, avec le couteau dans le dos planté par l'UNEF, et aussi parce que les plus grosses AG ont eu lieu quand il y avait la grève des transports. Quand on manifestait avec les cheminots, ça donnait une motivation pour expliquer l'ensemble des

attaques contre les services publics. Quand la grève des cheminots s'est arrêtée, le mouvement a reflué. » (Otman)
Seuls SUD-Etudiant et la FSE mobilisent dès la rentrée contre la LRU. Certes, ils ont rapidement le soutien d'une bonne partie des étudiants. Mais leur mobilisation ne « passe » pas dans l'opinion. A cela s'ajoute le fait que la plupart des présidents d'universités, à qui la réforme donne des pouvoirs exorbitants, sont d'accord avec celle-ci et le font savoir.
Ainsi au fil des semaines et des mois d'octobre, novembre et décembre 2007, la mobilisation des étudiants ne parvient pas à faire basculer l'opinion en sa faveur.
Un dernier obstacle à la généralisation du mouvement est que les lycéens sont partis en mouvement très tôt, dès le printemps 2008 et le sont restés en de nombreux endroits jusqu'en automne, mais sont restés isolés et ont été lâchés par les enseignants et les parents d'élèves, tout en étant frappés par une sévère répression (exclusions, condamnations…). Or c'est souvent la jonction entre un mouvement étudiant et un mouvement lycéen qui fait basculer l'opinion et entraîne le reste de la population.

4. L'échec du mouvement

Comme à l'accoutumée, la prise de position de l'UNEF en faveur de la levée des blocages et de la suspension de la grève est un indicateur de l'essoufflement du mouvement.
Ainsi s'exprime Bruno Julliard le 28 novembre 2009 en annonçant que l'UNEF va consulter ses militants par Internet sur la suspension de la grève « au vu des dernières avancées obtenues » :

Société 28/11/2007 à 07h00

L'Unef va consulter ses militants par internet sur «une suspension de la grève et des blocages»

Bruno Julliard, président du syndicat étudiant, entend demander aux adhérents «s'ils sont favorables à ce que l'Unef se prononce pour une suspension de la grève et des blocages dans les universités».

Bruno Julliard, le président de l'Unef, qui souligne que des universités commencent à lever le blocage, se prononcera d'ici un à deux jours, après la consultation des adhérents. Il met en garde contre la *«radicalité»* de la coordination étudiante. Une radicalité qui serait un *«cadeau à Nicolas Sarkozy»* en laissant le *«mouvement étudiant pourrir»*, et au final, une source d'*«échec»* pour Bruno Julliard.

Entretien.

A l'issue de votre rencontre hier avec Valérie Pécresse, vous avez salué des «avancées importantes». Dans ces conditions, l'Unef pourrait-elle appeler à cesser le mouvement ?

Il appartiendra aux adhérents d'en décider. On vient de lancer une consultation de tous les adhérents de l'Unef par Internet. Ils sont invités à se prononcer sur le site de l'Unef à une question simple : au vu des dernières avancées obtenues, on demande aux adhérents s'ils sont favorables à ce que l'Unef se prononce pour la suspension de la grève et des blocages dans les

universités. Cela permettra d'adopter une position claire de l'Unef. J'espère qu'on aura un nombre de votant significatif dès demain, sinon, on repoussera les résultats à vendredi. On a besoin de ce délai pour que les militants en discutent, analysent les annonces que nous avons obtenues, et fassent le lien avec les revendications sur les dangers de la loi. Il faut expliquer les gardes fous que constituent ces avancées. Après, c'est aux assemblées générales, in fine, de décider s'il faut poursuivre ou non les blocages. Je vois qu'aujourd'hui, il y a déjà eu 6 universités qui les ont levés. Mais pour la position de l'Unef, j'attendrais la consultation des adhérents pour me prononcer.

Quelles sont les craintes des étudiants qui pourraient être dissipées par les annonces de Valérie Pécresse ?

L'élément qui a été le plus mobilisateur et a suscité le plus de crainte, c'était d'abord la peur que l'autonomie se traduise par un désengagement de l'Etat et une privatisation du financement de l'université. Le fait que nous obtenions un engagement formel par contrat sur un investissement supérieur à 15 milliards d'euros en cinq ans est un élément qui est fondamental. S'il y a un engagement public massif, les risques que les universités soient tentées d'aller chercher de l'argent privé ailleurs sont nettement moins importants. Par ailleurs l'engagement de Valérie Pécresse de porter la dépense par étudiant à 10 500 euros à cinq ans, est très fort. Et le fait que ce soit un engagement écrit est plutôt positif.

Autre crainte : l'autonomie entraînera des inégalités majeures entre étudiants et entre universités. C'est pour cela que nous avons bataillé pour obtenir un cadrage national des diplômes, pour que tous les diplômes aient la même valeur, ce qui met un frein à l'autonomie des universités dans la délivrance des diplômes.

Sur la sélection, nous obtenons qu'un texte réglementaire encadre de manière très claire le fait qu'en aucun cas la sélection ne sera autorisée par les universités. Ce texte va réaffirmer que les lycéens ont le droit de s'inscrire dans la filière de leur choix.

Sur les bourses, la création d'un sixième échelon dès le 1er janvier est une victoire nette. Sur le plan des réussites en licence, seuls 17 millions sont prévus dans le budget 2008, ce qui est très insuffisant. Mais comme nous avons obtenu un plan pluriannuel, les engagements, qui doivent être précisés dans les jours à venir, seront bien plus conséquents. Mais il reste des craintes sur les éléments démocratiques, le poids des personnels et des étudiants dans les universités, et sur la question de la précarisation des personnels.

L'Unef, qui n'a jamais défendu le retrait de la loi depuis le début du mouvement, ne risque-t-elle pas de perdre une partie des ses militants de base qui sont pour l'abrogation ?

Je ne crois pas du tout. D'ailleurs, les premiers retours que j'ai me font dire que les militants de l'Unef sont plutôt fiers des victoires obtenues. En revanche c'est vrai que dans les AG, il y a des étudiants – je ne parle pas de ceux de l'Unef – qui sont bien plus radicaux. Ils nous demandent de prendre des positions particulières. Je leur conseille d'adhérer à l'Unef et de pouvoir infléchir la ligne du syndicat si elle ne les satisfait pas. Je leur dit de faire attention à ce que par une radicalité, on n'emmène pas les étudiants dans un mur au final, en n'obtenant aucune victoire. Le rapport de forces existe d'abord pour obtenir des victoires. C'est le rôle du syndicat, comme la CGT l'a fait dans le conflit des cheminots. Lorsqu'il y a un rapport de force, il doit être utile. Et il est utile quand on obtient des avancées.

L'Unef est critiquée lors des AG, comme à Nanterre où une motion contre elle a été votée. Des étudiants, notamment de la coordination nationale, vous reprochent de ne pas représenter le mouvement. Que leur répondez-vous ?

Je ne me prononcerai pas là-dessus. La coordination a une certaine légitimité. Mais au vu de sa radicalité et du refus d'intégrer un certain nombre de délégations, je doute qu'elle représente à elle seule le mouvement étudiant. Nous avons des différences stratégiques très nettes. Cependant, on verra ce qui se passe dans les jours à venir et ce que pensent la majorité des étudiants.

Depuis le début du mouvement, est-ce que l'Unef n'a pas été dans une position difficile du fait d'avoir déjà négocié, et en un sens accepté, la loi l'été dernier ?

D'abord, même si nous avons négocié la loi au mois de juillet, nous ne l'avons jamais acceptée. Nous avons toujours dit que cette loi est dangereuse, particulièrement dans un contexte de pénurie budgétaire. Cependant, si certains ont pu penser que l'Unef avait une position alambiquée, nous ne serons au final jugés que sur une seule chose : les résultats. Or je constate que nous avons obtenu les gardes fous conséquents quant aux principaux dangers d'application de la loi.

A vos yeux, est-il important de gagner en partie le combat, en vue des prochains conflits ?

C'est déterminant. Le pire serait de faire le cadeau à Nicolas Sarkozy de laisser un mouvement étudiant pourrir, ce qui risque d'emmener les étudiants à l'échec, pour au final rendre impossible de remobiliser les étudiants quand nous en aurons encore besoin.
« Aujourd'hui [novembre 2008, soit avant le lancement du mouvement des enseignants-chercheurs en janvier suivant], sur la LRU, à Paris-VIII, il y a l'activité à l'intérieur de mon réseau et ce qui se passe en dehors. En dehors, il n'y a pas grand-chose, l'UNEF fait une campagne fourre-tout sur la précarité étudiante et demande des sous, mais ne parle pas de la LRU. Dans notre réseau, on essaie d'être vigilants, on suit la mise en place de la LRU, mais l'heure n'est plus à la lutte, on est pris par autre chose. On n'est pas soutenus par les profs qui se mettent en grève sur leurs trucs de postes. On fait plutôt des AG d'UFR, l'idéal serait de se retrouver ensuite en AG de fac où les AG d'UFR feraient remonter les problèmes et dégageraient ce qui nous fédère. Mais en termes de lutte, il ne se passe pas grand-chose, il y a un découragement ambiant, et en même temps, sur quel mot d'ordre repartir ? La crise, ce sont les mêmes qui étaient déjà en galère qui se font virer. Il va peut-être y avoir un rebondissement au second semestre. On est encore dans l'après-défaite. Le problème est aussi de toucher tous les étudiants ; ceux qui ont eu une socialisation pour se mobiliser sont en sciences humaines ou en art, et sont issus des classes moyennes, et pas dans les départements les plus nombreux, où il y a plus d'étudiants issus des couches populaires. Nous, on est des dinosaures, on est venus chercher à la fac autre chose que des compétences professionnelles. Mais la majorité des gens sont là pour ça. Il y a eu la démocratisation scolaire à une époque où on avait besoin de main d'œuvre qualifiée, mais il y a eu un impensé, le lien entre savoir universitaire et compétences professionnelles. Si les gens viennent pour apprendre, on peut concevoir un temps d'errance, il faut l'affirmer et dire qu'on refuse l'obligation de réussite. » (Sarah, Paris-VIII). Cette question est reprise par Samuel, de Paris VIII également : « Il peut y avoir une revendication de choix, de maîtrise de son parcours. »

5. Les leçons de l’échec et les lendemains du mouvement

Quoi qu’il résulte de la lutte étudiante de 2007 et 2008-2009 contre la LRU, il en restera une massive prise de conscience du sens et des dangers de la réforme ; en effet, la grève des enseignants étendue jusqu’aux départements de droit et de gestion (même si les professeurs y ont beaucoup moins appliqué les consignes de grève qu’ailleurs) a touché tous les étudiants et les a sensibilisés, tandis que les syndicats et mouvements étudiants ont poursuivi leur travail d’information et de mobilisation en bloquant des dizaines d’universités pendant de longues semaines.

Certes, l’opinion publique, très mal informée par les médias à la solde du pouvoir, s’est peu saisie de cet enjeu et est restée assez indifférente au conflit, contrairement à la lutte contre le CPE de 2006.

Toutefois, de nombreux étudiants ont pris conscience des effets de la réforme tant sur leurs études, leurs possibilités de débouchés professionnels, que sur la place et le rôle de l’université et du savoir dans la société. Un effort significatif a été également effectué par les étudiants mobilisés pour replacer la réforme dans le cadre général des politiques européennes et du processus de Lisbonne, et pour nouer des liens sur le plan international ou du moins européen.

C’est le cas de ***Vague Européenne***, créé par des étudiants principalement italiens venus étudier en France dans le cadre des échanges Erasmus. Ecoutons Salvo, venu étudier le droit à Paris X à l’automne 2008 après avoir commencé ses études en Italie :

« Je suis parmi les fondateurs de Vague Européenne. C’est lié au mouvement étudiant de l’automne 2008 en Italie. Beaucoup d’étudiants italiens font des études ici et ils se sont demandé comment soutenir le mouvement italien, mais ils se sont aperçu assez vite que les mêmes problèmes existaient en France. On a fait alors une assemblée générale de 150 Italiens, on a adopté le français comme langue d’échange, et on a lancé une discussion sur le fait que l’on avait les mêmes réformes partout en Europe et qu’aucun gouvernement ne changerait seul ces lois ; la seule riposte valable était donc de doubler les mouvements nationaux par des luttes au niveau européen. Pas mal d’étudiants nous ont rejoints, français, italiens, espagnols, allemands, grecs. L’idée du Contre-Sommet de Louvain les 26-29 avril, lors du sommet des ministres européens de l’enseignement supérieur à Bruxelles, nous est venue à ce moment-là. Déjà auparavant, le mouvement en Italie s’appelait *Onza anormale*, et il y avait à Londres un mouvement appelé *European anormalous wave* qui a occupé le consulat italien. Après, il y a eu le mouvement grec, et on est allés les voir pour construire quelque chose ensemble, mais ils n’en avaient pas envie. A *Vague européenne,* il y a des sensibilités politiques très différentes, mais un projet commun d’établir un réseau européen, car les luttes ne peuvent plus se mener seulement au niveau national.

A Louvain, j’ai rencontré des étudiants qui avaient fait l’Armée des Clowns. C’est un mouvement né en Angleterre, où il s’appelle CIRCA- Clandestine Insurge Rebel Clown Army ; ils se disent rebelles, mais pas révolutionnaires, car ils pensent que le changement doit être constant. Le message des clowns met en évidence les contradictions et peut être perçu par tout le monde, à la différence de l’action des *Black Blocks*. C’est non violent. On a fait même rigoler les CRS avec nous. A Paris, on a continué avec ce type d’action, par exemple à la manifestation du 14 mai, beaucoup de gens ont apprécié ; cela permet de sortir un peu des schémas traditionnels de lutte, d’affrontement.

La seule voie de sortie, c’est une prise de conscience au-delà des frontières françaises. Au niveau européen, on s’aperçoit que l’on n’est pas les seuls touchés, il y a beaucoup de contacts. »

Déjà, en 2009, lors de plusieurs contre-sommets (conférence interministérielle de Leuven et Louvain-la-Neuve, G8 des universités à Turin), les mouvements étudiants européens, confrontés aux mêmes stratégies de globalisation et de privatisation universitaire, se sont rencontrés pour élaborer une réponse commune. Un nouveau contre-sommet fut organisé en mars 2010, et un *Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne en matière d'enseignement supérieur et de recherche* fut lancé[42].

Les dimensions utopiques du mouvement

Tout mouvement social porte en lui un au-delà du mouvement, quelque chose qui dépasse les revendications immédiates et essaie de dessiner un avenir, une alternative sociétale. C'est le cas du mouvement de 2007-2008 contre la LRU. Dans un certain nombre d'universités, des étudiants ou même des enseignants ont mis en place des séminaires alternatifs, ouverts, des bribes d'université libre[43]. C'est le cas notamment avec l'UFRO à Paris 8, avec le séminaire Emancipation, puis Propriété et Résistances à l'ENS de Paris, avec l'Université Autogérée de Lyon II, avec le séminaire Emancipation de l'ENS de Lyon, avec le Comité 227 de Toulouse le Mirail, avec l'université Paris 14, avec le mouvement de Rennes Troie, notamment. Nous évoquerons ici quelques unes de ces expériences[44]. Le plus important est que les étudiants et initiateurs de ces expériences (il y a parmi eux de simples chômeurs solidaires) ne veulent pas arrêter le mouvement et mettent en place des initiatives qui le prolongent, et font vivre un lendemain à la révolte. Ainsi se sont-ils rencontrés dans la première coordination nationale de ces expériences, appelée Inter-séminaire, les 4 à 6 juin 2010 dans le squatt La Générale, et une autre rencontre est organisée en juillet à Toulouse. Dans cette première rencontre, il a été beaucoup discuté de l'objectif : changer l'université, ou la société ? Il est apparu que toute alternative ne pouvait se bâtir qu'à la fois dedans et dehors de l'université.

- **L'UFRO à Paris 8**

L'UFRO est née lors de la lutte contre la LRU à l'automne 2007, et s'est constituée à partir de la volonté de faire durer la grève au-delà de la lutte, au sein du régime normal de l'université. C'est une université sans lieu spécifique, qui fonctionne sous une forme non formalisée et qui est ouverte à des non étudiants et personnes extérieures à l'université (des RMIstes, des chômeurs, des jeunes des environs), sans professeurs et sans personnes détentrices du savoir. Elle s'installe avec des tables et des chaises là où passent les étudiants sans se rencontrer, les personnes qui en font partie peuvent décider de faire un cours à n'importe quel moment. C'est une forme de sabotage des formes convenues de délivrance du savoir. Cette université pose la question des rapports humains au sein de l'université, et du rapport du savoir à l'absence de lien social. Elle permet aussi de questionner ce que l'on fait à l'université. Elle se pose contre la segmentarisation des savoirs, et contre l'expropriation de la vie universitaire pour tous les étudiants. Elle s'inspire de l'exemple socratique, et du « Maître ignorant » de Jacques Rancière : il s'agit d'amener l'autre, par des interrogations successives, vers son propre point de vue. C'est un embryon de société dans un territoire sans lieu, rhizomatique, selon l'acception deleuzienne ; c'est une attention au commun, où chacun gère le commun.

---

[42] Cf. entre autres le site de Fac verte http://facverte.org et celui de Vague européenne http://www.vagueeuropeenne.fr

[43] Rappelant l'expérience de l'université autogérée et alternative créée à Vincennes pendant et après mai 68. Elle allait fonctionner pendant des années sur des bases plus ouvertes que le reste de l'université, avant de devenir Paris VIII et d'être transférée à Saint-Denis.

[44] Nous renvoyons ici au site http://inter-seminaire.org

L'UFRO a eu des échos dans le département de philosophie de Paris 8, où elle a produit des notes, avec des conflits entre les étudiants de ce département et ceux de l'UFRO. Les professeurs de philosophie et des étudiants du département de philosophie ont ainsi fait une Déclaration d'indépendance ; beaucoup de gens de l'UFR l'ont vécu comme une récupération. L'UFRO est restée dans l'inévaluable, a produit peu de textes, les productions se sont faites ailleurs. (Efflam)

- **Le Séminaire Emancipation de l'ENS**

Le séminaire des étudiants en lutte de l'ENS est parti de la lutte contre la LRU et du fait que de nombreux étudiants qui ont vécu la douleur de la fin des mouvements ont ressenti la nécessité de continuer, en dépit des amères victoires stratégiques. Il s'agit de « commencer un mouvement comme si l'on était en train de le continuer (c'est-à-dire s'affranchir de ses objectifs limités, à court terme, pour rejoindre un peu plus vite son horizon réel) ; mais c'est aussi continuer un mouvement comme on l'avait commencé, ce qui signifie se palcer dans la posture, critique et réflexive, d'un engagement lucide tout en gardant cette forme qu'est le mouvement, où les singularités diverses parviennent à tenir ensemble, où du commun se dégage, où des liens se créent- c'est ne pas s'aliéner, en somme, dans le morcellement qu'implique tout ralliement exclusivement syndical ou partitaire. »
Pour les organisateurs de ce séminaire, la recherche a une double importance : dans sa dimension universitaire, elle est menacée de toutes parts par les réformes induites du processus de Bologne ; « dans sa dimension politique, elle peut seule nous sortir des impasses où nous mènent les mouvements sociaux ; elle consiste à assumer le mouvement dynamique d'une praxis (où pratique et théorie sont inséparables) qui ne prétend jamais avoir trouvé de solution définitive (se prémunissant ainsi contre les risques de dogmatisme). […] il faut recourir à une radicalité, la radicalité comme volonté de prendre les problèmes à leur racine, de comprendre comment fonctionnent les situations, de ne pas se contenter de soigner des symptômes – radicalité ouverte, qui n'a pas de chapelle à défendre, qui évite le piège du « tout ou rien », car le tout est à chaque moment de la lutte, dans chaque situation que l'on crée. »

- **L'Université Paris 14**

L'université Paris 14 est née en février 2009 et a été fondée par des universitaires, enseignants, chercheurs et étudiants mobilisés contre les réformes issues de la loi LRU. Son fonctionnement est simple : les cours sont donnés en public et se tiennent tous les mercredis à 14H sur la ligne 14 du métro parisien. « Comme la ligne 1, l'Université n'a ni chauffeur, ni Président, ni instances dirigeantes : elle est autogérée, critique, nomade et ouverte à tous. C'est un lieu d'élaboration et d'échange gratuit de savoirs. C'est une réponse au démantèlement du système public d'enseignement et de recherche organisé par le gouvernement. Ses principes fondateurs affirment, face aux logiques du mépris et de l'économie-reine, la joie d'apprendre et de se rencontrer. (Contact : http://univ-paris14.blogspot.com) »

- **Rennes Troie**

Cette initiative est née en février 2009 dans le cadre de la lutte contre la LRU. C'est une remise en cause du rapport enseignants-enseignés, avec une grande ouverture des thèmes

d'ateliers. L'idée est de revaloriser les savoirs non intellectuels. C'est ouvert à des personnes extérieures à l'université.
Bernard Aspe, qui y participe, résume ainsi le défi du mouvement actuel de lutte contre la LRU, dans un texte du 25 mars 2009 « Pour une politique du savoir » :
« La question se pose à chaque fois qu'il y a un mouvement autour des universités, d'arriver à faire en sorte que ne soit pas laissée hors champ la façon dont est organisé, dont est construit le savoir universitaire lui-même. […] Ce qui est vraiment très important il me semble, c'est de remarquer la limite du point de départ des mouvements de contestation. Ce qu'on entend dans les luttes liées à l'université et d'une façon générale à l'école, c'est qu'il y aurait quelque chose comme des impératifs économiques, des impératifs marchands, qui s'imposeraient dans un espace qui devrait a priori être soustrait à ces impératifs ; on serait supposer penser que cet espace , l'espace universitaire, l'espace de construction et de diffusion du savoir, y serait a priori étanche. Or en réalité il me semble nécessaire de bien voir qu'il n'y a pas intrusin d'une logique libérale dans un espace qui y serait a priori soustrait. La question est plutôt de savoir ce qui dans cet espace est déjà disponible à ces impératifs, déjà tourné ou déjà préparé à cette intrusion qui n'est donc pas une intrusion qui vient de l'extérieur : quelque chose bien plutôt l'appelle et en réalité a peut-être toujours été en phase avec ces impératifs là. […] ce qui dans l'espace universitaire permet et appelle même déjà la supposée intrusion d'une logique marchande, d'une logique entrepreneuriale, c'est la mise en disciplines des savoirs.
[…] La question que je voudrais ouvrir est alors celle-ci : que signifierait une autre image du savoir ? […] Que serait un tel pluralisme ? Comment penser une pluralité d'approches qui ne soit pas une pluralité disciplinaire ? […] Que serait un mouvement apparenté aux mouvements de chômeurs qui refusent le travail et qui contestent la valeur-travail, un mouvement d'étudiants qui refuse ou qui attaque la valeur-diplôme ? Un tel mouvement existe de façon parcellaire, fragmentaire, mais ne semble pas avoir encore trouvé ses voies d'expression. Il s'agirait alors d'attaquer l'image du savoir qui permet la lisibilité des cursus et des carrières universitaires.»
Le propos de Rennes Troie est le même que celui le l'UFRO ou de l'Université Paris 14 : « il n'y a aucune raison de finir les luttes. Un enseignant cité dans un article du Monde sur Rennes Troie disait avec ironie qu'à rennes, on n'est jamais sûr qu'un mouvement s'arrête tant que le capitalisme n'est pas aboli. Au lieu de relayer les facilités de la posture ironique, il faudrait prendre à la lettre ces propos : dans le monde configuré par le capital, les luttes n'ont aucune raison de finir une fois qu 'elles ont commencé. La question est toujours de savoir quels agencements vont être inventés pour faire en sorte que ce qui a commencé ne s'arrête pas. »
En juin 2010 à Paris, un « inter-séminaire » réunit les animateurs de ces expériences, dont beaucoup de normaliens, et permet d'échanger sur leurs apports, et de construire un projet commun. Le haut niveau épistémologique et philosophique de ces échanges est à souligner. La volonté est de construire un lieu de réflexivité sur les luttes menées contre la LRU en organisant un écart avec l'urgence caractérisant le temps de la grève, et de mettre au jour l'intensité proprement politique du rapport entre la théorie et la pratique. Une grande place est accordée à l'analyse de l'aliénation sous ses formes modernes, notamment dans les nouvelles formes d'assujettissement au travail et de pénétration de la logique marchande et comptable au cœur même de la production du savoir. La question est posée , en reconnaissant l'université comme un lieu de travail, de mettre en œuvre des pratiques collectives de production des savoirs, et de créer des solidarités entre catégories et métiers au sein de l'université. L'acquis des travaux de Deleuze, de Foucault, de Negt, sur l'espace public oppositionnel, est mobilisé et réinterprété. Parmi les éléments qui se dégagent de la rencontre, il y a la nécessité d'avoir un pied dedans et un pied dehors de l'université, et de sortir de ses murs pour rencontrer les autres sphères militantes. La notion de « mouvements de traverse »

est utilisée. Il s’agit aussi de faire connaître d’autres modes de vie que le travail aliéné, de favoriser les capacités de prolifération de ces formes alternatives.
Comme l’écrivent encore Davy Cottet, Jon Bernat Zubiri-Rey et Patrick Sauvel, « cette mosaïque multiforme d’événements et de pratiques, surtout lors des périodes de forte mobilisation, est capable de créer des communautés de transmission de savoir émancipateur, et d’établir des rapports de force contre-hégémoniques. » Ainsi, à la suite des moments de lutte, et dans les « creux » du mouvement, se poursuit une effervescence théorique, une réflexion qui entretient de manière sous-jacente le feu de la révolte.

6. Les effets de la mise en place de la LRU

Une Université à plusieurs vitesses

Au 1er janvier 2009, vingt universités regroupant 315 000 étudiants et 19 000 enseignants-chercheurs sont devenues autonomes, les 65 autres devant passer à l'autonomie d'ici le 1er janvier 2012. A cette mise en place de la loi LRU s'ajoute le Plan Campus destiné à financer des projets de prestige. La ministre Valérie Pécresse s'était appuyée sur les présidents d'université favorables à l'obtention de pouvoirs étendus. Une université à plusieurs vitesses se profile. Une logique de résultats est instaurée dans l'octroi des crédits de l'Etat, puisque dans le nouveau mode d'allocation des moyens, la « performance » compte pour 20% avec des critères comme le taux de réussite en licence ou d'insertion professionnelle des étudiants. Les 80% restants reposeront sur « l'activité » évaluée à partir du nombre d'étudiants présents aux examens et celui des enseignants-chercheurs publiant. Les universités de sciences humaines et sociales ou pluridisciplinaires risquent d'y perdre. Quant aux universités de province situées dans des villes moins importantes, elles seront selon toute vraisemblance les dernières servies car incapables de satisfaire aux nouveaux critères, très sélectifs ; elles auront souvent du mal à réunir des fonds privés dans des régions de moindre attractivité économique, et elles deviendront de fait des universités de seconde zone, des sortes de collèges universitaires.

Un « diplôme Conforama » à la Sorbonne

En vertu de la LRU, l'entrée du secteur privé dans le financement de l'université est érigée en principe. Les subventions et participations des entreprises, dont les multinationales, sont appelées, avec l'augmentation prévisible des droits d'inscription, à suppléer de plus en plus au financement public. Rien ne permet d'assurer que cette participation n'aura pas des effets sur le contenu des enseignements.
D'ores et déjà, la rentrée 2007 a vu se créer à la Sorbonne un enseignement cofinancé par Conforama… ! Le symbole est puissant. Quant à l'Université de Cergy-Pontoise, auquel Libération consacre un article sur l'autonomie acquise en janvier 2009[45], elle va devoir payer les salaires des 1 600 salariés titulaires, et recueillir des fonds privés par la création d'une fondation. « Nous savons que le sujet de la tectonique des bassins intéresse Total qui pourrait financer une chaire », souligne la présidente…
Le pouvoir accru des présidents d'université dans les opérations de recrutement et dans la gestion de l'université leur permettra d'orienter les contenus de l'enseignement délivré, le poids de chaque discipline. Mais le conseil d'administration se voit restreint à vingt à trente membres comportant sept à huit personnalités extérieures à l'établissement nommées par le président de l'université, dont au moins un chef d'entreprise ou cadre dirigeant d'entreprise (bien que le Conseil national des universités (CP-CNU) s'y soit opposée, dans une « Résolution sur le recrutement des universitaires » du 3 juillet 2007, en affirmant : « les procédures de recrutement qui sont envisagées par le projet de loi nous paraissent inadaptées. Elles portent atteinte au principe du recrutement par concours, au principe de collégialité, et au principe constitutionnel d'indépendance des professeurs d'université »).

[45] « Quand les facs coupent le cordon », in *Libération* du 2 janvier 2009.

CHAPITRE IV. LE MOUVEMENT LYCÉEN DU PRINTEMPS 2008

1. Une nouvelle politique de l'école

A la rentrée 2008, Xavier Darcos lance une réforme du lycée devant commencer avec la classe de seconde en septembre 2009, pour s'étendre les années suivantes aux classes de première et de terminale. Il est proposé d'organiser les enseignements et activités proposés aux élèves autour de trois blocs principaux, des enseignements généraux destinés à prolonger et approfondir les enseignements de base prodigués au collège ; des enseignements complémentaires visant soit l'exploration de nouveaux domaines, soit un approfondissement des fondamentaux ; et un accompagnement obligatoire de trois heures. Le temps alloué aux cours passerait de 32 heures à 27 par semaine. L'année serait divisée non plus en trimestres, mais en semestres. Les professeurs de sciences économiques et sociales craignent un démantèlement de leur enseignement. Le bac ne devrait pas disparaître, mais le ministre envisage de fusionner les trois filières scientifique, littéraire et économique.
Enseignants et lycéens y voient une aggravation de la concurrence entre les élèves et entre lycées, du fait que le bac ne différera plus qu'entre les différents modules optionnels proposés par les établissements, eux-mêmes fonction des budgets qui leur seront accordés, qui pourraient dépendre du taux de réussite au bac. Les lycéens les plus radicaux dénoncent une casse à terme du baccalauréat, l'organisation modulaire étant selon eux incompatible avec un examen national anonyme. Enfin, cette réforme remettrait en cause le statut des enseignants et organiserait la mise en concurrence des disciplines et des enseignants.

2. La montée du mouvement et le faible soutien des adultes

La mobilisation lycéenne contre la réforme du lycée Darcos a démarré en février 2008 pour culminer en avril, et a commencé ensuite à décliner avec l'approche du baccalauréat. Elle s'est opposée à la fois à la réforme Darcos et à la LRU, des liens étant tissés entre les lycéens et les étudiants. Les lycéens ont fait des semaines de blocage des lycées.

Ecoutons Sven et Iris, à l'époque en 1ère, et parmi les animateurs du mouvement sur Champigny sur Marne (94) :
« On avait fait une petite équipe de coordination et on se voyait tous les soirs pour décider des actions de blocage. Ensuite, on mobilisait par SMS et mails jusqu'à souvent 2H du matin, et dès 6H le lendemain, on allait bloquer. On a bloqué des semaines, les lycées Louise Michel, Langevin Wallon, Champlain et Gabriel Péri, ainsi que le lycée professionnel Gourdou Leusserre à Saint-Maur. On faisait une AG tous les matins devant le lycée, on discutait avec les gens du lycée, profs et personnels. Cela se passait plutôt bien. On était en contact avec la police que l'on prévenait des actions. Mais les proviseurs appelaient la police. Ils ont exercé aussi beaucoup de répression, avec des exclusions – j'ai été exclu 8 jours - , des diffamations – on m'a accusé d'avoir frappé quelqu'un - , des appels téléphoniques et des convocations aux parents pour les effrayer, et même des menaces physiques à notre encontre.
Les parents n'étaient pas très solidaires. La FCPE nous a un peu soutenus. Des maires-adjoints de la ville sont passés nous soutenir. Le premier blocage au lycée Louise Michel, c'étaient les profs. Environ 20 sur 80 étaient mobilisés.
A la suite du mouvement et de sa répression, l'année suivante, les leaders ont eu beaucoup de mal à trouver un lycée, les proviseurs s'étaient passé le mot. »

- Avez-vous le sentiment d'avoir réussi à faire retirer la réforme Darcos ?

Non, pas vraiment. Le fond n'a pas changé. Certes, ils n'ont pas encore mis le bac en contrôle continu, ni fusionné les filières S et L, mais ils ont supprimé plusieurs classes dans de nombreux lycées. C'est toujours le tri entre les bons lycées, qui auront les meilleures filières, et ceux de seconde zone. A Champigny, ville de banlieue populaire, le lycée Louise Michel est destiné à devenir un lycée technique pour les métiers de la santé. Ils ont supprimé la filière STG, deux classes de seconde, en 2008-2009, et une terminale L, deux premières L et S. Deux ans avant, ils avaient déjà supprimé toutes les options de grec, arts plastiques…le lycée va devenir un lycée de seconde zone. Cette année, les lycées de Saint-Maur, du Perreux et de Nogent-sur-Marne, villes plus bourgeoises, sont beaucoup plus côtés et à Champigny, il ne reste pratiquement plus de choix d'orientation ouvert. Dans nos revendications, on avançait de récupérer des options et des classes, on n'a rien eu du tout, on n'a pu sauver que deux postes de profs…

- Avez-vous le sentiment de vous être un peu battus pour les profs lors de la mobilisation contre la réforme Darcos ?

Non, pas vraiment, selon Iris. Un peu, pour Sven. « Ils étaient présents dans nos réunions. Mais ils n'ont pas été aussi actifs qu'ils auraient pu. »

- Quel rôle ont joué les syndicats lycéens ?

Ils ont essayé d'être présents. La FIDL est venue. Mais on les a virés, on voulait diriger nous-mêmes notre lutte. Et parce que ce sont des socialos, des vendus.

- En quoi cette mobilisation a-t-elle joué dans votre engagement ultérieur ? Etait-ce la première ?

Non, on a aussi bougé contre le CPE, mais on était au collège, et les profs nous disaient que c'était interdit. On garde un esprit critique, mais vu la déception, ça blase un peu. »

De fait, l'une des causes du relatif essoufflement de la lutte contre la réforme Darcos est le faible engagement des professeurs et des parents d'élèves aux côtés des lycéens. Rares ont été les enseignants à bouger. Une autre raison est l'accumulation des sanctions sur les lycéens mobilisés, exclusions d'une semaine, pressions sur les parents, etc… Enfin, l'approche des épreuves du baccalauréat a signé la fin du mouvement.

Ecoutons Quentin DOGON, membre de l'UNL pendant la mobilisation lycéenne de 2008 :

- Quand et à l'initiative de qui (syndicats, lycéens…) a démarré le mouvement contre la réforme Darcos ?

Dans un premier temps nous avons appelé à de nombreuses AG pour que les lycéens partent manifester non seulement contre un projet mais avec des revendications pour une autre réforme. C'est donc par l'intermédiaire de plusieurs centaines d'AG en France que nous avons pu écrire un dossier de propositions, et appeler les lycéens à se mobiliser ; certes contre les suppressions de postes mais également pour une vraie réforme, qui soit celle des lycéens.

- Quel rôle a joué l'UNL ?

L’UNL a eu plusieurs rôles dans ce mouvement ; dans un premier temps, elle a permis d’analyser la réforme, et d’en faire un résumé mis en ligne pour les lycéens. L’UNL a ensuite assuré la remontée des informations par l’intermédiaire de ses adhérents dans les AG, mais aussi grâce à son forum national, très fréquenté par les lycéens mobilisés. L’UNL a ainsi été en capacité d’avoir un aperçu global des revendications lycéennes et en a fait un dossier de propositions remis au ministre de l’Education Xavier Darcos.

L’UNL a eu également à décider, souvent dans un cadre intersyndical, des dates de manifestations et des appels aux diverses actions que pouvaient mener les lycéens (AG, rassemblements…). En tant que première organisation représentative des lycéens au niveau national, l’UNL avait la responsabilité de proposer des modalités d’action qui permettent de faire monter un front uni d’opposition et de proposition. Elle recensait quotidiennement les mobilisations dans toute la France, les lycées qui étaient concernés et gardait le contact avec les leaders lycéens locaux . L’UNL pouvait ainsi servir de relais entre le mouvement lycéen et les médias, en communiquant sur l’évolution de la mobilisation, mais également sur les propositions et les réponses que l’on pouvait donner au gouvernement lorsqu’il proposait des gadgets pour tenter d’atténuer la mobilisation.

Enfin, et comme à chaque mouvement lycéen, l’UNL a joué un rôle important en terme de rappel des droits lycéens, et notamment des droits de réunion et d’expression, souvent négligés ou bafoués par les administrations des lycées en période de mouvement. Régulièrement des proviseurs ont tenté de sanctionner les élèves, d’interdire les assemblées générales… Remplissant son rôle syndical, l’UNL a aidé les lycéens à connaître et surtout à faire respecter leurs droits. Le guide des droits militants et le guide des droits lycéens, publications de l’UNL, ont été à cette occasion largement utilisés et diffusés aux lycéens mobilisés.

L’UNL devait également porter les revendications des lycéens auprès des pouvoirs publics, et a donc rencontré à plusieurs reprises notamment le ministre de l’Education pour gagner des avancées concrètes, en s’appuyant sur le rapport de force issu du mouvement.

- Combien de temps le mouvement a-t-il duré ?

On peut considérer que c’est un mouvement qui fut assez long, puisqu’il a commencé au printemps 2008, les inquiétudes autour des suppressions de postes se mêlant à celles suscitées par le projet de réforme du lycée, et après une « pause » pour les examens et les grandes vacances, la mobilisation a repris après les vacances de la Toussaint dans toute la France, jusqu’à l’annonce du report de la réforme en décembre 2008.

- Quelles en ont été les formes : blocages, manifestations ?

C’est un mouvement où l’on sentait l’envie des lycéens de ne pas seulement crier leur désaccord. Tous voulaient une réforme car ils pensaient que le système actuel avait ses qualités, mais devait être réformé pour pouvoir assurer la réussite de tous et lutter contre la reproduction sociale. C’est ainsi que nous avons vu durant le mouvement de nombreux lycéens rejoindre l’UNL, car il ne voulaient plus seulement agir à l’échelle de leur lycée, mais bien donner une ampleur nationale à leurs revendications.

Face à la surdité du gouvernement et à une succession de manifestations très suivies sans qu'arrivent pour autant des réponses à leurs revendications, certains lycéens se sont mis à radicaliser le mouvement en bloquant plus rapidement leurs lycées.

- Pourquoi la réforme était-elle inacceptable ?

Premièrement, l'un des problèmes majeur de la réforme, était dans un premier temps, qu'elle avait été réalisée en catimini sans aucune consultation de l'ensemble de la commuté éducative.

- Quelles étaient les revendications de la FIDL ?

Nous demandions dans un premier temps le retrait des 11 200 suppressions de postes prévues à la rentrée 2008 et un véritable investissement dans l'enseignement secondaire. Concernant la réforme du baccalauréat professionnel, dont l'annonce a précédé celle de la réforme du lycée général, l'UNL entendait aussi obtenir des garanties, sur le maintien du BEP notamment. Enfin, il importait qu'ait lieu l'ouverture d'une vraie concertation avec les lycéens sur la base de leurs propositions préalablement à toute réforme. On peut retrouver ces revendications dans les tracts diffusés à l'époque par l'UNL.

- L'UNL a-t-elle participé à des négociations avec le ministère ?

Le ministre Xavier Darcos a eu du mal à accepter de nous rencontrer au début, mais face à la mobilisation qui s'amplifiait, le ministère a finalement accepté de recevoir les représentants des lycéens mobilisés. Cependant, il y avait souvent une sorte de dialogue de sourds qu'on ne peut pas vraiment apparenter à des négociations. En fin d'année 2008, cependant, des discussions ont eu lieu qui ont abouti à certaines avancées pour les lycéens (garantie du maintien du BEP, création de 5 000 postes pour des dispositifs de soutien, concertation avant le lancement de la réforme du lycée…).

- Des jonctions ont-elles recherchées avec d'autres secteurs en lutte ?

L'UNL a toujours appelé à la mobilisation lors des journées de manifestation des services publics. Les revendications portées par les lycéens étaient en effet en lien par exemple avec celles des étudiants et des enseignants quant à la sauvegarde d'un vrai service public d'éducation. Le travail en intersyndicale permettait de garder le contact avec les syndicats de salariés notamment. De fait, pour que les lycéens d'aujourd'hui puissent demain réussir leur insertion professionnelle, il importe d'investir massivement dans la formation des jeunes. La précarité frappe durement notre génération qui entend malgré tout défendre son droit à l'avenir, ce qui contribue à expliquer la récurrence des mouvements de jeunesse et certaines convergences qui peuvent exister avec d'autres secteurs.

- Les professeurs ont-ils soutenu le mouvement ?

Au niveau individuel et de chaque établissement, cela dépendait des profs, certains l'ont soutenu très activement, d'autres moins. Mais cela dépendait vraiment des villes, nous retrouvions souvent dans les cortèges des lycéens de nombreux professeurs. Au niveau national, malgré quelques réticences au début du mouvement et les différences d'attitude entre les organisations (la FSU et l'UNSA Education étant plus enclines à aider les lycéens

mobilisés que le Sgen-CFDT par exemple), les syndicats enseignants ont soutenu la mobilisation des lycéens.

- Quid des parents d'élèves ?

La FCPE était un réel partenaire dans cette mobilisation. Nous retrouvions parfois des parents d'élèves dans les cortèges, mais pour eux c'était plus difficile d'être présents car sans appel à la grève dans leurs entreprises, ils ne pouvaient matériellement pas nous rejoindre. C'est ainsi qu'on les a plus vus en soutien dans l'organisation des mobilisations.

- Quelle a été la répression ?

Dans un premier temps est venue la répression administrative : nous avons vu de nombreux élèves écoper d'heures de retenues, notamment pour les leaders ; certains lycées n'hésitaient pas à parquer leurs élèves à l'intérieur de l'établissement en fermant les issues pour empêcher les lycéens d'aller manifester. Certains élèves ont été exclus pour des faits liés au mouvement, souvent « pour l'exemple », alors qu'on leur reprochait des faits dont ils n'étaient pas responsables. D'autres avaient même des mentions de leur participation à la mobilisation dans leurs bulletins scolaires, pour les gêner dans leur accès à certaines filières de l'enseignement supérieur.

La répression judiciaire a suivi le mouvement avec plusieurs jugements de lycéens ayant participé au mouvement pour des dégradations ou des violences, qui étaient souvent impossibles à attribuer à un auteur particulier. L'UNL était présente face à ces deux faces de la répression pour soutenir les lycéens victimes de nombreux abus des administrations.

- Avec le recul, cette lutte a-t-elle conduit au retrait au moins partiel de la réforme ?

Avec le recul nous pouvons confirmer que cette réforme n'est toujours pas mise en place alors qu'au départ le ministre voulait la commencer à la rentrée 2009.
Aujourd'hui il y a eu la consultation menée par Richard Descoing, qui a analysé plusieurs éléments que les différents partenaires sociaux souhaitaient mettre en place. Nous espérons vraiment que très rapidement une nouvelle réforme sera proposée avec la prise en compte de nos revendication, et cette fois-ci que ça soit une vraie réforme pour faire évoluer les lycées vers un lycée nouveau et de nouveaux apprentissages, plutôt que faire des économies à tout prix.

- Quels ont été les acquis ?

Nous avons progressé concrètement vers la mise en place d'un service public d'aide scolaire, et du service public d'orientation que l'on revendique depuis de nombreuses années. Le BEP a été maintenu pour la filière du bac pro et une réflexion générale sur le statut lycéen a été amorcée. Cependant, avec un gouvernement extrêmement réactionnaire qui fait preuve d'un mépris certain pour le mouvement social, ces avancées demeurent fragiles.

- Quelle est la situation des lycées aujourd'hui ?

C'est une situation d'attente vu que les premières annonces montrent un contenu bien modeste pour la réforme du lycée finalement envisagée. Les lycéens ont maintenant de réelles structures pour se mobiliser et porter de vraies revendications, ils attendent des réformes, mais

qui prennent vraiment en compte l'avis des premiers concernés. Si le gouvernement continue à tenter de faire passer des « gadgets » en négligeant les revendications des élèves, les lycéens continueront à se mobiliser dans les années à venir.

3. Le bilan de la mobilisation lycéenne de 2008

Le bilan que l'on peut tirer de la mobilisation lycéenne du printemps 2008 contre la réforme Darcos est loin d'être négligeable. De fait, le gouvernement a reculé sur plusieurs points, même s'il a marqué des points. Ainsi, la réforme du bac n'est pas passée, ni la fusion des filières littéraire et scientifique, ni l'instauration d'un lycée à options semestrielles. La peur d'incidents impliquant des lycéens susceptibles de faire réagir vivement les parents – le syndrome Malek Oussekine – a freiné les ardeurs réformatrices du gouvernement Sarkozy. La mobilisation des lycéens en banlieue parisienne et dans quelques autres régions a contraint Darcos – redoutant le risque de contagion de la révolte de la jeunesse grecque – à repousser sa réforme d'un an.
Certes certains aspects de la réforme étaient difficilement applicables, comme la semestrialisation des options présentée comme offrant plus de choix aux élèves ; elle s'avérait très difficile à mettre en œuvre : qu'auraient fait les enseignants des options délaissées sur six mois ?
Toutefois, les reculs sont importants : Comme les années précédentes, il y a eu des suppressions de postes assez lourdes, 13 500 en 2009, sur lesquelles le ministre n'est pas revenu : l'Education nationale perd 10 000 postes par an en moyenne depuis plusieurs années. Le développement des emplois précaires s'accélère : Pôle Emploi fait passer des annonces pour recruter des remplaçants à bac + 3, payés au SMIC horaire, mais pour les seules heures passées devant élèves. Il y a de grosses inégalités dans la répartition des moyens entre communes riches et communes populaires, les premières ont beaucoup plus de sections scientifiques, les secondes de sections technologiques, et l'on supprime plus de classes dans les secondes. On s'achemine vers un renforcement des inégalités entre lycées et vers le lycée à deux vitesses.
La réforme du baccalauréat professionnel, passé de quatre ans, avec le BEP au milieu, à trois ans, est passée, ce qui signifie de nombreuses suppressions de postes, et un risque de démissions accrues de lycéens n'ayant pas le BEP au bout des deux premières années. Cela remet en cause l'attractivité du bac pro, et crée à terme une menace de suppression et du bac pro et du bac technologique.
La tendance est aussi de diminuer les capacités en BEP, surtout en sanitaire et social, qui sont des filières très demandées et d'avenir, ce qui contraint beaucoup d'élèves à aller en secrétariat contre leur gré.
Quant aux enseignants, non seulement ils pourront être affectés sur trois établissements en même temps, mais on les pousse à faire de plus en plus d'heures supplémentaires du fait de la diminution des postes, en leur versant des primes qu'ils ont tendance à accepter du fait de la faiblesse et de la non revalorisation des salaires. Les classes sont surchargées (jusqu'à 38 élèves).
Il est à noter que les nouvelles équipes mobiles de sécurité créées en 2008-2009 seront bien utiles à l'avenir pour empêcher les lycéens de bloquer leur lycée dans de prochaines luttes…

4. L'apprentissage militant

Côté lycéens, ce qui reste du mouvement, outre la victoire, c'est l'apprentissage militant et la prise de conscience politique. La génération qui s'est battue contre la réforme Darcos se retrouve l'année suivante dans les bataillons de militants étudiants contre la LRU.
C'est un fait que les étudiants interviewés pour leur participation à la lutte contre la LRU disent tous avoir commencé à militer au lycée contre la réforme Darcos. Ils se sont forgés une conscience politique qui ne les quittera plus. Ils sont devenus conscients de la logique d'un système qui vise à privatiser l'enseignement supérieur en réservant les meilleures universités à une élite, et à déclasser les autres étudiants en en faisant des surnuméraires, précarisés dans leur futur statut des salariés, malgré leurs diplômes.
Dès lors, l'engagement dans la mobilisation lycéenne s'accompagne souvent pour les leaders d'une proximité ou d'une entrée dans un parti politique d'extrême gauche comme le NPA, et pour certains par le passage par les JC. Et ceci malgré la méfiance qui domine vis-à-vis des partis politiques chez la grande majorité des jeunes. Ainsi se forment les nouvelles générations militantes.

CHAPITRE V. 2009, LA MOBILISATION DES UNIVERSITAIRES

Début 2009, lorsque sont annoncés les décrets d'application de la LRU, notamment le décret de réforme du statut des enseignants-chercheurs, mais aussi le décret de réforme de la formation des enseignants, ou décret de mastérisation, et le décret sur le contrat doctoral, les enseignants et chercheurs prennent conscience des dangers de ces décrets et se lancent dans un mouvement de résistance sans précédent par son ampleur, sa radicalité et sa durée.
Le 2 février 2009 a lieu une Coordination nationale universitaire dans une Sorbonne pleine à craquer, et est votée la grève totale et illimitée jusqu'au retrait des trois décrets. Lors de cette coordination, de vifs débats ont lieu entre ceux, dont une majorité d'étudiants, qui veulent tout de suite demander l'abrogation de la LRU, considérant que les trois décrets incriminés en sont la traduction directe, et ceux –notamment les enseignants de droit et d'économie – qui veulent se contenter de demander l'abrogation des décrets. Dans cette coordination, le président de l'UNEF qui se prononce pour le retrait de deux des décrets et pour une journ,ée de grève commune se fait copieusement huer. Par contre, Jean-Louis Fournel, pour SLU (Sauvons l'Université), est très applaudi quand il demande de créer une solidarité (caisse de grève) pour les IATOSS qui seront beaucoup plus facilement pénalisés s'ils font grève, et il demande de prendre position sur la recherche et le contrat doctoral. Enfin, il appelle à trouver des formes d'action originales pour éviter la grève classique.
De fait, le mouvement aura une inventivité remarquable : cours donnés en plein air dans la rue, sur des places publiques, boycott des expertises, retenue des maquettes de mastérisation et des notes, coordinations locales interprofessionnelles, etc…

1. Un mouvement unitaire, radical et obstiné

Ecoutons Bernard Paulré, professeur à Paris I et très engagé dans le mouvement, sur la manière dont a débuté le mouvement de contestation des enseignants contre la LRU :
« Le mouvement des enseignants contre la LRU s'est déclenché très rapidement dès décembre, une fois connus les décrets d'application – le décret sur le statut fin septembre, celui sur la mastérisation en novembre - , et même s'il fut disparate dans sa composition, il fut très rassembleur. Ce rassemblement a été facilité car il y a eu un tollé contre l'idée de modulation des heures de cours et de recherche, contre l'évaluation systématique et quantitative, contre l'instrumentalisation des carrières à la politique de l'université dont déciderait seul le président. Lors de la 1ère Coordination Nationale des Universités (CNU), le cri était : « on a touché à notre dignité ! ». Beaucoup de gens, même indépendamment de toute considération ou engagement politique, se sont sentis atteints dans leur métier. En décembre, des collègues ont lancé une pétition contre le décret sur le statut ; début décembre, j'ai lancé un Appel à une AG sur Paris I, qui s'est tenue le 8 janvier, et où tout le monde – 2 à 300 personnes - était d'accord pour voter la grève et créer une CNU. Ensuite, ça s'est enchaîné. La communauté s'est sentie blessée dans toutes ses composantes. Déjà, depuis 2002, il y avait la résistance à la réforme du CNRS avec Sauvons la Recherche. Début janvier, les enseignants étaient un peu partout en grève. Restaient les étudiants et les IATOSS ? et c'est là que le bât a blessé. A Paris I par exemple, il y a eu un peu de mobilisation des IATOSS, qui étaient présents à la première Coordination des personnels de Paris I, et il y a eu deux ou trois Coordinations nationales de IATOSS en avril. Les étudiants ont fait des AG bien suivies en mars, mais il n'y a pas eu de mouvement de masse comme lors du CPE.
Les enseignants-chercheurs avaient lancé leur grève le 2 février, et voté la rétention de notes du premier semestre. Personne ne pensait que le mouvement allait devoir durer quatre mois.

En mai est apparu le clivage sur la question des examens, certains préconisant la non tenue des examens en disant : « C'est maintenant que tout se joue, si l'on ne tient pas les examens, le gouvernement devra céder. » J'étais partisan de les tenir pour ne pas prendre les étudiants en otages et se mettre à dos l'opinion publique, de faire une pause et de reprendre en septembre avec d'autres moyens d'action. La position de non tenue des examens aurait été perçue comme gauchiste. J'ai proposé une motion pour laisser le choix, et pour que la raison l'emporte. Ce qui a prévalu fut la non tenue des examens, mais déjà la composition des CNU avait changé, les gens s'épuisaient, les enseignants y étaient parfois minoritaires. Les facultés ont décidé de ce qu'elles feraient, et la plupart ont tenu les examens. »
Sur le décalage entre la mobilisation des étudiants contre la LRU dès l'automne 2007 et le mouvement des enseignants début 2009, Bernard Paulré fait l'analyse suivante :
« Sarkozy venait d'être élu et avait annoncé cette réforme comme sa réforme emblématique ; un certain nombre de collègues ont reconnu sa légitimité démocratique, et il leur a paru difficile de s'y opposer. D'autre part, tout le monde était d'accord sur la nécessité d'une réforme de l'université. Pour aboutir au mouvement de début 2009, il y a donc eu un mûrissement très long. Il y avait déjà eu la réforme du LMD en 2003-2004, sous prétexte de concurrence internationale. Cette première réforme a été mise en place avec l'accord du SNESUP, à qui on l'a vendue comme la nécessité de s'aligner sur un modèle européen qui en fait n'existait pas vraiment dans tous les pays, loin s'en faut. Le danger du LMD était qu'il faisait disparaître les programmes nationaux, les universités devenaient libres de proposer les maquettes qu'elles voulaient. Et ensuite, il créait une coupure entre le L3 et le master, avec une sélection de fait pour entrer en M2, et le risque à terme de faire jouer la sélection dès l'entrée en M1.
Il faut noter que l'attaque a commencé en 1998 avec la réunion d'Allègre à la Sorbonne, ce fut le processus de Bologne, où une aristocratie technocratique européenne s'arroge le droit de donner le la. Elle est aidée en France par une pièce maîtresse du système universitaire qui est la CPU, ou Conférence des Présidents d'Université. Ces Présidents élus par leurs conseils d'administration développent dans cette instance des positions qui ne sont pas du tout celles de leurs conseils d'administration, et se mettent dans une posture technocratique d'experts, sur un pied d'égalité avec le Ministre; ils accompagnent les réformes au nom de la modernité, de l'excellence, etc…. Or, ils ne sont pas élus pour aller défendre ces positions à la CPU, cela, on l'a beaucoup dénoncé. Or ce sont eux qui sont considérés comme l'interlocuteur normal du gouvernement.

Les résultats de ce mouvement ne sont pas négligeables. On est loin d'un échec :

- Sur le statut des enseignants-chercheurs, le décret a été infléchi, puisque la moitié des promotions restent décidées au niveau national, et que la modulation est soumise à l'accord de l'intéressé, même si ce ne sont pas des victoires entières. Mais la circulaire d'application est totalement différente du décret, et la modulation n'y apparaît pas ; certes les présidents d'université pourront l'appliquer en se référant au décret, mais on pourra s'appuyer sur la circulaire. Mais l'essentiel pour le gouvernement est que l'on ne peut pas crier victoire.
- Sur la mastérisation, le gouvernement ne l'a pas emporté, et Darcos a quitté le gouvernement. En effet, plus de 90 % des maquettes de master ne sont pas remontées, et le gouvernement a du repousser d'un an la réforme. Nous nous préparons déjà à ne pas faire remonter les maquettes en 2009-2010 ; le processus est bloqué. Il y a là des enjeux forts pour les universités, notamment sur la place, menacée, des sciences humaines, une part des UFR de philosophie, de géographie, d'histoire, d'arts plastiques étant centrée sur la formation des enseignants.

- Sur les suppressions de postes, Fillon s'est engagé à ce qu'il n'y en ait pas en 2010-2011. Darcos avait mis en place la commission Marois-Filâtre, mais les présidents d'université en sont sortis et Filâtre en a démissionné.
- Sur le contrat doctoral, c'est une question qui est un peu passée à la trappe, et il n'y a pas eu de réelle mobilisation, sauf pour certains doctorants, mais pas de mouvement au niveau national. Or la réforme qui stabilise en principe le statut du doctorant le soumet à son directeur de thèse qui peut le licencier, ou l'instrumentaliser à des tâches étrangères à sa thèse.

De cette grève qui restera dans l'histoire de l'université comme la plus longue, il en ressort que les enseignants ont retrouvé leur dignité, et ceci est vécu positivement. Certes il reste un goût amer car on n'a pas gagné de façon manifeste, mais le gouvernement s'est coupé durablement de la communauté universitaire, et des liens entre nous se sont tissés, durablement.

Par contre, le point négatif qui nous interpelle est le divorce de ce mouvement avec l'opinion publique, qui continue à nous considérer comme des nantis, aidée en cela par la plupart des médias dont *Le Monde.* Seuls *Libération* et *L'Humanité* ont fait un vrai travail d'information. Nous n'avons pas réussi à faire comprendre le sens de notre mouvement, et on nous a dépeints comme des gens opposés à l'évaluation, au progrès. Or, à travers les masters, c'est tout l'enseignement du secondaire qui est touché. On a aussi perdu la bataille de l'unité avec le SNES, et on a été très déçus de la position de la FSU, qui a tout d'abord laissé faire la loi LRU lorsque le gouvernement l'a consultée. Ainsi notre mouvement est resté isolé, malgré quatre mois de grève, car il n'y a eu de mobilisation de masse ni des étudiants, ni des IATOSS, ni dans le secondaire, et on a perdu la bataille de l'opinion publique. Or, notre mouvement n'est pas catégoriel ou corporatiste, puisque nous défendons des valeurs comme l'indépendance de l'université et du savoir, qui concernent tout le monde. »

Cet interview illustre très bien le propre de nombre de mouvements actuels de résistance aux réformes néo-libérales : les personnels concernés partent de leur pratique pour mettre en cause ces réformes, mais dépassent les intérêts purement catégoriels pour poser des questions de société.

2. Le rôle clé de Sauvons l'Université

A côté des étudiants, l'Association Sauvons l'Université va jouer un rôle clé dans le démarrage de la mobilisation enseignante et dans la suite du mouvement.

Jean-Louis Fournel, son président, revient sur ce rôle et sur les acquis du mouvement enseignant :

Sauvons l'Université (SLU) est né à partir d'une tribune publiée dans *Le Monde* par quelques collègues de Paris VIII, dont moi, « Les présidents d'université ne parlent pas en notre nom ». ce texte n'était qu'une contribution à un débat sur les mécanismes de gestion de l'université. Mais il a reçu l'approbation d'un très grand nombre de collègues demandant à le signer. On a alors convoqué une réunion et mis l'appel en ligne, fin novembre 2007 – trois mois donc après la promulgation de la loi LRU -, et créé un site. Nous avions d'abord demandé à Sauvons la Recherche (SLR) de l'héberger. Notre exigence était que la question universitaire ne soit pas étouffée par la question de la recherche. Début décembre, on a fait une grande AG parisienne, en coordination avec SLR, où on a rempli un amphi de Jussieu. On a formé l'association en janvier. Ensuite, on a connu une traversée du désert de janvier à septembre 2008. On a pourtant décidé de continuer, et on a eu un rôle moteur sur deux points :

- en amont, on a mis en évidence les excès potentiels du dirigisme présidentiel dans les universités et demandé qu'il y ait des contrepouvoirs ou des garde-fous.

- L'autre point, c'était la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire, avec la mastérisation, qui tue les concours et la formation.

Là, on a eu un temps d'avance. Dès avril 2008, on a lancé une pétition pour le maintien des concours nationaux, et en septembre, on a lancé l'appel à ne pas faire remonter les maquettes de master. On était novateurs, avec la Société des Mathématiciens français et la Société des Italianistes de l'Enseignement Supérieur ; mais la plupart des acteurs du mouvement n'ont pas suivi alors, car les syndicats n'étaient pas d'accord. Le SNES n'est pas contre la mastérisation, la FSU et donc le SNESUP étaient ambigus. On a joué un rôle essentiel dans une dialectique complexe pour faire évoluer les positions du SNESUP. Et dès fin octobre-début novembre, le SNES a basculé.

Ensuite, SLU a été à l'initiative de l'Appel du 8 novembre, qui a rassemblé de façon œcuménique de la Société des Agrégés jusqu'à SUD, en passant par l'Association des Familles Laïques, les Sociétés savanes, d'anciens présidents d'université, d'anciens résistants, quelques députés…

On est allés porter cet Appel aux deux ministères, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et de l'Education Nationale, ainsi qu'à la Conférence des Présidents d'Université (CPU), en demandant à être reçus. Le Ministère de l'Education Nationale nous a répondu que notre courrier avait été transmis au service de gestion des ressources humaines ! Cela en dit long sur les logiques à l'œuvre. Au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, nous avons été reçus par deux membres du cabinet, et avons eu une discussion amène. A cet égard, quand Valérie Pécresse dit que sa porte est ouverte, elle ne ment pas. Mais on ne tient aucun compte de ce qui est dit. C'est ce qu'elle appelle de la concertation, c'est une tactique alternative à la négociation. Il n'y a pas de négociation. La Conférence des Présidents d'Universités a reçu une délégation pour nous dire que l'on n'avait rien compris et que l'on était catastrophistes, qu'il fallait faire cette réforme, et ne pas craindre la précarisation des « reçus-collés » (reçus au master et collés au concours). Or, trois mois après, la CPU a changé d'avis.

Ce que nous dénonçons dans la réforme de la formation des enseignants est que l'on supprime les emplois liés à un statut. C'est cela la vraie privatisation, plus encore que l'introduction des fonds privés. Les financements publics resteront en effet majoritaires dans l'enseignement supérieur comme dans la recherche ; mais ce qui est vrai, est que les Etats gérés par des néo-libéraux admettent le sous-financement de l'université. Le vrai problème est celui de la recherche, à partir du moment où le financement privé est associé au pilotage de la recherche. Nous nous sommes battus et nous battons encore contre la mastérisation, dont les décrets ne sont pas encore sortis en ce début juin.

On a réussi quelque chose d'assez extraordinaire : on a bloqué la remontée des maquettes de master dans 90 % des cas. 17 seulement sont remontés, dont 8 de l'Institut Catholique de Paris, et seulement 3 d'Universités classiques. Ainsi le gouvernement ne peut-il mettre en place les formations. Or, cette partie de la réforme est un point essentiel de la formation des enseignants des vingt ans à venir. Les deux objectifs fondamentaux du gouvernement sont de supprimer la formation rémunérée après le concours, et de diminuer le nombre de fonctionnaires, en faisant entrer dans les mœurs le système qui existe dans d'autres pays, comme l'Angleterre, l'Italie ou l'Allemagne, où l'enseignement n'est pas associé à un statut de fonctionnaire.

Ce qui est regrettable est que sur ce dossier la FCPE a peu bougé, et que le SNES, principal syndicat de l'enseignement secondaire, n'a pas tout fait pour le faire échouer.

Sur les autres dossiers, où en est-on ?

- Sur la question de l'emploi, nous demandons un plan pluri-annuel de recrutement pour l'emploi scientifique. Au CNRS, si l'on supprime un poste sur deux avec la courbe d'âge actuelle, on tue le CNRS en vingt ans. Il faut aussi des postes supplémentaires

dans l'enseignement supérieur pour lutter contre l'échec scolaire dans les premiers cycles, car les heures supplémentaires – ce que propose Valérie Pécresse – ne suffit pas. Ce plan pluri-annuel avait été promis par François Fillon ministre de l'Education Nationale et de la Recherche en 2004… Il y a eu un petit recul du gouvernement avec le gel des suppressions de postes pour 2010-2011, mais on est loin du compte.

- Sur la question du statut, nous avons obtenu que la moitié des promotions soit décidée au niveau national. Mais sur le vrai cœur de la réforme, à savoir la modulation de service, nous n'avons rien obtenu, même si cette modulation doit se faire avec l'accord de l'intéressé. Or, les pressions ne manqueront pas. Mais il y a encore plus grave : on réintroduit la référence aux 192 heures équivalent TD, mais qui n'est plus conçue comme un plafond !
- Sur le contrat doctoral unique, dont le décret d'application a été publié, la Conférence des Jeunes Chercheurs a crié victoire après avoir obtenu que la posiiton du chercheur entre dans le droit du travail et compte pour la retraite et le droit au chômage, mais pour obtenir cela, ils ont accepté deux choses très dangereuses : le contrat doctoral n'est plus signé avec l'Etat, mais avec l'université, qui devra en trouver l'argent ; il va y avoir des inégalités redoutables entre universités. D'autre part, le doctorant pourra être utilisé à des travaux étrangers à sa thèse. Enfin, le contrat doctoral unique pourra déboucher sur un numerus clausus strict pour les inscriptions en thèse.

Dans l'ensemble, les décrets d'application de la LRU montrent à quel point cette loi est malthusienne. On peut s'en étonner dans une économie de plus en plus fondée sur la connaissance. Mais en France, l'Etat a moins besoin de l'université pour former l'élite car elle l'est dans les grandes écoles. L'université joue un rôle particulier : elle sert de parking pour les enfants des basses classes moyennes, qui ne pourront prétendre à trop mais qui seront adaptables. A l'autre bout, elle sert à la recherche, surtout scientifique, ce que ne font pas les grandes écoles, sauf les ENS et Polytechnique. Or, s'il existe de la droite à la gauche un consensus pour dire que l'on doit consacrer 3 % du PIB à la recherche, l'Etat ne veut pas être le principal pourvoyeur et veut faire entrer les financements privés dans la recherche. La principale mesure pour cela est le crédit -impôt recherche, où vont la plupart des milliards affectés à la recherche. SLR avait demandé en vain qu'il y ait au moins en échange des engagements de la part des entreprises qui en bénéficient de recruter des jeunes chercheurs, et que cette mesure aille plutôt aux PME qu'aux grandes entreprises. D'autre part, il n'y a aucune évaluation de ce crédit-impôt, et l'on fait l'hypothèse que l'effet levier attendu ne marche pas.

La LRU est une loi très destructrice, aux effets pervers importants. Elle est fondée sur l'idée que la concurrence sauvage peut réguler les relations académiques. Or, une institution d'enseignement supérieur et

La LRU est une loi très destructrice, aux effets pervers importants. Elle est fondée sur l'idée que la concurrence sauvage peut réguler les relations académiques. Or, une institution d'enseignement supérieur et de recherche ne peut bien fonctionner en mettant au cœur du système la concurrence systématique entre individus, entre laboratoires, entre universités. Même si la concurrence est nécessaire, il faut des formes de coopération.

- Comment expliquer que la dénonciation de la LRU ait mis si longtemps à être portée par les enseignants ?
- Il faut bien voir que le mouvement enseignant a été le premier mouvement des enseignants chercheurs que l'on ait connu en France, et il a démarré en janvier. Nous avions essayé de faire partir un mouvement avant, amis en vain ; il a fallu l'attaque sur le statut, la mastérisation et les suppressions de postes. De très nombreux collègues

n'ont compris ce qu'annonçait la LRU que lorsque sont apparus les décrets, à commencer par les présidents d'université. En 2007-2008n un seul d'entre eux, celui de Paris VIII, s'était exprimé contre la lRU, contre vingt cette année. Il y a eu une prise de conscience extrêmement importante des enseignants. La loi LRU est une loi difficile à analyser car c'est une « loi-gruyère » où il manque toute une série de choses qui passent par des décrets. Ce mouvement est un mouvement de jeunes collègues, de maîtres de conférence.

Le mouvement a créé un fossé entre le gouvernement et le monde de l'université, qui aura nécessairement des effets à terme, car les personnes qui ont vécu le mouvement sont là pour vingt ans, et ont vécu là leur première expérience politique humainement. La résistance va continuer, mais il faut inventer un mouvement qui soit à la fois dur et durable, et qui ne passe pas uniquement par le binôme grève-manifestation, que l'on a poussé jusqu'au bout, avec quatre mois de grève des cours. »

3. Luttes croisées

Sur cette question de convergence, l'interview croisée de trois des porte-paroles de la Coordination nationale universitaire, Rémi Georges, doctorant, Yvon Le Bourhis, BIATOSS, et Manon Tertrain, étudiante à Paris IV, le 30 avril 2009, donne des éléments d'information précieux :

Manon : « Concrètement, les universités sont bloquées par les étudiants et les BIATOSS. Sur Paris IV, les BIATOSS sont très mobilisés, et bloquent entièrement la fac. Dans certains coins, il y a un mouvement étudiant réel, avec comme revendication l'abrogation de la LRU, mais sans se couper des autres catégories. Pour les étudiants, il y a eu les conséquences de l'échec du mouvement de l'automne 2007 , où ils étaient restés seuls dans la lutte, sauf tout à fait à la fin, ce qu'ils ont très mal vécu. Des profs qui les insultaient en 2007 sont aujourd'hui mobilisés et leur demandent presque leur soutien ! Certes, on a pu dire que le mouvement des profs était catégoriel ou corporatiste, mais c'est toujours comme ça dans un mouvement, ça part souvent de ses propres revendications. Ce qui touche les étudiants, c'est la hausse des frais d'inscription, la baisse de la qualité des études. Pour les BIATOSS, c'est la question des salaires, de la titularisation. Après, il y a une capacité à élargir. La LRU touche en fait toutes les catégories, elle nous unit. La LRU a guère mobilisé lors de sa parution, car c'était une loi-cadre, le contenu en était potentiel. C'est avec tous les décrets d'application que les gens on t compris.

Là actuellement, la question qui se pose est celle de la convergence avec d'autres secteurs en lutte. C'est une des leçons du CPE. Toute la génération mobilisée aujourd'hui, c'est la génération CPE. On a réussi à faire une convergence avec les salariés en lutte de l'hôpital le 28 avril, ça, c'est la Coordination nationale universitaire qui l'a décidé, ce ne sont pas les syndicats. Lors du CPE, il y avait une Coordination nationale étudiante très forte, avec un bureau national, mais sur la fin du mouvement, ce qui a fait la différence, c'étaient les salariés. Là, il y a une Coordination nationale universitaire avec plusieurs Coordinations catégorielles, et c'est elle qui recherche les convergences. »

Yvon : « En tant que BIATOSS, j'étais mobilisé dès le départ. Même si la précarité existe pour nous depuis plusieurs années avec l'externalisation de certaines tâches, la LRU l'accentue en donnant tout pouvoir au président. On va de plus en plus être remplacés par des vacataires, notamment étudiants. Or, je veux que mon métier continue d'exister et soit revalorisé. La question des personnels administratifs est très peu posée dans les Coordinations nationales, il faut se battre pour l'imposer et pour inscrire l'abrogation de la LRU dans les revendications. Or, pour moi, il n'y a qu'une seule revendication, c'est l'abrogation. Car tout

découle de la LRU. Après le rôle des syndicats est à dénoncer. Le SNESUP participe au groupe de travail créé par la Ministre sur la mastérisation alors qu'ils s'affirment contre le décret. Mais ce sont les syndicats dans leur ensemble qui n'ont pas fait leur boulot. »
Rémi : « Les doctorants précaires sont dans des situations très différentes et sont très dispersés et éclatés dans le travail. La seule perspective du doctorant est d'être chargé de TD ou de cours, vacataire, il est alors payé en fin de semestre sur service fait, des mois après, et n'a même pas de contrat de travail. A cet égard, le contrat doctoral unique prévu par le décret est un CDD renouvelable tous les ans jusqu'à trois ou cinq ans par le président de l'université, avec une période d'essai de deux mois renouvelable jusqu'à 6 mois, et la négociation individuelle du salaire avec le président ; rien n'est dit sur les grilles de salaire, ni sur les critères d'évaluation, ni sur les critères de renouvellement. Bref, c'est un CPE pour les doctorants ! »
L'appréciation portée sur la Ronde des obstinés est nuancée. Ils craignent que cela capte toute l'énergie qui devrait aller aux manifestations et à l'organisation du mouvement, mais reconnaissent que c'est médiatisé (avec le risque que si cette ronde prend fin, les médias y voient la fin du mouvement), sympathique, et pensent qu'une ronde dans un mouvement très fort, c'est bien, mais que dans un mouvement plus faible, cela risque d'être un cache-misère.
Sur la validation des examens, qui est la question cruciale qui se pose en cette fin du mois d'avril, ils estiment que la Coordination nationale universitaire du 29 avril a pris une bonne position en posant un mot d'ordre national clair pour la non tenue des examens, afin que les étudiants ne soient pas pénalisés. Il est à craindre que le gouvernement déploie tous les moyens de sanction pour l'empêcher.

4. Une forme originale : la « Ronde des Obstinés »

L'une des formes les plus originales sera la Ronde des Obstinés, qui tournera jour et nuit sur le Parvis de l'Hôtel de Ville de Paris du 22 mars au dimanche 3 mai au soir, soit 1 000 heures sans jamais s'arrêter.

Quand, le 21 avril 2009, j'interviewe Julien, étudiant en théatre à ParisVIII, qui tourne depuis le début , il a dormi huit heures sur les quatre derniers jours, et fait plusieurs nuits. Il compte une quinzaine-vingtaine de personnes dans le noyau dur de la Ronde, dont beaucoup de Paris VIII, mais également d'autres facs, qui ont répondu pendant les vacances de Pâques à un appel pour rejoindre la Ronde :
« Dans la Ronde, il y a à peu près toutes les facs, il y a des syndiqués et des non syndiqués, il y a même des instits, des parents, des touristes, des travailleurs en lutte dans d'autres secteurs, il y a vraiment de tout. Il y a un mal-être général, tous les secteurs sont touchés. C'est une sorte d'union improvisée, de manifestation pacifique, qui concerne n'importe qui ; ça crée une communauté et un partage, c'est très enrichissant ; c'est une très, très bonne idée. Il y a des rondes dans plusieurs villes. Il y a une harmonie collective, intelligente, réfléchie. Là il y a un Monsieur avec ses béquilles, une maman avec son landau ; l'autre jour, une grand-mère en fauteuil roulant a tourné, les yeux brillants de bonheur. C'est cela qu'il faut préserver. Si on nous enlève ça, on n'est plus des êtres humains. C'est d'une richesse et d'une densité sans égale. Cet après-midi, la Ministre présente au Conseil d'Etat une énième réécriture du décret sur les enseignants-chercheurs, en pleines vacances. C'est de la provocation.
On se bat réellement pour une transmission du savoir. Au bâtiment A à Paris-VIII (arts et philosophie), il n'y a pas encore de carcan, on nous apprend à réfléchir. Paris-VIII a une base alternative et expérimentale, elle est née de 68. La fac reste un des seuls endroits où on nous apprend à regarder, à avoir un esprit critique et une réflexion. Dès le primaire on habitue les

élèves à être évalués. Avec la fac, on a la chance de réfléchir. Si on nous enlève cet esprit critique, on aura un appauvrissement de l'intelligence collective, le peuple n'aura plus la possibilité de remettre la société en question. Les facs sont le dernier bastion dangereux pour le pouvoir, tous les médias sont sous contrôle. Les gens sont habitués à se contenter de ce qu'on leur donne comme information.
Quand on est arrivés ici, devant l'Hôtel de Ville, on a vu inscrite à son fronton la devise « Liberté, égalité, fraternité ». Mais ce n'est plus le cas, on n'est plus en démocratie, c'est une illusion. Non seulement on ne nous accorde pas la parole, mais on nous réprime. Il y a une suppression très lente et progressive de la démocratie, on arrive à la fin, depuis 20 ou 30 ans avec le néo-libéralisme, ça s'est fait en douceur.
Les syndicats ne nous soutiennent absolument pas, je n'ai pas entendu parler du SNESUP, et je n'ai pas vu personnellement de représentants de syndicats, même s'il y a des syndiqués dans la Ronde. De toute façon, les syndicats, maintenant, … c'est aussi une illusion. Je ne suis pas syndiqué, cela ne m'intéresse pas plus que ça, je ne crois plus trop aux syndicats. J'ai travaillé pendant cinq ans, j'ai le recul pour dire que ça ne sert pas à grand-chose ; on leur donne une enveloppe et ils se taisent. Ce n'est pas eux qui ont initié cette ronde ; certes, ils ne sont pas totalement inutiles, car ça permet de regrouper des étudiants, mais personnellement, je n'y crois pas.
Le gouvernement ne cède pas. Tout mouvement social est difficilement prévisible quant à son point culminant, mais on n'a pas fait grève trois mois pour rien, on n'a pas tourné près de 1000 heures pour rien. On demande seulement une discussion pour voir comment avancer, ils le refusent et répondent par la répression. Cela ne peut qu'aboutir à une confrontation violente. »
Emmanuelle, enseignante de physique à Orsay, au NPA, participe à la mobilisation :
« Il faut au moins remonter à 68 pour une mobilisation aussi importante chez les enseignants. C'est historique. Certes on peut dire que cette mobilisation arrive un peu tard, et qu'elle aurait pu en démarrant dès l'automne 2007 appuyer celle des étudiants contre la LRU. Une mobilisation des personnels universitaires avait démarré en décembre 2007, mais c'était quand la mobilisation étudiante faiblissait, et la jonction n'avait pas pu se faire réellement. Là, les décrets, c'est concret, et les gens ont compris, ils voient le lien avec la LRU. Le discours très violent de Sarko contre les enseignants et universitaires du 22 janvier 2009 a suscité une colère légitime et a remis toutes des réformes dans leur contexte libéral, alors que souvent les gens ne veulent pas faire le lien car cela leur semble tout d'abord idéologique.
Le paysage syndical n'est pas simple. Les présidents d'université sont souvent syndiqués. Du coup cela donne l'impression que les gens se syndiquent par carriérisme. Le fait qu'il n'y ait pas eu d'aussi grosses mobilisations ces dernières années entraîne que SLR et SLU se sont un peu montés en opposition avec les syndicats. Dans le mouvement d'aujourd'hui, le SNESUP et la CGT (très minoritaire) ont travaillé pour la mobilisation. SLR a lancé le mouvement de 2003, il est né autour d'une pétition à la suite de la transformation de 550 postes en CDD et de la diminution des moyens récurrents ; il est né dans les sciences dures, puis s'est élargi et a eu un écho très important à la base, avec des mobilisations locales. Fin 2003-début 2004, il faut se rappeler que les directeurs de labos ont démissionné. C'est là l'embryon du mouvement de la recherche d'aujourd'hui. C'est la renaissance des luttes dans l'enseignement supérieur. Globalement, le fait que cette grève décidée le 2 février ait tenu et ait été massivement suivie montre que ce mouvement est impressionnant par sa durée, sa radicalité et sa détermination.
Les médias ont très mal relayé le mouvement, laissant entendre que les universitaires étaient contre l'évaluation, c'est-à-dire le discours de Pécresse. Or, on est déjà évalués en permanence, ce que l'on refuse, c'est le côté purement quantitatif (nombre de publications) de l'évaluation. Après, ce qui est frappant, c'est que le gouvernement peut avoir toute une profession à dos sans céder.

Le lien avec les étudiants s’est fait à leur initiative, ils viennent au comité de grève et à nos AG, ils ont fait quelques AG étudiantes, mais très vite on a fait des AG uniques toutes catégories. Il y a des endroits où les étudiants sont très mobilisés, d’autres où il n’y a pas de mouvement étudiant
Avec les autres secteurs, et notamment avec les instits et les profs du secondaire, on a eu le mot d’ordre « De la maternelle à l’université » dès le début, alors que ça demande déjà une vision politique. Le lien s’est fait très vite, avec des rencontres locales, des cours hors les murs devant des maternelles ou des écoles primaires, et ça existe dans le porte-parolat mis en place il y a un mois. Il y a eu dans beaucoup d’endroits des AG interprofessionnelles. L’élargissement aux étudiants et aux autres secteurs est le problème clé. On sent qu’on est dans un climat social tendu où on peut penser que des choses sont possibles. Tant que le cœur bat encore, on ne peut pas dire qu’on a perdu. Mais c’est la question de la convergence des luttes. »

Et les étudiants ?

Radicalisation du mouvement anti LRU: Rennes, Orléans, Strasbourg, Lyon... (maj. 09/04/09)

Points de vue et débats
Information publiée le mardi 7 avril 2009 par Sophie Rabau

A lire dans *Libération* : **Les facs débordées par leurs étudiants (07/04/09)**

La présidence de Rennes 2 envahie lundi, la fac de Strasbourg ce mardi, le président de l'Université d'Orléans séquestré, tout comme celui du Crous de Paris... Climat tendu dans les universités.

Ces jours-ci, mieux vaut avoir des compétences en gestion de crise si l'on est président d'université. Après Rennes 2 hier, c'est au tour des facs de Strasbourg et d'Orélans d'être investies aujourd'hui par les étudiants opposés à la loi LRU sur l'autonomie des universités.

A l'Université de Strasbourg (UDS), un groupe de 100 à 150 étudiants a investi lvers 16 heures la salle du conseil, perturbant une réunion de la présidence au cours de laquelle les 31 directeurs d'Unités de formation et de recherche (UFR) présents venaient de voter la fin du blocage des trois bâtiments de l'université réoccupés depuis la reprise des cours lundi.

Plusieurs issues ont été barricadées mais il était encore possible de quitter la salle du conseil. Les étudiants ont lu un appel à la présidence dans lequel ils dénoncent entre autres le fait que le grand amphithéâtre d'un des bâtiments occupés ait été scellé par des vis et des barres de fer.

Lundi, l'assemblée générale des étudiants avait voté à une large majorité le blocage des locaux de la présidence de l'Université de Strasbourg (UDS) et de plusieurs facultés, tandis que la présidence avait menacé de faire appel à la police « en cas de débordements ».

A Orléans, Depuis 14 heures, une grosse soixantaine d'étudiants, essentiellement issus de la coordination nationale étudiante, retiennent Gérald Guillaumet, le président de l'université, dans son bureau du Château d'Orléans La Source.

Les étudiants demandent au président de prendre des positions plus tranchées face à sa ministre Valérie Pécresse.

Séquestration et évacuation musclée au Crous de Paris, *Libération*, 7 avril 2009

Pour lire cette brève sur le site de Libération

Midi, l'heure du repas au Crous de Port-Royal à Paris. Une cinquantaine d'étudiants, principalement de l'université Paris 8, envahissent le restaurant universitaire pour organiser une opération « repas gratuit » pour les étudiants.

Ils veulent dénoncer la transformation des Crous, d'après les recommandations du rapport Lambert. La direction du Crous décide de fermer l'établissement pour empêcher cette distribution gratuite de nourriture. Les étudiants qui étaient venus juste pour manger sont dépités, et ne soutiennent pas l'action de leurs camarades.

De l'occupation à la séquestration Devant l'échec de leur action, les jeunes montent dans les étages du bâtiment pour rencontrer la direction. Ils se retrouvent face à face avec Denis Lambert, le directeur du Crous, et l'auteur du fameux rapport mis en cause.

Les étudiants veulent des explications et décident de le séquestrer dans une salle en compagnie de Jean-Luc Hembise, le directeur-adjoint du Crous. Au total, la « conversation » dure 1h30 environ. Les étudiants exposent leurs revendications : la baisse des tarifs de tous les services du Crous, l'augmentation du nombre et du montant des bourse, la création de postes supplémentaires Biatoss (Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, de service et de santé)...

Peu à peu la discussion se ferme, et les deux « séquestrés » refusent le dialogue. Si le désaccord est évident, le ton reste calme et aucune menace ou insulte ne fuse. Jusqu'à l'arrivée de la police.

« C'est une honte ! » Une quinzaine de policiers font irruption dans la salle vers 14 heures et évacuent avec brutalité les occupants. Alors que les étudiants s'étaient mis d'accord pour ne pas résister par la violence, et ne pas faire dégénérer la situation, ils sont éjectés sans ménagement.

Scène d'empoignades, de personnes piétinées, de bras tordus, une employée dans le couloir s'écrie outrée : « Vous n'avez pas le droit ! Ils étaient calmes, c'est une honte ! » L'évacuation s'effectue au pas de charge et les étudiants se retrouvent dehors.

Devant le bâtiment ils sont encerclés par la police qui réclame les pièces d'identité. S'ensuit une mêlée dans laquelle des étudiants sont malmenés et trainés sur le sol. Plusieurs interpellations ont lieu dans la foulée.

Alors que la pression retombe autour du Crous, quelques membres du personnel sortent dans la rue pour exprimer leur indignation devant les méthodes employées par la police. Tous les étudiants sont relachés après contrôle d'identité. [NOTE DE LA REDACTION : aucun étudiant n'a été emmené au poste par la police, contrairement à ce qu'on avait cru constater dans un premier temps].

NICOLAS CHAPUIS

Strasbourg : occupation de la présidence de l'université
mardi 7 avril 2009

Mardi 7 avril 2009, à 16h, 200 étudiants et personnels grévistes de l'Université de Strasbourg ont envahi la présidence où se tenait une réunion des directeurs d'UFR. Un appel leur a été lu, en voici la copie.

Appel à la présidence de l'UDS :

Réunis au nombre de 1000 en AG hier, les étudiants et personnels ont montré qu'aucun frein ne viendrait amoindrir la lutte qui est la leur depuis plus de deux mois. A une très large majorité, ils ont reconduit le blocage des bâtiments Platane, Patio, Portique et Droit. Malgré l'ampleur de leur mobilisation à Strasbourg et dans la France entière, la Présidence ne cesse de tenter d'enrayer leur action. L'Amphi 1, lieu principal de nos décisions et où devait se dérouler notre assemblée générale était bloqué comme nous arrivions à l'Université. Il s'agissait de chaînes, écho de ce dans quoi la direction voudrait nous enrouler. Les étudiants et personnels désireux de faire valoir leur droit de se réunir démocratiquement, n'ont pas cédé à l'obstruction : pour rentrer, ils ont scié les chaînes. C'est à ce genre d'extrémité que la Présidence nous contraint. Parvenus dans l'amphithéâtre, les étudiants ont constaté que l'électricité leur était coupée, de sorte encore, à ce que leur assemblée ne puisse pas avoir lieu. Ils ont ensuite gagné la Place Rouge, ouverte à toutes et à tous. Bien qu'outrés par ces mesures de répression mesquine, les étudiants et personnels ne s'étonnent pas. Voilà deux mois en effet qu'ils connaissent ce genre de traitement. A la veille du sommet de l'OTAN (qui comme on pouvait s'y attendre a été utilisé comme un prétexte pour casser la mobilisation), le Patio, occupé par ses étudiants, s'est retrouvé bloqué de toutes parts… mais par la direction. Entrées et sorties nous étaient défendues, par une junte de vigiles spécialement défrettée qui empêchait l'accès au toilettes et celui de tout ravitaillement en nourriture et en eau. A défaut de la police, qui ne devait arriver que peu après, la Présidence lâchait déjà sur des étudiants qu'elle ne représente décidément pas, les hommes d'une entreprise privée. Cela s'inscrit dans la logique qui est la sienne depuis les débuts du mouvement : collaboration directe avec le gouvernement en place, travail de sape permanente du mouvement universitaire, accusations mensongères (épisode du cambriolage du BVE), instrumentalisation d'une soi disant « opinion universitaire » justifiées par des pétitions qui ne sont que l'expression d'une autre minorité… Mesdames et messieurs de la présidence, voyez que vos embûches ne parviennent pas à enrayer un mouvement massif et connaissant peu de précédents historiques. L'assemblée générale tenue démocratiquement et au soleil malgré vos efforts s'est massivement prononcée pour un semestre plancher. Car ni les blocages, ni l'occupation ne cesseront tant que les réformes de base LRU et celles qui y sont liées n'auront pas été abrogées. Afin que notre mobilisation ne puisse être un prétexte pour pénaliser les étudiants en lutte, l'assemblée générale réclame impérativement : L'absence d'examen sur les cours n'ayant pas eu lieu ou sans la présence d'un enseignant Semestre plancher pour tous les étudiants de l'UDS (10 pour tous) Possibilité d'obtenir une note supérieure à 10 en effectuant des travaux spécifiques

Entendez-nous sur ces points, et cessez l'obstruction : la responsabilité de la perte du semestre présent vous incombera en cas de refus et de nouvelles manipulations.

Occupation pacifique du quai 43, Lyon 1 : Communiqué de presse

Depuis 14 heures aujourd'hui, des personnels et étudiants de l'université Claude Bernard Lyon 1 occupent pacifiquement le bâtiment dit "Quai 43" en forme de bateau, centre nerveux de l'administration des enseignements.

La direction de l'université impose depuis quelques jours au personnel administratif de rentrer sur ordinateur les listes de notes du premier semestre remises au rectorat lors de la rétention de notes à Lyon 1 dans le cadre du mouvement national universitaire. La saisie de ces listes en l'état comporte des risques considérables d'erreurs, alors que ces notes seront rendues électroniquement par les enseignants dès que le gouvernement aura pris en compte les revendications de la mobilisation.

A travers cette action, baptisée "L'université coule, Lyon 1 monte en bateau", les personnels et étudiants se déclarent solidaires des personnels administratifs réquisitionnés et réclament l'arrêt de ce travail dégradant et inutile.

Nous rappelons à cette occasion au gouvernement que la résorption de la précarité des personnels administratifs dans les universités, ainsi que l'augmentation des bas salaires est l'une des revendications cruciales du mouvement. Précisons que certains de ces services fonctionnent actuellement avec près la moitié de contractuels.

Nous demandons par ailleurs au Président de Lyon 1 d'arrêter la centralisation des services administratifs d'enseignement et de faire en sorte qu'au contraire, ces personnels soient placés au plus proche des enseignants et des étudiants, dans un souci d'un meilleur service et d'une plus grande qualité de vie pour tous les membres de la communauté universitaire. Une mesure urgente que nous réclamons du président est la reconduction des contrats des personnels, sans période de chômage, et de prendre en compte les voeux des personnels concernant leurs affectations.

Les personnes occupant pacifiquement le quai 43.

5. Le chantage des examens et l’essoufflement du mouvement

Trois mois après le démarrage de la grève des enseignants-chercheurs début février, le mouvement continue, mais se heurte à une offensive sans précédent du gouvernement qui joue sur l’angoisse des étudiants à l’approche des examens pour dénoncer l’attitude « irresponsable » des enseignants. Sans avoir rien lâché sauf des leurres, et avec un cynisme hallucinant, le gouvernement et sa ministre Valérie Pécresse font le pari que la pression des étudiants et de l’opinion publique pour que les examens soient tenus va porter un coup fatal au mouvement. Ils peuvent s’appuyer sur une presse qui, sauf exception, a été incapable ou a refusé d’informer le public sur les motifs profonds du mouvement, à savoir la menace portée sur l’université publique et indépendante des pouvoirs et des entreprises. Il en est résulté une faible prise de conscience de la population dans son ensemble des enjeux du mouvement.
Une campagne agressive est ainsi déclenchée fin avril et début mai pour contraindre les enseignants à assurer la tenue des examens, avec force intimidations et menaces de sanctions.

Toutefois, dans de nombreuses universités touchées, des reports de la date des examens et des cours de rattrapage ont lieu, et dans les universités les plus en pointe dans la grève, diverses stratégies sont mises en œuvre pour que les étudiants ne soient pas pénalisés par le mouvement.
Il n'en reste pas moins que le mouvement, se heurtant à un refus total de toute concession par le gouvernement, en est réduit à annoncer une poursuite de la mobilisation à la rentrée.
Malgré ce relatif échec, on ne saurait réduire les effets de cette mobilisation aux résultats obtenus. En effet, la prise de conscience des enseignants et chercheurs a été, elle, sans précédent et extrêmement massive. Il en restera nécessairement des effets durables. Ecoutons Isabelle This-Saint-Jean, présidente de Sauvons la Recherche (SLR) début mai 2009 :
« Nous sommes dans un moment historique, où il faut mettre un coup d'arrêt aux réformes engagées à l'université et dans la recherche. Il faut déjà arrêter le massacre, même si nous avons élaboré, depuis nos Etats Généraux de la Recherche en 2004, des propositions alternatives crédibles. Nous sommes face à un gouvernement très libéral qui met en place toutes les structures pour un pilotage très étroit de la recherche par le pouvoir politique, avec une recherche qui ne serait plus décidée par les membres élus de la communauté scientifique, mais par des personnalités extérieures nommées par le gouvernement, selon le projet de loi déposé par l'UMP. A cela s'ajoutent la disparition programmée du CNRS, la création de deux agences, l'ANR et l'AERES, l'effondrement des crédits récurrents à la recherche. Enfin, le budget 2008-2009 prévoit la suppression de 900 postes dans notre secteur, une véritable provocation, au moment où les universités ont des besoins croissants, et où les jeunes se détournent de la recherche du fait de l'accumulation de postes précaires qu'on leur propose. Or, en France, les docteurs en trouvent pas de débouché dans la recherche privée, car elle set très faible et incapable de prendre le relais de la recherche publique. Rien n'est fait pour inciter les entreprises à recruter des jeunes docteurs.
Le mouvement actuel est la continuation d'une mobilisation construite dès 2004 avec le mouvement de la recherche en 2003-2004. Nous avions souhaité, lors des Etats Généraux, une agence d'évaluation indépendante et des financements via des appels d'offres mais qui ne se substituent pas aux crédits récurrents. Il n'en est rien dans le Pacte pour la Recherche élaboré par le gouvernement, et contre lequel nous avons mobilisé. On a aussi mobilisé contre la LRU dès l'automne 2007 en faisant le tour des amphis sur ses dangers. Nous nous sommes également opposés à une attaque contre le CNRS avec la création d'instituts en son sein, soi-disant pour simplifier et moderniser, et grâce à des grèves administratives, la menace de démission des directeurs de labos, on a eu une semi-victoire, car le processus, bien qu'acté, n'a pas été mis en œuvre. Mais le loup est dans la bergerie, tout est en place pour l'éclatement du CNRS. Certes on a obtenu des postes pour un an ou deux (à défaut du plan pluri-annuel que l'on demandait), mais le gouvernement fait exactement le contraire de ce qu'il affiche.
La communauté scientifique est dépressive, elle ne se reconnaît pas dans les réformes, qu'il s'agisse du Pacte pour la Recherche ou de la LRU, mais les gens sont mis en concurrence et ne se sentent pas capables de réagir, car ils craignent, en bougeant, de mettre en péril leur équipe ou leur université. Il y a l'effet de « sidération politique » dû à l'arrivée de Sarkozy, et enfin les stratégies incroyablement efficaces de ce gouvernement, avec le discours sur le déclin de l'université et de la recherche françaises, ce fameux discours du 22 janvier où Sarkozy déclare les universitaires et chercheurs français comme très en retard. Enfin, on fait passer les réformes par saucissonnage et enfumage, par petits éléments sans faire apparaître la logique d'ensemble, si bien que les gens ont compris la LRU après coup, malgré nos alertes ; ils l'ont compris avec le projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs au printemps 2009. L'enfumage consiste à faire semblant d'être pour le dialogue, mais en écartant systématiquement les syndicalistes et les élus. Le mouvement que l'on vit depuis trois mois et demi montre à quel point ce dialogue est un faux dialogue.

Notre association comble un déficit d'image des syndicats, même si l'on agit le plus près possible des syndicats. Bien avant le 2 février, les organisations syndicales y compris étudiantes avaient affirmé nos revendications, et la mobilisation s'est faite sur quatre objectifs : le retrait du décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du décret sur la formation des enseignants, un plan pluri-annuel de recrutement, et la question des organismes de recherche. Nous sommes des acteurs responsables, on avait un plan de sortie de crise et des propositions ; nous ne disions même pas abrogation de la LRU, mais reprise profonde de la loi, pour que le gouvernement ne perde pas la face. Ils ont partiellement reporté le décret sur la mastérisation. Fillon a promis la non suppression d'emplois de l'université en 2010-2011, mais pas dans les organismes de recherche. Sur les organismes de recherche, on a récupéré les postes perdus par les chaires mixtes CNRS-universités, mais on n'a rien obtenu sur la réorganisation du CNRS. On est contre un mur, le dur de la politique du gouvernement sur la non création d'emplois. On a obtenu sur le décret sur le statut que 50 % des promotions soient décidées au niveau national, mais la modulation entre recherche et enseignement reste et un jeune maître de conférence ne pourra pas la refuser. En fait, le gouvernement, en ne lâchant rien, veut faire de nous un exemple, pour casser les résistances dans d'autres secteurs ; il s'agit de briser les reins des syndicats et des associations. Si l'on est mis à terre, ils pourront avancer dans d'autres secteurs. Là, ils essaient de désamorcer le mouvement à l'hôpital, ce qui peut être interprété comme une victoire. Mais nous n'avons plus de relais dans le monde politique, qui a une méconnaissance totale de notre rôle et de ce qui nous menace, alors que sur l'hôpital, tout le monde est concerné, et les médecins hospitaliers sont dans leur camp.
Un des acquis du mouvement, c'est la prise de conscience très large, au sein de la communauté universitaire et scientifique, des dangers des dérives actuelles. Les LSHS l'ont compris plus facilement, même si la mobilisation dans les sciences dures ne s'est jamais vraiment arrêtée. Il y a eu un basculement idéologique de notre communauté vers la réaffirmation du rôle du savoir, de la connaissance comme valeurs pour tous. Cela laissera forcément des traces. Il y a aussi la fierté retrouvée, la fierté de transmettre le savoir. Le 4 juin, nous ferons une Marche de tous les savoirs. »

6. Impasse et coût social de la position du gouvernement

Alors que la plupart des universités s'efforcent, en mai 2009, de faire passer les examens coûte que coûte à force de reports et de sessions de rattrapage prévues jusqu'en septembre, le coût social de la rigidité du gouvernement apparaît très élevé. Le mouvement de grève des cours dans la plupart des universités a duré plus de trois mois et demi, et l'année universitaire a été profondément compromise. Le gouvernement et sa ministre Valérie Pécresse ont joué l'usure du mouvement avec cynisme, pénalisant les étudiants et essayant de les présenter comme otages du mouvement, pour que l'opinion publique se retourne contre les grévistes.
L'impasse est telle que le 16 mai paraît dans *Le Monde* un « Manifeste pour la refondation de l'Université française », signé par des universitaires pro ou anti-LRU, dont notamment Olivier Beaud, Alain Caiullé, Guy Carcassonne, Olivier Duhamel, François Dubet, Olivier Favereau, Marcel Gauchet, Yves Lichtenberger, Dominique Méda, Catherine Paradeise.
Ce Manifeste va à l'encontre de plusieurs orientations de fond de la réforme de l'université imposée par la LRU et ses décrets d'application, en réaffirmant des valeurs essentielles quant à la place de l'université, quant à son indépendance, et réclament l'organsiation d'Etats Généraux de l'Université. Ils affirment notamment : « le principe du libre accès de tout bachelier à l'enseignement supérieur est, en France, un des symboles mêmes de la démocratie, le pilier d'un droit à la formation pour tous. » Ils préconisent la création « d'un grand service public propédeutique de premier cycle réunissant (ce qui ne veut pas dire normalisant dans un

cycle uniforme) IUT, BTS, classes préparatoires et cursus universitaires de licence » , afin d'introduire une hybridation entre la logique pédagogique des classes supérieures de l'enseignement secondaire et des écoles professionnelles d'une part, et celle des universités d'autre part. Ils réclament « une amélioration substantielle de la condition étudiante en termes de financement et de conditions de travail. « L'idée d'un capital minimum de départ attribué à chaque étudiant mérite à cet égard d'être envisagée »[46] Enfin, ils plaident pour une « autonomie scientifique (indissociable de garanties statutaires nationales) » et pour que le corps universitaire dispose de « réels contre-pouvoirs face aux présidents d'université et aux conseils d'administration, ce qui suppose des aménagements significatifs de la loi LRU. Il faut, en somme, redonner au principe de la collégialité universitaire la place déterminante qui lui revient et qui caractérise l'institution universitaire dans toutes les sociétés démocratiques. »
« A bon entendeur, salut », pourrait-on dire…La diversité des signataires de ce Manifeste atteste en tout cas de la profondeur du malaise de la communauté scientifique, qui perdurera tant que le gouvernement persistera dans son autisme, croyant avoir remporté la victoire en passant en force, là où il n'a fait que cristalliser l'inquiétude et la révolte des enseignants-chercheurs à plus long terme. Peut-on gouverner en allant à l'encontre de toute une communauté professionnelle ?

Le bilan du mouvement

Eric Lecerf, professeur de sociologie à Paris VII, tire ce qui peut être considéré, en juillet 2009, comme des éléments de bilan sur la mobilisation contre la LRU :
« Au vu des résultats obtenus par la mobilisation, on pourrait dire que le bilan en est négatif :le décret sur la mastérisation est paru le 28 juillet, et suite aux demandes du Ministère, et aux menaces de sanctions, il semble que les maquettes vont remonter. Mais ce n'est pas si simple. Certes, le gouvernement n'a pas reculé ; mais il comptait aller ensuite à l'autonomie totale des universités au cours du premier mandat présidentiel, ce ne sera pas le cas, et ce sera reporté au second. Valérie Pécresse est restée ministre mais est à la fois candidate aux régionales, donc la pression sera moindre. On n'a rien gagné, sinon une espèce de latence sur les deux ans à venir. Sur la mastérisation, le gouvernement fait des concessions en laissant exister les IUFM, associés aux universités, sur une période probatoire, mais cela ne l'engage pas au-delà des deux ans. Pour les étudiants qui perdent une année de formation payée, il n'y a pas de concession.
La Coordination Nationale des Universités se réunit le 30 septembre et sera décisive : si l'on ne parvient pas à maintenir un mouvement hors grève, ce sera un bilan négatif. Par contre, si l'on parvient à maintenir une solidarité entre universités au lieu de la concurrence, ce sera un bilan positif, mais cela dépend de nous. On entre dans une période difficile. Dans les discussions autour de la Ronde des Obstinés, le mouvement a révélé une chose, c'est que les gens ne se satisfaisaient pas de l'état actuel de l'Université. Telle qu'elle est, conçue pour une élite, l'université ne correspond pas aux besoins de l'époque. Ce qu'impose le gouvernement ne résout pas le problème, cela l'aggrave. Mais si le mouvement s'arrête là, on pourra dire qu'il a été plus ou moins un mouvement de défense du statut, et donc conservateur. Si l'on arrive à continuer sur un autre mode d'action que la grève, cela prendra un autre sens.
Ce mouvement a produit des choses un peu nouvelles à l'intérieur de l'Université. Beaucoup d'universitaires qui n'ont jamais fait autre chose que l'enseignement et la recherche et qui étaient dans une bulle, une espèce d'autonomie, ont découvert le monde du salariat. Il y a eu une prise de conscience, surtout chez les jeunes collègues.

[46] Rappelons qu'au Danemark, chaque étudiant reçoit du gouvernement 600 euros par mois pendant six ans.

Quel projet alternatif le mouvement a-t-il porté ? Il y a eu beaucoup de débats chez nous [à Paris VIII]. De nombreux enseignants ont décidé de faire porter une partie de leur cours sur ces questions. J'ai organisé un séminaire sur « Qu'est-ce qu'un métier ? », sur les questions salariales. L'Université n'a pas vocation à former à des métiers, mais n'est pas étrangère au monde du travail. On ne peut résoudre cette contradiction, mais on peut au moins la poser. Paris VIII depuis longtemps n'est plus l'université alternative qu'elle a été dans les années 70. Mais nous avons été moteurs de la Ronde. Nous avons été les premiers, dès août 2007, à prendre position contre la LRU, y compris au niveau de la présidence,, qui fut totalement isolée à l'époque.
De même, il a été très important d'arracher, à la Coordination Nationale des Universités de février, le refus de toute la LRU et non de tel ou tel décret. En effet, seule cette position permettait de maintenir l'unité avec les personnels et avec les étudiants. Fin juin, à Paris VIII, les BIATOSS ont refusé de passer des entretiens professionnels et obtenu un recul de la présidence. Il y aura sans cesse des conflits de ce type.
Quant aux syndicats, le SNESUP a conservé une attitude cogestionnaire ; mais le pouvoir n'a rien fait pour leur donner du grain à moudre, et a établi une relation privilégiée avec la CFDT. Le SNESUP est resté dans le mouvement pendant la grève, car s'il s'était retiré, il perdait la moitié de ses troupes ; mais il n'a pas été d'un grand secours.
Sarkozy a fait de la réforme de l'Université l'un de ses objectifs principaux, car la droite a plusieurs fois perdu face à des mouvements étudiants, ce qu'ils veulent rendre impossible à l'avenir. La réforme a pour but que des mouvements d'ensemble ne puissent plus avoir lieu : une fois le processus achevé, les frais d'inscription seront fixés université par université, l'Etat pourra baisser ses subventions, les universités dépendront de contrats aléatoires avec l'Etat et devront chercher des financements ailleurs. C'est pourquoi ils n'ont pas voulu reculer sur la question des pouvoirs des présidents, car c'est la clé de voûte du nouveau système. Là, ils vont prendre le temps d'appliquer ce qu'ils ont mis en place, et le pouvoir des présidents va s'imposer de lui-même. Dans un deuxième temps, ils durciront et des universités de second rang fermeront. C'est pourquoi il est si important de maintenir une solidarité entre nous, même sans aller jusqu'à la grève. »

Plus largement, un séminaire organisé à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales en novembre permet à plusieurs chercheurs, dont ceux les plus engagés dans le mouvement, d'échanger que le bilan de cette mobilisation historique des enseignants et chercheurs.
Séance « Enjeux et futur du mouvement universitaire » organisée le 4 novembre 2009 à l'EHESS dans le cadre du Séminaire alternatif « Les politiques des sciences ».

Jean-Louis Fournel (SLU) :

« La question essentielle à poser est centrée sur la nécessité d'un débat en ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche dans ce pays. Nous avions appelé à un tel débat dans une tribune publiée par *Le Monde* en 2008, au début du mouvement. Pourquoi ce débat contradictoire n'a-t-il pas eu lieu avant la réforme ? Pourquoi le mouvement universitaire de janvier à juin, malgré son ampleur, a-t-il aujourd'hui [en novembre 2009] l'apparence de l'échec ? Certes, on a subi un échec tactique, mais le moindre des résultats n'est-il pas qu'aujourd'hui il devienne admis même par nos adversaires que ce débat est nécessaire ?
Enfin, existe-t-il un avenir non purement épistémologique à ce débat ?
L'enjeu qui se présente à nous aujourd'hui est de mener la bataille des mots, de remettre la théorie dans la rue, de traduire politiquement le mouvement.
Pourquoi le débat n'a-t-il pas eu lieu plus tôt ?

Les responsabilités sont multiples. Depuis vingt à vingt-cinq ans, il n'y a pas eu de débat sur l'enseignement supérieur et la recherche. Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas su mener la bataille, depuis le Plan Universités 2000 jusqu'au Pacte dur la Recherche ? Pourquoi ces enjeux n'ont-ils pas fait l'objet d'un débat entre les enseignants et chercheurs, les gouvernants et le reste de la société ? Au fil de mesures qui sont improprement apparues comme techniques, Il s'est instauré une doxa où nous-mêmes parlons le langage de l'adversaire ; il y a ainsi une liste de mots à combattre et une liste de mots dont on doit se ré-emparer. Je le dis, il y a une responsabilité écrasante de la gauche française qui a cessé de penser l'université et le système éducatif et son lien avec la recherche comme étant le socle de notre communauté républicaine. D'où la pauvreté insigne des interventions de ceux qui sont nos représentants.
S'il y a un intérêt dans ce mouvement, c'est bien de pousser éventuellement nos représentants naturels à reprendre en mains nos affaires. Il faut refaire de la politique. Ainsi, l'histoire de ce mouvement est-elle la chronique d'une défaite annoncée, mais aussi celle de la démission de nos représentants. C'est aussi notre défaite. Par peur, nous avons accepté que la référence à la professionnalisation aille de soi ; accepté d'abandonner le mot autonomie à nos adversaires. Nous avons renoncé à nous interroger sur certaines propositions ayant leurs effets au sein du processus de Bologne. Nous avons accepté qu'il soit perçu comme normal de classer, d'évaluer des établissements, le benchmarking…Or, cela ne va pas de soi, ce sont des principes empruntés au monde du marketing. Nous parlons compétences et non plus savoir et connaissances.
Pourquoi ce mouvement a-t-il en partie échoué ?
C'est la chronique d'une défaite tactique : Il y a d'abord notre incapacité à imposer un autre rapport de forces et à trouver des relais politiques, même s'il y a eu un bougé, et ceci malgré la créativité du mouvement – au moins sur un mis et demi, jusqu'à fin avril. Nous avons compris l'importance de sortir de l'université pour aller vers les citoyens, parce que l'université est un enjeu de société.
Il y a aussi notre incapacité à gérer la temporalité du mouvement , car nous avons sous-estimé la détermination de nos adversaires.
Incapacité également sur notre répertoire d'actions : nous avons voulu sortir du binôme manifestations/blocages. On y a réussi, le nombre de blocages a été assez faible et ils ont essentiellement permis à permettre des actions. Mais on n'a pas trouvé le substitut idéal. On a marché toutes les semaines, on a mis 15 fois dans la rue un tiers de nos collègues parisiens à 8-10 000. Certes il y a eu une participation étudiante, mais ce n'était pas un mouvement étudiant (étaient mobilisées quelques facs, Paris IV, Paris VIII, Toulouse le Mirail, Grenoble III…).
En conclusion, je pense que l'on ne s'en sortira pas si l'on maintient une dissociation entre l'université et la société, entre la vie active et la vie contemplative.
Bref accepter de mener la bataille des mots, critiquer le prétendu « bon sens » et la neutralité idéologique proclamée, reprendre certains mots et en combattre d'autres

Reprendre et reconquérir

Autonomie
Bien commun
Collaboration/Coopération
Collectif
Collégialité
Connaissance
Corps
Critique

Démocratisation
Egalité
Emulation
Equité
Evaluation
Fonction sociale
Fonctionnariat
Formation
Gratuité
Liberté
Massification (on ne reviendra pas en arrière sur ce point)
Politique
Public
Recherche fondamentale
Régulation (par l'Etat)
Responsabilité
Savoir
Social
Statut
Universalité

Oser combattre

Bataille de l'intelligence
Benchmarking
Classement (fût-ce celui du **CHE**– le *Centrum für Hochschulentwicklung* allemand qui a rendu public le 29 octobre dans *Die Zeit* les résultats de son cru 2009, *mapping* plus que *ranking* – avec la présence de 8 établissements supérieurs de LSHS français, d'après un récent cocorico d'Educpros)
Compétence comme valeur alternative au savoir et à la connaissance
Compétition exacerbée
Concurrence sauvage
Contrat/contractualisation sans limites
Défi
Economie de la connaissance / Société de la connaissance
Employabilité
Excellence
Expertise
Gouvernance
GRH (gestion des ressources humaines)
Harmonisation
Indicateurs comme mètre du jugement et des financements
Innovation
Manager
Marché
MOC (méthode ouverte de coordination)
Modernisation
New Public Management NPM
Objectifs

Performance
Pilotage
Précarisation
Qualité (« objectif qualité » et « contrôle qualité » !)
Ranking
Tuning

Pauline Delage (SUD-Etudiant)

Il faut rappeler que le mouvement contre la LRU n'a pas débuté en 2009, mais en octobre 2007, à l'initiative des étudiants et autour de leurs revendications, du rejet de la mise en concurrence des universités et des étudiants et de la subordination à la logique marchande. Début 2009, ce sont les décrets d'application de la LRU qui ont mobilisé la communauté universitaire. Le 22 janvier 2009, le discours de Sarkozy parlant de l'immobilisme de l'université a dynamisé le mouvement.
Il faut aussi remarquer que ce mouvement a été composé de différentes participations et approches, les enseignants-chercheurs mais aussi les étudiants et les personnels, ce qui a posé des problèmes pour radicaliser le mouvement ? Il y a eu des tentatives de jonction, mais certaines n'ont pu se faire. Même les formes prises par le mouvement ont été différentes, certaines facs ne faisant plus aucun cours, d'autres faisant des cours hors les murs, Ronde des Obstinés, occupation du CNRS, funérailles de l'université, blocage de la remontée des maquettes de mastérisation…Il y a eu une tentative de convergence lors de la manifestation du 19 mars avec le slogan « De la maternelle à l'université », car la mastérisation pouvait servir de motif commun aux résistances. Il y en a eu aussi avec les hôpitaux et les services publics, et au niveau européen avec le contre-Sommet de Louvain-la-Neuve.
Quel bilan peut-on tirer de la mobilisation ?
Elle fut tout d'abord sans précédent. Les universitaires jusque là peu mobilisés se sont politisés et ont acquis une perception de la globalité des réformes touchant à l'université et à la recherche mais aussi aux services publics. Toutefois, selon nous, la grève reste la modalité essentielle dans un mouvement de contestation, car les séminaires alternatifs restent dispersés.
Les enjeux pour cette rentrée, comme y ont appelé les deux Coordinations nationales universitaires des 30 septembre et 27 octobre, c'est de poursuivre le mouvement, en participant aux journées du 17 novembre et du 24 avec appel à la grève. La mastérisation reste le cœur de la reformulation du concept d'éducation et du démantèlement de l'Education Nationale. La question de la professionnalisation est aussi essentielle, du fait du chômage et de la précarisation des jeunes, Sarkozy s'est emparé de ce thème dans son discours sur la jeunesse en annonçant le « RSA-jeunes » et le 10è mois de bourse. Or, l'université n'est pas vouée à produire de la main d'œuvre bon marché. L'un des enjeux de cette année sera de na pas isoler la question de l'université des autres attaques contre les services publics, d'aller au-delà des murs de l'université » pour diffuser largement dans la société nos analyses.

Luc Boltanski
Sur la justification des sciences sociales

L'objet des sciences sociales est de permettre à des êtres humains de développer leur capacité de réflexivité. Nous vivons à cet égard une période très différente de celle des années 50-70, où l'intervention de l'Etat favorisait le développement des sciences sociales et d'une génération d'intellectuels, en allouant des dotations globales à de grands organismes de

recherche autonomes. La domination du management a conduit les spécialistes des disciplines de la gestion à utiliser les sciences sociales comme outils de contrôle. L'Etat républicain, puis Providence, a fait place à un Etat entreprise, avec une association étroite de l'Etat et des capitalistes. L'Etat gère aujourd'hui ses salariés comme une firme gère ses personnels et ses fonctions de production.
Dans un Etat gestionnaire, quelle peut être la justification des sciences sociales ? Il y a deux orientations profondément antinomiques en sciences sociales, soit l'expertise, soit la critique. L'objectif actuel des commanditaires publics de recherche, dans une optique gestionnaire, est de transformer les chercheurs en experts sans capacité critique, en leur appliquant les techniques du management. Comme le montre l'Appel des Appels, il monte une indignation sourde contre l'Etat entreprise dans divers secteurs de la société. En effet, les changements en cours menacent les jeunes d'être poussés vers des prolétariats, le prolétaire étant celui qui n'a aucun pouvoir sur sa vie et qui le sait.
La révolte des universitaires n'a pas été relayée par les grands syndicats et par les partis politiques, le PS étant lui-même acquis aux « réalités » managériales. Les moyens utilisés n'ont pas été opérants, car le gouvernement et la « mouvance » au pouvoir s'en moquent que les facs soient bloquées, car ils n'ont pas leurs enfants dedans. Et ils ont compris que les parents de milieux modestes n'apprécient pas les blocages. Enfin, les universitaires se sur-estiment socialement et croient encore bénéficier de l'estime sociale, comme il y a 25 ans. Or, les formes de la méritocratie ont profondément changé dans la société actuelle. Il faut prendre en compte que si les mouvements lycéens font peur au gouvernement car cela touche les parents, et si les mouvements étudiants font un peu peur, les enseignants ne font pas peur du tout. Ils avaient besoin des étudiants et des lycéens pour gagner, or lors du mouvement étudiant à l'automne 2007, qui a connu une répression sévère avec des blessés, ils n'ont pas bougé.

Isabelle This Saint-Jean (Sauvons la Recherche)

Quel bilan tirer de ce mouvement ?

Au sortir de cette mobilisation historique, il y a tout de même un certain nombre de points dont on peut être fiers, en particulier que la question de l'emploi scientifique et de l'avenir des jeunes dans notre profession. Aux débuts du mouvement, on disait que si nous parvenions à revenir sur les suppressions de postes dans l'université et la recherche, ce serait une victoire. On l'a obtenu, au moins sous forme de promesses, et on est l'un des seuls secteurs à l'avoir obtenu dans les services publics. On peut également se réjouir, même si c'est plus nuancé, d'avoir réussi à ralentir un certain nombre de choses, notamment du côté des organismes de recherche : le CNRS existe encore, bien que menacé. La troisième chose à souligner, c'est la prise de conscience très large dans notre communauté et l'approbation de propositions que nous étions très seuls à porter précédemment. Beaucoup de nos collègues ont compris quel massacre était créé par un utilitarisme étroit, et la volonté de mainmise et de pilotage serré de nos activités d'enseignement et de recherche. La conviction est aussi largement partagée que nous avons en face de nous un gouvernement qui saccage tous les services publics, avec en conséquence une remise en cause de nos statuts et une précarisation croissante des personnels. Dernière chose qui fait maintenant quasi-unanimité : l'aveuglement de nos dirigeants pour qui l'efficacité de nos institutions passe par la mise en concurrence de tous contre tous. L'Appel des Appels a joué un rôle important pour montrer que c'était le cas dans tous les secteurs publics. On est donc dans un paysage nouveau, l'état d'esprit a changé.

Pourquoi le relatif échec du mouvement ?

Oui, la LRU se met en place. Le Ministère mène des négociations en mettant sur la table des moyens en échange de soumission, et agite des menaces. Du côté de la recherche, il reste le découpage définitif des organismes de recherche, et du côté des universités, la perspective à terme d'une élévation des frais d'inscription et de la mise en place de la sélection.
Pourquoi n'avons-nous pas réussi complètement ? Parce que notre communauté s'est réveillée trop tard. Elle aurait dû le faire quand ont été créés l'ANR et l'AERES, quand la précarité s'est développée, et enfin dès la mise en place de la LRU. Or, en dehors des Etats Généraux de la Recherche, notre communauté est restée très hésitante, et ce sont les étudiants qui se sont mobilisés contre la LRU seuls ou presque : nos collègues ont compris trop tard.
Une autre raison est que l'on a sous-estimé l'efficacité du gouvernement, qui avait un programme complet en vue (le rapport Beloch date de plusieurs années) et une détermination farouche, cette réforme étant pour lui emblématique. Leur projet, global et cohérent, est décliné morceaux par morceaux, ce qui isole les luttes ; c'est ce que j'appelle la technique du saucissonnage et de l'enfumage. L'enfumage consiste à faire semblant de consulter la communauté, en créant des commission, en utilisant des personnalités scientifiques ou des syndicats qui se prêtent au jeu. Cela s'accompagne d'un art de la communication et d'une maîtrise quasi-totale des médias. A part un ou deux journalistes qui ont fait correctement leur travail, l'ensemble des médias a joué contre nous. Enfin, on nous vole nos mots porteurs de valeurs, il y a une récupération sémantique de la part du gouvernement, qui prétend se battre pour la liberté, l'égalité, l'autonomie, la justice sociale.
D'autre part, nous n'avons pas assez porté les revendications étudiantes pendant le mouvement, et nous nous sommes laissés piéger par les journalistes sur les seules questions du statut et de la mastérisation. Les étudiants s'étaient mobilisés seuls en 2007, on n'a pas réagi à leur écrasement. Et on n'a pas réussi à faire une jonction avec les lycéens sur la question de la mastérisation.
La dernière cause de notre relatif échec a été l'incapacité à embrayer au niveau politique. Ce n'est pas seulement la trahison du PS. A-t-on beaucoup entendu les autres partis de gauche ?Ou s'ils nous ont soutenus, personne ne l'a su ni entendu, et ceci pour une raison plus profonde : notre personnel politique ne connaît plus l'université et la recherche. Notre université n'a pas franchi la ligne de la politique, et nous-mêmes n'avons pas assez politisé la question de l'université et de la recherche. L'essentiel de l'analyse à faire était une analyse idéologique : cela pouvait-il être entendu ?

Que faire aujourd'hui ?
Quatre choses : premièrement, résister, labo par labo, université par université, équipe par équipe, en essayant de limiter les dégâts. Deuxièmement, faire collectivement un Livre Noir des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche, en centralisant les remontées d'informations, ceci pour convaincre de la nocivité des réformes. Troisièmement, aller vers du propositionnel. On a essayé de le faire au cours de la mobilisation. Ce n'est pas hors de portée, car il existe un projet relativement partagé par la communauté universitaire, à deux bémols près : la question des frais d'inscription, et celle de la sélection. Et il y a déjà un certain nombre de travaux issus des Etats Généraux de la Recherche. Quatrièmement, repolitiser les questions, pour que les personnels politiques s'emparent de la question globalement, sinon ce sera un recul de toutes les luttes sectorielles.

Marcel Gauchet
Où en sommes-nous ?
Nous avons connu paradoxalement depuis 68 une période de faible réflexivité de l'université. C'est de la recherche qu'est venue toute la stimulation ces dernières années. Il faut réintroduire dans l'université une capacité de réflexivité sur elle-même.

A quoi avons-nous affaire ?
A quelque chose qu'il ne faut pas réduire à la situation française, car il s'agit d'un mouvement international qui se déploie dans tous les pays notamment européens avec une inspiration commune, et un mouvement qui vient de loin (depuis 15 ans au moins). Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, y ont participé. La source en est la Direction de l'Education de l'OCDE.
Or, sur le fond, l'un des défis qui nous est posé est de ne pas se tromper de diagnostic. Les termes privatisation, marchandisation, marketing sont insuffisants, et il ne faut pas se contenter d'une analyse économiciste, qui explique l'écho rencontré par ces réformes chez un certain nombre de nos collègues. Cela conduit à une protestation impuissante, car cela ne permet pas de comprendre la vulnérabilité du monde universitaire, qui épistémologiquement affectionne cette logique néo-libérale. Car le néo-libéralisme est plus qu'une doctrine du fonctionnement de l'économie. Le problème posé n'est pas celui de la dictature des marchés sur l'ensemble des activités sociales. C'est la généralisation dans tous lezs rouages de la vie sociale du modèle développé dans l'économie. C'est à l'abri de cette confusion que se développe le système.
Que faire ?
Conquérir l'opinion. Les universitaires doivent être capables d'expliquer leur cause.

En conclusion, ce qui ressort de ce séminaire alternatif à l'EHESS est le caractère tragique des décalages de temporalités entre la mobilisation lycéenne, au printemps 2008, non soutenue par la majorité des enseignants, celle des étudiants à la rentrée 2007 contre la LRU, non soutenue et même souvent dénoncée par les enseignants, et celle des universitaires de janvier à mai 2009, qui n'a pas entraîné de soutien massif des étudiants. Tout laisse à penser que si ces mouvements s'étaient conjugués dans le même temps, l'issue en aurait été très différente.
D'autre part, il en ressort aussi un très profond décalage entre l'ampleur et la radicalité du mouvement universitaire de 2009, d'une part, et la faiblesse du soutien de la classe politique toutes tendances confondues, et son absence d'analyse de la question de l'université et de la recherche, le PS étant lui-même au fond plutôt acquis à la réforme.
Enfin, alors qu'un mouvement lycéen entraîne fréquemment un soutien des parents, qu'un mouvement étudiant a des chances d'entraîner la mobilisation de toute la jeunesse, notamment lycéenne et de toucher ainsi largement l'opinion publique, un mouvement universitaire, si large soit-il, a du mal à être compris de l'opinion publique, qui a tendance à considérer les enseignants et les chercheurs comme des salariés protégés, voire « nantis » et donc fainéants s'ils font grève, et à se désolidariser d'eux.
Emmanuel Barot, enseignant-chercheur impliqué dans la grève des enseignants à l'Université de Toulouse le Mirail, et ayant démissionné le 1er mai 2009 de son poste de directeur du département de philosophie, tire un bilan plus sévère de la mobilisation des enseignants-chercheurs, dans son récent livre, *Révolution dans l'Université. Quelques leçons théoriques et lignes tactiques tirées de l'échec du printemps 2009.*
Pour lui, il faut décrypter l'échec du mouvement selon une analyse de classe : « le processus général de précarisation accentue en effet la différence entre un salariat d'Etat de cadres hautement qualifiés (EC proprement dits, mais aussi ingénieurs de recherche) et un salariat moins qualifié tendanciellement re-privatisé (catégories professionnelles déjà fragilisées, enseignants vacataires, personnels administratifs et techniques de catégorie B et C). » Ainsi les EC (enseignants-chercheurs) ont-ils conservé le sentiment confus mais tenace qu'il était « encore possible de sauver une partie de leurs acquis sans aller jusqu'à la rupture avec le système d'ensemble dans et par lequel ces acquis ont pris corps, quitte à ce que,

concrètement, le salariat tendanciellement reprivatisé des catégories les plus fragilisées soit, lui, détruit »[47].
Et il conclut : « C'est une défaite politique majeure, parce que ce par quoi elle aurait pu être victorieuse *n'a même pas été tenté. [...]* Comme la petite bourgeoisie est tiraillée entre des intérêts et des valeurs contrastés, *les EC à la fois pouvaient et voulaient enrayer cet ensemble de réformes, et à la fois ne pouvaient pas vouloir et ne voulaient pas pouvoir réellement le faire*. »
On voit que le constat est dur. Il faut néanmoins entendre ce point de vue critique original. Il n'en reste pas moins que l'une des causes de l'échec du mouvement, outre un pouvoir extrêmement déterminé, fut son fractionnement dans le temps en mouvements successifs des différentes catégories concernées, ainsi que l'absence de relais de la société civile, à la différence du CPE.
Trois ans après la loi LRU, qu'est-ce qui a changé pour les universités, se demande Philippe Jacqué dans *Le Monde* du 7 août 2010 ? Donnant largement la parole à des présidents d'universités ravis de leurs nouveaux pouvoirs, il ne peut éviter de conclure à un renforcement de la concurrence, parfois frontale, entre établissements. Et Stéphane Tassel, du SNESUP-FSU, interviewé dans ces colonnes, estime quant à lui que « les présidents ont des pouvoirs démesuré en matière de recrutement et de gestion des personnels, grâce à leur droit de désigner les « comités de sélection » chargés de recruter les futurs personnels, ainsi que leur droit de veto à un recrutement. Nous déplorons aussi les pressions insidieuses sur des enseignants-chercheurs aux statuts altérés, ou l'explosion de la précarité, qui n'en finissent pas de montrer les travers dévastateurs du pilotage managérial, en rupture avec les fondements scientifiques et collégiaux de l'université. » et il poursuit : « Confrontés à une phase inédite de déréglementation, de bureaucratisation endémique, de creusement des inégalités et de concurrence exacerbée, les personnels sont contraints de colmater les brèches. Jamais la mainmise de la tutelle ministérielle et des intérêts économiques sur les libertés scientifiques et pédagogiques n'aura été aussi forte ! »

[47] Emmanuel BAROT, *Révolution dans l'Université. Quelques leçons théoriques et lignes tactiques tirées de l'échec du printemps 2009,* La ville brûle, 2010.

CHAPITRE VI. CE QUI COURT D'UN MOUVEMENT Á L'AUTRE

1. Le rejet de la marchandisation du monde. Pour une école et une université gratuites, indépendantes et égalitaires

Toutes les réformes qui se sont succédées à l'égard de l'université ont avancé l'argument de l'adaptation de celle-ci aux transformations du marché du travail et plus récemment à la mondialisation ; elles ont, notamment la LRU, tendu à instaurer une sujétion plus grande du contenu des savoirs aux pouvoirs économiques, et ont tendu à accentuer la sélection à l'entrée des formations supérieures, notamment les plus valorisantes.
Face à ces réformes, les mobilisations étudiantes ont sans cesse réaffirmé leur refus de la sélection et de l'élévation des droits d'inscription, et la volonté de conserver une université gratuite, indépendante et égalitaire.
En ce sens, on peut dire que les mobilisations universitaires sont une expression récurrente de l'idée démocratique et en expriment le caractère profondément polémique, au sens où l'établit Jacques Rancière. Celui-ci voit dans le mouvement étudiant de 1986 une « scène de vérification de l'égalité » :
« Or il s'est produit dans ce mouvement quelque chose qui a créé le désarroi total dans les rangs du gouvernement et de la majorité conservatrice : les étudiants ont commenté la loi, ils ont dit que c'était une mauvaise loi. Ils se sont adressés à eux comme à des gens qui, après tout, pourraient aussi bien faire de bonnes lois que de mauvaises, […] comme s'ils pouvaient parfaitement faire des lois dans l'intérêt général, puisqu'ils étaient élus pour cela. Cette « naïveté » d'étudiants de 1986 raisonnant comme des ouvriers tailleurs de 1830 et créant, en jouant le jeu de l'autre, un espace polémique inédit les a complètement pris au dépourvu, mis hors de leur assiette. Ils ont été pris au piège du syllogisme renouvelé de l'égalité. […] Les étudiants et lycéens opposés à la loi étaient eux-mêmes largement pris individuellement dans la logique sélective, dans la recherche des bonnes classes et des bonnes filières. Or tout s'est passé comme si cette transformation des croyances et des attitudes pratiques n'empêchait pas le maintien inflexible d'un système d'identification collective de la forme-école où la gratuité et l'ouverture du système universitaire étaient considérées comme des acquis intouchables de la démocratie française : une université où n'importe qui peut faire n'importe quelles études, avec les risques et les pertes qui en résultent pour les individus et pour l'Etat – bref, la foire au savoir, pour reprendre l'image platonicienne -, cela apparaissait dû à la collectivité et à chacun de ses membres.[48] »
Il en fut bien entendu de même face à la LRU qui sous couvert de liberté et d'autonomie de l'université instaurait en réalité une dépendance de l'université par rapport aux intérêts économiques et un contrôle accru d'un président tout puissant sur le contenu du savoir délivré, avec pour but ultime une sélection renforcée.

[48] Jacques RANCIÈRE, *Aux bords du politique,* Paris, Gallimard, Coll. Folio Essais, pp. 102-106.

2. Le refus de la précarisation de la jeunesse. Un sentiment : l'absence d'avenir. Une prise de conscience du cognitariat

Dans tout mouvement social, comme le notait très justement Ben dans une interview, il y a la part manifeste et la part latente. Le mouvement contre le CPE fut plus qu'un mouvement étudiant, ce fut un mouvement social – ce qui est moins le cas de la lutte contre la LRU et de la révolte des lycéens contre les suppressions de postes. Mais son énorme potentiel latent ne fut pas mis en paroles et en mouvement par les organisations qui y participèrent, et resta enserré dans les rêves des étudiants.
« La fonction manifeste du mouvement contre le CPE était le retrait de cette mesure. Mais la fonction latente était de répondre à un problème de société touchant les nouvelles générations : nous sommes la première génération qui vivra plus mal que ses parents. Ce qui avait été offert à la génération précédente était un métier où l'on pouvait évoluer et échapper à la répétition quotidienne du même geste. Aujourd'hui, on a de plus en plus de compétences et d'expérience , mais il y a de moins en moins de place pour la subjectivité (voir le cas des journalistes) et on ne nous a jamais demandé d'être aussi soumis. Le travail est de plus en plus intellectuel, mais de moins en moins intellectualisé. C'est la crise générale du système qui amène les gens à militer. Or, les organisations ne fixent pas comme objectif la remise en cause du système. Même les organisations les plus radicales se retrouvent à la traîne, car elles se bornent à des objectifs syndicaux et non politiques. L'enjeu, pour des millions de gens, était de virer le gouvernement ! Derrière, le rôle des organisations révolutionnaires était de dire qu'il fallait changer de société, comme en Amérique Latine. Si on ne lutte pas contre l'idéologie dominante, la fonction latente du mouvement devient énorme, mais n'éclate pas. Toute lutte a besoin de théoriciens. Il faut rattacher le mouvement à une conscience ; » (Ben, Tolbiac)
Comment mieux exprimer que le mouvement allait beaucoup plus loin que le seul retrait du CPE – ce qui explique l'immense amertume qui a saisi nombre de militants après la supposée victoire sur ce plan - , et mettait en avant un refus de la précarité comme avenir contraint, un désir d'avenir, à la fois ouvert et reposant sur des garanties de stabilité du revenu ? Cette prise de conscience de la précarisation rampante pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail a été générale. D'ores et déjà, plus d'un étudiant sur deux travaille, souvent en petit boulot ou en emploi précaire, et les étudiants issus des couches populaires ont le plus grand mal à se maintenir dans leur cursus universitaire, ce qu'atteste l'énorme taux d'échec à la fin de la première année de DEUG.

D'un mouvement à l'autre, les mobilisations contre le CPE et contre la LRU, en passant par celle contre la réforme Darcos, montrent la diffusion dans la jeunesse scolarisée d'un vif sentiment d'inquiétude face à la détérioration de leurs perspectives d'insertion dans la société. Le diplôme, même s'il reste un marqueur des différenciations sociales, ne protège plus contre le chômage, la précarité, la dequalification. Les jeunes générations ressentent vivement le déclassement qui les menace par rapport à la situation de leurs parents et par rapport aux espoirs que ceux-ci avaient placés dans le fruit de leurs études.
Est-il juste de dire que l'ascenseur social est en panne alors même qu'il s'est mis à dégringoler pour une partie de la population ? Notre société connaît un paradoxe : bien que plus diplômés que leurs parents, un grand nombre de trentenaires et de quarantenaires se retrouvent dans l'incapacité de maintenir la position sociale de leurs parents. Ainsi, comme le souligne Camille Peugny[49], si en 2003 40 % des personnes de 35 à 39 ans reproduisaient la position sociale de leurs parents et 35 % s'élevaient au-dessus, 25 % se trouvaient déclassés

[49] Camille PEUGNY, *Le déclassement*, Paris, Grasset, 2009.

contre 18 % en 1983. La massification scolaire et universitaire entraîne une dévalorisation des diplômes et un accès plus sélectif à l'emploi qualifié[50], les moins diplômés étant relégués dans les strates inférieures du marché du travail.
Cette prise de conscience d'une précarité grandissante est marquée par la création, au long des années 2000, de divers mouvements et réseaux de lutte contre les différentes facettes de cette précarité : le mouvement des emplois-jeunes en 2001-2002, Stop Précarité en 2001, Génération Précaire contre l'abus des stages non payés, Jeudi Noir contre la cherté des logements pour les jeunes…Ces différents mouvements illustrent la montée de la précarité qui devient une sorte d'horizon obligé pour les jeunes générations, si diplômées fussent-elles. Les CDD représentent entre les deux-tiers et les trois-quarts des embauches. Pire, les gouvernements accélèrent cette dégradation du marché du travail : la loi dite de « modernisation du marché du travail » votée en juillet 2008 en France crée le « CDD de mission » pour les cadres et ingénieurs, la rupture conventionnelle (séparation à l'amiable qui permet de contourner le droit du licenciement), le doublement ou triplement des périodes d'essai.
Le mouvement contre la LRU témoigne également de la prise de conscience d'un ***précariat cognitif,*** ou ***cognitariat,*** qui correspond à l'importance prise par les travailleurs de la connaissance dans le capitalisme cognitif, qui a pour objectif de les instrumentaliser en les rabaissant au rang de travailleurs dévalorisés. Comme l'expliquent très bien les auteurs du N° 39 de la revue *Multitude,* « le problème des industries de la connaissance n'est donc pas de savoir comment lever des armées de travailleurs de la connaissance. Bien au contraire, il consiste à savoir comment *limiter* leur nombre et contrôler leur production. […] Cela passe par une forme de *tri* qui est apparu dans les années 1990, en même temps qu'un grand nombre d'étudiants qui avaient grandi avec des ordinateurs arrivaient sur le marché de l'emploi, avec des goûts et des compétences parfaitement en phase avec les besoins des industries liées à la construction et au développement de l'Internet. Ce tri est souvent passé par la discipline du *Knowledge Management* (KM, gestion des emplois de la connaissance)[51] », qui distingue trois types de compétences : les compétences massifiées, ; dont les possesseurs sont interchangeables, emplois de services de type secrétarial ; les compétences « leviérables », qui exigent une éducation supérieure et qui apportent une valeur ajoutée évidente à l'entreprise, mais dont l'offre est cependant relativement abondante ; et enfin, les compétences appropriables de manière exclusive par la firme. Selon le KM, il ne faut véritablement cultiver que ces dernières, et qu'il faut éliminer la seconde catégorie ou en réduire drastiquement les coûts.
Dans le même numéro, Davy Cottet,Jon bernat Zubiri-Rey et Patrick Sauvel montrent le lien entre l'émergence du cognitariat et les réformes universitaires, en France comme dans les autres pays :
« Les tendances globales du capitalisme après la reconversion industrielle des années 80 ont porté l'information et la connaissance au centre des rapports de production de la nouvelle économie. […] Aujourd'hui, les centres de travail *stricto sensu* ne sont pas les seuls terrains de la production capitaliste. C'est l'être humain entier et son environnement qui deviennent potentiellement des marchandises. […] Dans ce contexte, l'université comme espace relativement autonome de production et de transmission des savoirs rentre en décadence, pour devenir progressivement une institution potentiellement mise au cœur des modes de régulation et des rapports de production capitalistes. » On passe ainsi de l'université de masse à l'université-entreprise, dont il s'agit d'accroître la productivité. « Cela se traduit par l'introduction des logiques issues de l'ordre économique capitaliste, tant dans le

[50] Alexandre LENE, « Déclassement professionnel et segmentation du marché du travail. L'effet combiné du diplôme et de l'expérience », in *Economie appliquée*, vol. 61, N° 1, 2008, pp. 135-166.
[51] Christopher NEWFIELD, « Structure et silence du cognitariat », *Multitude*, N° 39, hiver 2009, pp. 68-78.

fonctionnement et la composition des instances que dans les missions même des universités. » Or, « l'une des nécessités de cette mise en concurrence généralisée des universités réside dans la précarisation de l'ensemble de ses acteurs ». Soulignant à quel point, « à travers la confrontation des intérêts propres à chacune des catégories impliquées dans les derniers mouvements, se construit peu à peu l'idée d'un intérêt commun, participant ainsi à ce que l'on pourrait définir comme l'émergence d'une conscience des travailleurs-euses cognitifs, le cognitariat », les auteurs concluent à « la nécessité de développer des pratiques coopératives et contre-hégémoniques qui permettront de renverser la tendance dominante du capitalisme cognitif »[52].

3. Des forces vives qui interpellent vainement la gauche

Si l'ensemble des partis politiques de gauche et d'extrême gauche, ont dénoncé le CPE et ont participé à la mobilisation contre ce projet, au moins lorsque le mouvement a été lancé, et malgré les positions souvent anti-blocage de l'UNEF, ce ne fut pas le cas lors du mouvement étudiant contre la LRU, qui s'est retrouvé isolé par l'acceptation de cette réforme par le Parti socialiste et sa courroie de transmission en milieu étudiant, l'UNEF. Quant aux suppressions de postes dans les lycées annoncées au printemps 2008, elles n'ont suscité que de molles condamnations de la part du PS.
Ceci illustre un décalage qui va grandissant entre les ressentis, le vécu et les attentes de la jeunesse, dans sa diversité, et la classe politique institutionnelle, de plus en plus préoccupée de sa survie électorale et de plus en plus coupée de la réalité quotidienne que vivent les jeunes sur le marché du travail.
Comme le souligne Philippe Zarifian[53]., « Ce n'est pas la question de l'autonomie, ni celle de la contestation de l'autorité qui est nouvelle, mais plutôt la manière spécifique dont elle s'actualise au sein des nouvelles générations et trouve en même temps écho, au sein des entreprises, dans la nécessité de remettre en cause des organisations fortement centralisées et déresponsabilisantes. C'est avant tout le contexte, le monde auquel les nouvelles générations sont confrontées, qui s'est profondément transformé et explique l'émergence de différences significatives entre elles et la génération du baby-boom. […] Pour les nouvelles générations actuelles, tout s'est inversé : monde instable, marqué par le chômage de masse, montée et installation de la précarité (qui a explosé à partir du milieu des années 80), perte de repères stables dans presque tous les domaines, affaiblissement des systèmes de protection sociale, incertitudes, risques (qui vont commencer à concerner ce qu'il y a de plus essentiel : la vie et la santé). »
Face à ces transformations, à l'aigu besoin de renouvellement de la pensée et des perspectives d'émancipation, les forces traditionnelles de gauche ont plus qu'un train de retard. Figées dans une vision passéiste, ou au contraire, pour leurs fractions modernisées et social-libérales, prêtes à accepter toutes les réformes de régression au nom de la nécessaire modernisation et adaptation à une économie mondialisée de concurrence généralisée de tous contre tous, elles sont incapables d'offrir un débouché politique à la révolte de la jeunesse, quand elles ne la condamnent pas, comme ce fut le cas lors de la révolte des banlieues de novembre 2005.
Mais il y a aussi du côté de la jeunesse une exigence nouvelle, une radicalité et un désir d'authenticité, qui fait apparaître à beaucoup le fonctionnement des partis politiques comme dépassé. C'est d'une autre façon de faire de la politique qu'ils portent l'attente et sont

[52] Davy COTTET, Jon Berant ZUBIRI-REY, Patrick SAUVEL, « L'émergence du cognitariat face aux réformes universitaires en France », *Multitude,* N° 39, hiver 2009, pp. 56-65.
[53] Philippe ZARIFIAN, *L'échelle du monde. Globalisation, Altermondialisme, Mondialité,* Paris, La Dispute, 2004, pp. 94-95.

impatients, et qui s'exprime au plus près de leurs pratiques de lutte et de coordination, par réseaux interpersonnels sur la base de la confiance[54].

« Pendant deux mois, on a fait de la politique tout seuls, on a auto-géré le mouvement. Aujourd'hui, il faut trouver des formes d'organisation politique nouvelles, un peu libertaires dans la forme ; la structure de parti politique est aliénante et finit par primer, si on regarde la manière dont les militants sont à la LCR ou au PC. L'idéal serait la mise en place d'une organisation sur un mode libertaire, la plus ouverte possible, capable de faire le joint entre les revendications, un mouvement qui permettrait à toutes les personnes présentes dans les luttes de trouver un endroit pour échanger et mutualiser les expériences. » (William, Censier)

« Depuis 95, il y a un développement quantitatif du mouvement social, devenu planétaire, solidaire, avec le mouvement anti-guerre, contre le TCE…Mais il y a les aspects qualitatifs : on est obligé de passer par des étapes dans le rôle politique joué par le mouvement social. Il faut déboucher sur une coalition politique représentant les intérêts des salariés, des précaires, des chômeurs, des opprimés, des futures générations. Sinon, on sera toujours écrasé par la volonté de cogestion du système. Mais ce type d'organisation devra être démocratique. Sans quoi on ne pourra pas transformer le système. » (Ben, Tolbiac)

« Quel est le moyen d'action des précaires, des chômeurs ? Cette absence explique les formes d'action illégales, la violence. On sort très vite du social pour entrer dans le politique. Or, le réseau affinitaire n'est pas assez fort pour être une force politique. On reste dans la privatisation de la vie, notre vie politique se jouerait sur le mode de la vie privée . Mais où est la vie publique ? Dans ce mouvement, qui a été fort pour moi, ça développait une analyse transversale, et l'union entre les personnes était réellement politique. C'était la seule fois de ma vie. » (Hakim, réalisateur ayant suivi le mouvement sur Tolbiac)

[54] Evelyne PERRIN, « Luttes de précaires et formes d'engagement », in *Ecorev*, avril 2004, et « *Vers la fin des partis politiques ? Crise et renouveau du politique* », à paraître en 2010.

CONCLUSION

Le mouvement étudiant du CPE à la LRU

Dans ces dernières années, la jeunesse, notamment étudiante, a été à l'origine de deux mouvements puissants de résistance à l'ordre néo-libéral, au printemps 2006 contre le CPE, et en 2007-2008 et 2008-2009 contre la LRU. Les deux mouvements ont ceci en commun qu'ils ont lutté contre deux facettes des réformes néo-libérales : l'instauration d'un nouveau contrat précaire pour les jeunes, avec le CPE, et la privatisation de l'université et sa soumission aux logiques marchandes, avec la LRU. En ce sens, ils ont été des mouvements de lutte contre le néo-libéralisme qui imprègne les réformes des dernières décennies[55] et remet en cause la gratuité et la démocratie du savoir et parallèlement les modalités de mise au travail avec une généralisation de la précarité pour les nouvelles générations populaires. Ce qui distingue fortement les deux mouvements est que la lutte contre le CPE, partie de la jeunesse scolarisée ou étudiante, a rapidement gagné de larges couches de la société, parents d'élèves, enseignants, salariés ; tandis que la lutte contre la LRU n'a pas réussi à franchir le monde étudiant et universitaire et n'a pas sensibilisé notablement le reste de la population. Malgré la victoire du premier mouvement, et la perspective d'un échec au moins momentané pour le second, les deux mouvements ont en commun d'avoir constitué des apprentissages militants forts et durables, et d'avoir suscité une large prise de conscience dans la jeunesse.
Le mouvement contre le CPE est parti de quelques militants étudiants assez isolés au début, et a eu du mal à prendre. Mais une fois lancé, il n'a cessé de grossir. Le caractère explicitement discriminatoire du CPE – un contrat précaire par la longueur, de deux ans, de la période d'essai pour les jeunes de moins de 25 ans – est apparu largement aux yeux de la population comme une atteinte non seulement à l'encontre de la jeunesse, ainsi vouée à la précarité, mais comme une atteinte plus large au socle du droit du travail. Ainsi, de manifestation en manifestation, la mobilisation n'a cessé de s'élargir à des couches de plus en plus larges de la population, jusqu'au retrait, dans la confusion[56], du CPE par le gouvernement de Villepin. Certes, la précarité n'en continuait pas pour autant, mais il s'agissait de la première victoire remportée par un mouvement social depuis longtemps.
Lorsque la LRU a été promulguée en plein mois d'août 2007, elle n'a suscité que peu de réactions des enseignants et universitaires, une majorité d'entre eux y voyant des possibilités de promotion concurrentielle de leur université. Au contraire, elle a très vite suscité la colère et l'inquiétude des étudiants les plus actifs syndicalement (à SUD) et politiquement (notamment à la LCR). De fait, le mouvement étudiant contre la LRU est parti très vite à l'automne 2007 car il a bénéficié de l'expérience et des réseaux constitués dans la lutte contre le CPE : ce sont les mêmes étudiants qui sont partis au combat, en livrant très rapidement une analyse solide de la loi et de ses conséquences prévisibles[57]. Le mouvement a été fort, entraînant des occupations et blocages d'universités assez largement en France, et il a tenu plusieurs semaines, réussissant une jonction avec la grève des cheminots à l'automne 2007. I

[55] Cf. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néo-libérale,* Paris, La Découverte, janvier 2009.
[56] Avec la fameuse promulgation d'une loi annoncée comme ne devant pas s'appliquer par le Président de la République lui-même.
[57] Il est frappant de constater que ce sont des étudiants, et non des enseignants, qui ont les premiers et le mieux décrypté les dangers d'une loi présentée comme une avancée, car qui pouvait être contre l'autonomie des universités ?

a réussi à faire prendre conscience à une partie de la jeunesse étudiante des dangers de la réforme, ce qui n'était pas évident a priori. Malheureusement, il n'a réussi à entraîner ni les enseignants – sauf une minorité - , ni les salariés, et n'a pu se coordonner avec un mouvement lycéen décalé dans le temps, car surtout actif au printemps et à la rentrée 2008.
L'un des obstacles à la généralisation du mouvement, outre la passivité des enseignants, a été le caractère sibyllin de la réforme, obscure et peu explicite, et le côté perçu comme spécifique de la lutte des étudiants, par rapport au reste de la jeunesse, non présente à l'université et donc peu concernée par son avenir, et, de plus, frappée de plein fouet par la précarité.
Aussi, notamment avec la fin de la grève des cheminots, le mouvement anti-LRU a-t-il donné des signes de faiblesse avant Noël 2007, pour s'éteindre au premier trimestre 2009, faute de relais.
Lorsque les décrets d'application de la LRU, comme le décret sur le statut des enseignants-chercheurs et le décret de mastérisation de la formation des enseignants du secondaire, mais aussi le décret sur le contrat doctoral, sont apparus à la rentrée 2008, les enseignants se sont sentis directement attaqués dans leur indépendance et leur mode de fonctionnement collégial. Ils sont alors massivement entrés en lutte début 2009, engageant un mouvement historique dans ce milieu peu habitué à la résistance. Ils ont appelé à la rescousse des étudiants qu'ils avaient souvent diabolisés lors du mouvement de l'automne 2007.
Ils ont de fait été accompagnés dans la lutte par les étudiants, qui ont à nouveau occupé et bloqué les universités, mais aussi par les doctorants, et pour la première fois massivement par les personnels BIATOSS, restés jusque là à l'écart des mouvements précédents, et dont l'emploi devenait beaucoup plus précaire avec la réforme.
Si fort que fut le mouvement des enseignants-chercheurs – avec une grève active du 2 février jusque vers fin avril dans la plupart des universités, avec rétention de notes et suspension des cours - , il n'a pas réussi davantage à toucher l'opinion publique ; celle-ci y a vu un combat « corporatiste » et professionnel, et n'a pas saisi que la LRU remettait en cause un bien commun, l'accès de tous à l'université et au savoir, et l'indépendance de l'université par rapport aux puissances économiques dominantes.
Les décrets sont entrés en application en avril, le gouvernement n'ayant rien cédé et ayant même cyniquement joué le pourrissement de la situation à l'approche des examens. En effet, pour ne pas pénaliser les étudiants, la plupart des enseignants se sont résignés à faire passer les examens en avril et mai-juin, rompant de fait la grève, cependant que les étudiants, pris par leurs partiels, cessaient aussi de fait leur mouvement.

Les leçons du mouvement contre la LRU[58]

Même si le mouvement enseignant et étudiant contre la LRU et ses décrets d'application semble n'avoir remporté aucun succès, on ne saurait le réduire à un échec. En effet, il a favorisé une conscience plus vive des contenus des réformes néo-libérales et montré les dangers de la privatisation rampante des universités : entrée des intérêts privés dans la gestion des universités, prévalence d'une logique comptable, désengagement financier de l'Etat et obligation de rechercher des financements locaux ou privés, risque d'augmentation rapide des frais d'inscription, mise en concurrence des universités et université à deux vitesses…Il a à cette occasion cristallisé une opposition large de tout un corps professionnel à une réforme perçue comme néfaste et à un pouvoir perçu comme illégitime, ce qui ne peut manquer d'avoir des effets à l'avenir.

[58] Voir à ce sujet Claire AKIKO-BRISSET (dir.), *L'université et la recherche en colère. Un mouvement social inédit*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2009.

D'autre part, comme tout mouvement étudiant, il a constitué une intense expérience d'émancipation et de partage d'opinions, d'affects, de rêves, expérience formatrice des individus et de leur potentiel critique, et à même de constituer dans la durée un capital militant à la fois cognitif et affectif. Forcément, il restera des traces importantes du mouvement, dans la conscience collective mais aussi dans les consciences individuelles de futurs citoyens. Ainsi, d'un mouvement à l'autre, y a-t-il une sédimentation : aucun ne repart à zéro, chacun rebondit sur la séquence précédente en s'enrichissant de ses apports.
Le mouvement étudiant a aussi contribué, même si c'est de manière partielle et insuffisante, à une prise de conscience plus large de la population du fait que, en s'attaquant à l'université, le gouvernement s'attaquait – comme dans le cas de la santé ou d'autres services publics – à des biens communs, qui devraient rester à l'abri du marché et délivrés du règne de la concurrence. A cet égard, ce mouvement a renforcé ceux qui luttent pour la préservation de ces biens communs, et il peut fournir d'autres occasions de convergences – comme celle qui a été faite avec le mouvement des hospitaliers le 28 mai 2009.
Une autre leçon du mouvement est que le rôle de frein à la généralisation des luttes joué par les syndicats dominants[59] a été démasqué par de nombreux militants : lorsque des convergences entre différentes luttes se sont faites, ce fut malgré et contre la volonté des directions des syndicats représentatifs. Ceci en dit long sur la nécessité de contourner ces directions, par l'auto-organisation, par les réseaux et par le renforcement des syndicats nouveaux plus combatifs.
En effet, un acquis des différents mouvements étudiants, contre le CPE comme contre la LRU, est la généralisation des modes d'auto-organisation, la suprématie des assemblées générales où tout le monde a droit à la parole, la désignation temporaire de plusieurs porte-paroles, contrairement à la pratique de l'UNEF consistant à se présenter comme porte-parole d'office des étudiants. Ainsi les pratiques des bureaucraties syndicales ont-elles pu être contournées plus ou moins efficacement.
En conclusion de leur ouvrage percutant *La grande mutation ; Néo-libéralisme et éducation en Europe,* paru en 2010 chez Syllepse, Isabelle BRUNO, Pierre CLÉMENT et Christian LAVAL[60] écrivent une appréciation du mouvement de 2009 que nous partageons : « La mobilisation engagée en janvier 2009 dans les universités françaises a été sans précédent par son ampleur et sa durée. Elle n'a pourtant pas suffi à mettre un coup d'arrêt aux réformes néolibérales menées dans les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche. On peut néanmoins lui reconnaître d'autres mérites, dont l'ouverture d'un débat public et contradictoire sur les fonctions sociales de l'Université. Un autre apport de cette mobilisation a été l'introduction de la dimension européenne dans les réflexions sur les transformations actuelles et les résistances qu'elles suscitent à travers le continent. La référence à l'Europe est (enfin) devenue incontournable dans les discours militants et peut-être demain dans les travaux académiques. » Et les auteurs citent les nombreuses manifestations qui ont eu lieu dans plusieurs pays européens depuis la mise en œuvre de la politique néolibérale dans l'enseignement supérieur et la recherche et la mise en place de coordinations à l'échelle du continent européen, mais aussi américain, africain et asiatique, depuis la première journée mondiale d'action contre la privatisation de l'enseignement supérieur du 5 novembre 2008, jusqu'au contre-sommet de Louvain-la-Neuve organisé par « Vague européenne » les 28 et 29 avril 2009, au lancement fin 2008 du collectif baptisé « Printemps 2010 » qui regroupe un nombre considérable d'organisations syndicales et associatives. Ils concluent :
« Il faut donc penser ensemble et lutter contre cette double logique de mise en marché et de mise en compétition, en combattant sur deux fronts : européen et mondial. Mais comme la

[59] Nous mettons à part l'Union syndicale Solidaires, beaucoup plus radicale.
[60] Isabelle BRUNO, Pierre CLÉMENT, Christian LAVAL, *La grande mutation ; Néolibéralisme et éducation en Europe,* Paris, Ed. Syllepse, 2010.

logique néolibérale se déploie dans tous les secteurs à la fois, il devient nécessaire de penser ensemble et de lutter dans tous les domaines en même temps. Il n'y a là rien de décourageant si on garde à l'esprit qu'une mobilisation globale peut procéder d'une démultiplication de résistances locales mises en réseau et coordonnées. À logique générale, résistances transversales et alternative globale ! »

Ainsi, dans la France de 2010, se développent des résistances et des formes de désobéissance civile dans de nombreux secteurs de la société, de l'école à l'université, du travail social aux métiers du soin, etc…, résistances qui cherchent actuellement à se coordonner[61]. On n'est qu'au début de ce mouvement, mais il ne pourra que s'amplifier, étant donné le caractère global du système capitaliste néolibéral et l'impasse sociale, économique, démocratique et écologique vers laquelle il nous emporte à grande vitesse.

En conclusion, un mouvement n'est jamais un échec et n'est jamais clos. Il est toujours susceptible de renaître de ses cendres, et il dépose dans la conscience collective des éléments qui contribuent à ouvrir l'horizon du présent, à faire entrevoir les perspectives d'émancipation. En ce sens, il est à la fois formateur et initiateur d'un possible qui n'est pas encore advenu.

Comme l'écrit Alain Badiou[62], « Rien n'est plus important que de retrouver la passion des idées, et d'opposer au monde tel qu'il est une hypothèse générale, la certitude anticipée d'un tout autre cours des choses. »

Comment continuer un mouvement ?

Les mobilisations des étudiants et lycéens se répètent année après année comme un rituel d'arrivée à l'âge adulte et de prise de conscience citoyenne. Ils sont en quelque sorte une constante, car la jeunesse a besoin de s'affronter au monde qu'elle trouve face à ses rêves et désirs, et de se rebeller pour se construire. Déjà, sous le gouvernement Balladur, le mouvement très massif contre le CIP, lui aussi déclenché contre une mesure discriminatoire pour les jeunes en ce qui concernait le droit du travail, avait montré que la jeunesse peut être une force politique capable d'entraîner derrière elle une partie de la population. Mais les mobilisations de ces dernières années sont peut-être encore plus marquées par un contexte de précarité grandissante, d'angoisse écologique, et d'incertitude sur l'avenir. Elles prennent une teneur plus aiguë également avec la contradiction entre le mouvement de massification de l'enseignement supérieur et la raréfaction des chances de réussite universitaire et sociale.

L'institutionnalisation de la précarité que constituait le CPE a suscité une révolte massive d'une jeunesse consciente de cette difficulté accrue de se faire une place sur le marché du travail, et d'une sorte d'absence d'avenir, au moins pour les étudiants des universités issus des couches moyennes ou inférieures du salariat. Aussi a-t-elle entraîné nombre d'étudiants non politisés dans la résistance. Certes, la lutte n'a pas supprimé la précarité, mais elle a mis un coup d'arrêt – provisoire – à la précarisation généralisée de l'emploi pour les jeunes générations.

La lutte contre la LRU a été plus difficile à expliquer, tant la loi était obscure, mais une fois démarrée, elle a suscité un rejet d'une université soumise aux logiques concurrentielles et comptables caractéristiques du néo-libéralisme actuel, et à plusieurs vitesses, avec l'installation d'universités de second rang, vouées à l'absence de moyens et au gardiennage social. Si elle n'a pas suffi à faire retirer la loi, elle a montré une capacité de résistance, qui a du s'installer dans la durée avec la mise en application de la loi, mais continue à couver tant

[61] Une première tentative a été faite en ce sens par le lancement de l'Appel des Appels. Cf. Roland GORI, Barbara CASSIN et Christian LAVAL, *L'Appel des Appels, L'insurrection des consciences,* Paris, Fayard, 2009.

[62] Alain BADIOU, *L'hypothèse communiste,* Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2009, p. 81.

chez les étudiants que chez les universitaires. Sans-doute les prochains mouvements seront-ils handicapés par la probable dispersion dans le temps des offensives telles que l'augmentation des droits d'inscription et la sélection, désormais du ressort de chaque président d'université.
En même temps, ces mouvements étudiants et lycéens constituent un apprentissage civique, politique et militant pour une partie de la jeunesse, qui en ressort plus aguerrie, et s'étant forgé une conscience politique et citoyenne. Par rapport à l'anomie qui règne pour beaucoup d'étudiants propulsés à l'université sans relations sociales préétablies, l'engagement dans un mouvement est aussi une voie de socialisation. Il est intéressant d'observer comment ces expériences militantes se combinent avec l'apprentissage scolaire ou universitaire pour doter les individus qui y participent de compétences sociales qu'ils pourront reconvertir dans leur vie professionnelle, ou utiliser, pour certains, dans des carrières politiques ou syndicales.
Les différences de classe qui parcourent la jeunesse se révèlent aussi comme un facteur décisif non seulement de l'hétérogénéité des trajectoires, mais des modalités de l'engagement dans les mouvements, qui restent majoritairement le fait des facultés de sciences humaines. Ceci illustre à quel point la perception d'un avenir mieux assuré peut éloigner les étudiants des grandes écoles et des facultés des sciences et de médecine de la mobilisation, ou en faire de farouches opposants. Mais à l'inverse, les étudiants issus des couches sociales les plus défavorisées ou héritiers de l'immigration peuvent craindre les effets des mouvements sur leurs chances plus fragiles de réussite.
Enfin, chaque mouvement interpelle la société des adultes - parents, professeurs et enseignants, salariés - et interpelle la classe politique, avec des fortunes diverses. La résonance que prend le mouvement dans la société est un révélateur également de la façon dont les opinions sur le statut de la jeunesse se forgent, évoluent, se propagent, et dont la société regarde sa jeunesse et la place qu'elle lui réserve. Ainsi, les mouvements lycéens et étudiants peuvent déranger et bousculer des hiérarchies, des fonctionnements bureaucratiques ou corporatistes, des certitudes syndicales et partidaires, ou pour le moins s'y confrontent. De leur capacité à élargir leur lutte à des pans importants de la société dépend le succès de leur mobilisation. A cet égard, il faut regretter que la mobilisation des étudiants et des enseignants contre la réforme de l'université n'ait pas réussi à franchir le monde de l'enseignement supérieur, alors même que le rôle et la nature de l'université, comme mode d'accès au savoir, interpellent toute la société.

Nous donnerons la parole dans cet essai de conclusion au texte issu du séminaire « Emancipation » de l'Ecole Normale Supérieure, écrit vers la fin du mouvement étudiant et enseignant en avril 2009 :
« Chaque année ça recommence. Chaque année de nouvelles lois qui représentent toutes les mêmes logiques nous amènent à nous mobiliser. Parfois on contient un peu le flot, parfois on perd sur toute la ligne, souvent même l'application des réformes est reportée (aux vacances…), ce qui reporte aussi le combat, voire le supprime. Face à cela, allons-nous continuer à faire des mouvements de la même manière chaque année – répéter les mêmes gestes, comme si c'était la première fois ? […] Derrière l'aspect terne des mots d'ordre et des argumentaires, il y a la richesse passionnante d'une expérience collective. Et derrière cette expérience, il y a une possibilité ***politique***, une possibilité d'émancipation autrement plus profonde que ce que font les politiciens quand ils accèdent au pouvoir, à savoir essentiellement de la ***gestion***.
Pourtant il semblerait que dans les AGs, les comités de mobilisation, les déclarations publiques, les slogans, une forme de convention s'applique, qui dissuade de parler des vraies raisons pour lesquelles on se mobilise – que ce soit la *joie* que procure le mouvement en lui-même (son être-ensemble, ses rencontres), ou que ce soient les *perspectives* qui alimentent ce mouvement, les *valeurs* qui sous-tendent la contestation de circonstance (et qui peut dire dans

la mobilisation en cours que la LRU est sa seule hantise ?). […] *Qu'y a-t-il derrière des décrets puis derrière la LRU, puis même derrière le processus de Bologne ? Des choses révoltantes, n'y en a-t-il qu'à l'université ? Pourquoi est-ce qu'on ne lutte pas, alors, sur d'autres fronts ? Dans quelles perspectives ?*
On nous objectera que le mouvement n'est pas un lieu pour tout ça : il y a des partis si l'on veut faire de la politique, des syndicats si l'on veut lutter plus largement. Mais tout l'enjeu d'une politique d'émancipation aujourd'hui consiste à ne pas s'en tenir là. Car le risque y est presque inévitable de précipiter dans le morcellement ce qui dans le mouvement parvenait à tenir ensemble. […] CE QUE NOUS POUVONS ALORS NOUS DEMANDER DÈS MAINTENANT, c'est COMMENT NOUS ALLONS CONTINUER LE MOUVEMENT APRÉS LE MOUVEMENT. Des idées ?
Continuons à nous réunir en comités de mobilisation, même après la fin du mouvement officiel ; s'y engouffreront toutes les questions fondamentales qui jusque là étaient contenues aux marges. Réfléchissons aux actions que, maintenant, nous pouvons faire. Plutôt que de faire le mouvement comme on vit (comme un travailleur-consommateur aliéné), vivons comme on fait un mouvement (dans la rencontre, l'enthousiasme, la réflexion et l'exigence démocratique) ! Nous romprons ainsi l'isolement, nous exploiterons les brèches ouvertes ! Et il nous faut créer ce fil souterrain qui relie entre eux les mouvements et qui alimente chacun de l'expérience des précédents… »
Le comité de mobilisation du quartier latin, qui n'a pas fini de se réunir…

Ainsi ce texte pose-t-il très clairement les enjeux de la poursuite de la réflexion et de la construction collective d'alternatives en dehors de, ou entre, les périodes de lutte. Aucun mouvement ne laisse la société pareille à elle-même, il la féconde et en nourrit l'imaginaire collectif. En ce sens, on ne peut jamais parler définitivement de l'échec d'un mouvement, même s'il n'a pas atteint ses objectifs.
L'analyse des mouvements successifs de rébellion de la jeunesse contre les attaques d'un pouvoir néo-libéral agressif, depuis le CIP et plus récemment de 2003-2004 à 2009, montre clairement le lien, le fil, qui s'établit d'un mouvement à l'autre, et la sédimentation qui se produit au niveau des analyses de la société capitaliste au sein de la jeunesse, et parfois plus largement au sein de la population (spécialement lors du CPE). Des générations entières, alors qu'elles s'apprêtent à entrer sur le marché du travail, sont percutées par les réformes libérales et prennent conscience de leur danger, plus ou moins clairement certes selon leur degré d'implication dans les mouvements, mais aussi par imprégnation et diffusion d'arguments, par côtoiement de militants. Certes, on ne niera pas qu'une partie non négligeable de ces générations reste relativement à l'écart des mobilisations, soucieuse avant tout de sa réussite universitaire et plus tard professionnelle. Mais il s'est passé quelque chose, dont il reste des traces, un impact dans la conscience collective. Les étudiants, plus ou moins militants, encartés ou non, qui ont mené ces luttes ne sont plus jamais pareils ensuite, et emportent dans la suite de leur carrière des acquis cognitifs, des savoirs, des pans communs de résistance au système, des traces de rêve d'un autre monde.